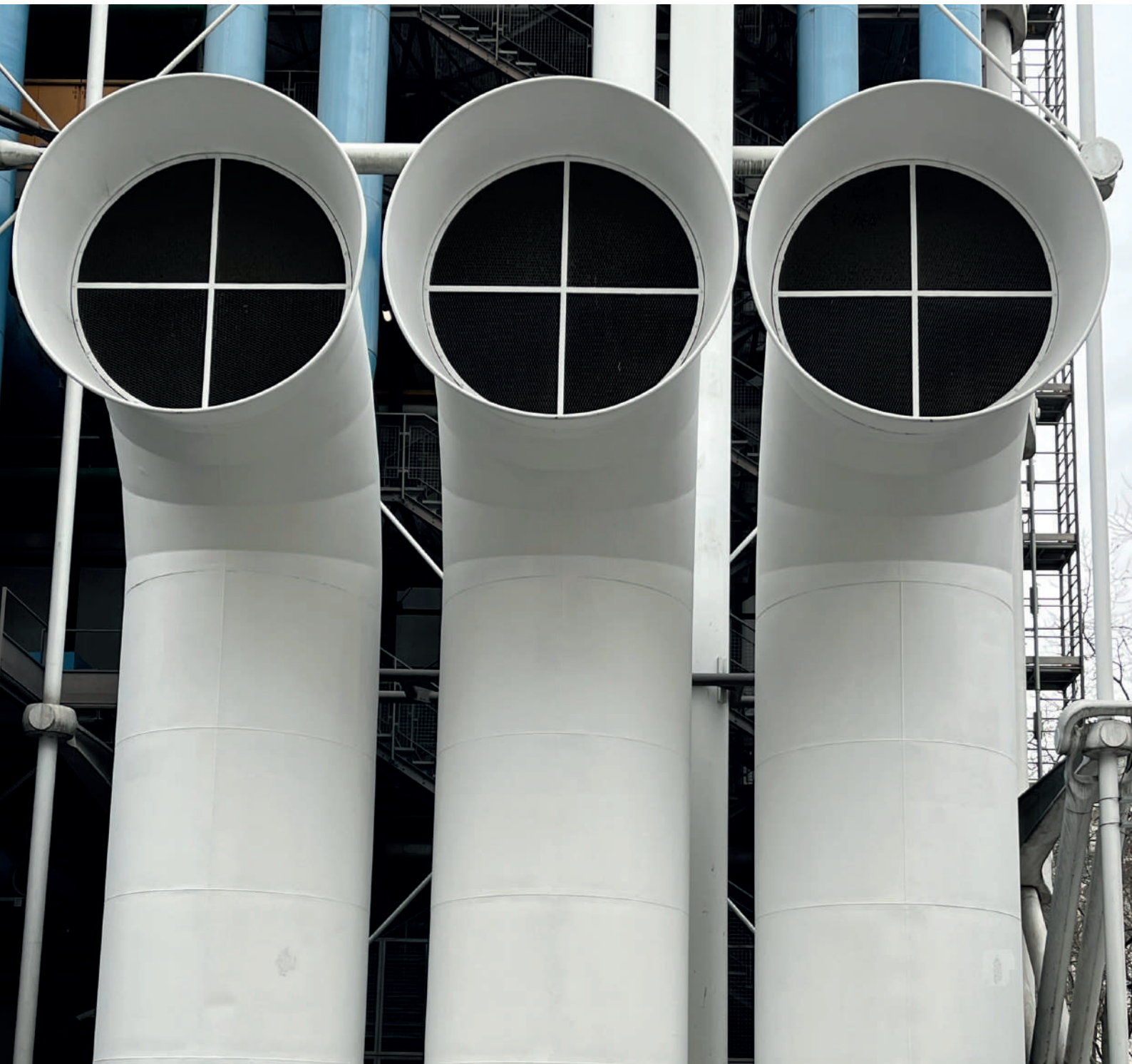


ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 10 – 10 mars 2025



ADRESSES

internationalisme et démocr@tie

N° 8 – 13 janvier 2025



Pour nous écrire :

Adresses.la.revue@gmail.com

SYLLEPSE

Directeur de publication : Michel Lanson

ISSN : 3038-9798

Téléchargement sur Entre les lignes entre les mots, www.syllepse.net et Réseau Bastille

Éditions Syllepse, 69 rue des Rigoles, 75020 Paris

Images : Collections particulières et DR.

LISTE DES ADRESSES

Des images qui nous hantent périodiquement	5
<u>Didier Epsztajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein</u>	
<u>ADRESSE N° 10/91</u>	
Intégrer l'ethnicité à la démocratie politique	7
Michel Cahen Propos recueillis par Paul Martial	
<u>ADRESSE N° 10/92</u>	
Minorités ethniques en Russie et impérialisme	15
<u>Vlada Baranova et Tsypylma Darieva</u>	
<u>ADRESSE N° 10/93</u>	
Le colonialisme russe n'est pas réformable	17
Botakoz Kassybekova Propos recueillis par Dinara Khalilova	
<u>ADRESSE N° 10/94</u>	
Une critique marxiste précoce de la périphérie impériale	21
<u>Hanna Perekhoda</u>	
<u>ADRESSE N° 10/95</u>	
Ce qui nous attend	29
<u>Kevin B. Anderson</u>	
<u>ADRESSE N° 10/96</u>	
Violences : dépasser l'indignation	35
<u>Joelle Palmieri</u>	
<u>ADRESSE N° 10/97</u>	
S'opposer aux sanctions contre la Cour pénale internationale et pour préserver l'accès des victimes à la justice	39
<u>Communiqué de la coalition française pour la Cour pénale internationale</u>	

<u>ADRESSE N° 10/98</u>		
Campisme et géopolitisation de la société civile africaine	41	
<u>François Polet</u>		
<u>ADRESSE N° 10/99</u>		
La résistance de la société ukrainienne à l'invasion	44	
<u>Vitaliy Dudin</u>		
<u>ADRESSE N° 10/100</u>		
Haïti, notre dette	50	
<u>Frédéric Thomas</u>		
<u>ADRESSE N° 10/101</u>		
Menaces sur une Syrie démocratique et progressiste	51	
<u>Joseph Daher</u>		
<u>ADRESSE N° 10/102</u>		
Pour une Syrie démocratique fondée sur la liberté des femmes	64	4
<u>Lettre ouverte</u>		
Adresse inaugur@le pour une revue	66	
<u>Adresses, n° 0, 23 janvier 2024</u>		

Des images qui nous hantent périodiquement

Didier Epszajn, Michel Lanson, Patrick Silberstein

«La guerre c'est la paix. La liberté c'est l'esclavage. L'ignorance c'est la force», George Orwell, 1984.

Une image est désormais inscrite dans la conscience universelle: celle de la résistance de Volodymyr Zelensky aux assauts de Donald Trump et de J.D. Vance dans le bureau ovale de la Maison-Blanche. Soutenu par la détermination du peuple ukrainien et le courage de ses soldat-es¹, le président ukrainien a eu le courage de dire non au diktat des nouveaux chefs de l'impérialisme américain. Ce jour-là.

On ne peut s'empêcher de penser, en regardant ces images, à la capitulation d'Alexis Tsipras, pourtant fort du soutien du peuple grec avec de 60 % d'oxi («non!») au référendum de juillet 2015 de soumission au diktat de la Commission européenne.

On ne peut s'empêcher de penser, évidemment, au chef de la bourgeoisie britannique, Neville Chamberlain, qui avait abandonné, en 1938 à Munich, la Tchécoslovaquie aux appétits nazis et qui avait déclaré que le Führer était «un homme sur qui l'on peut compter lorsqu'il a engagé sa parole».

On ne peut s'empêcher de penser à celui qui se mit, seul, devant les chars du pouvoir chinois avant le massacre de Tienanmen².

On ne peut s'empêcher de penser à ceux qui ont voulu arrêter les chars russes à Prague

1. Ébahi par la levée en masse spontanée de la population ukrainienne, le général français Nicolas Richoux s'est exclamé sur un plateau de télévision: «Mais, c'est Valmy!» (cité par Patrick Le Tréhondat, «Vers une guerre populaire prolongée», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 36, 22 février 2025).

2. Voir *Adresses*, n° 8.

et à ceux qui ont manifesté à Moscou sur la place Rouge.

On ne peut s'empêcher de penser à ceux qui ont marché à Selma avec Martin Luther King³.

On ne peut s'empêcher de penser aux partages successifs du monde: celui de Berlin (le partage de l'Afrique), celui de Sèvres (le partage de l'empire ottoman⁴), sans oublier celui de Yalta et de Potsdam. Un nouveau partage du monde est d'ailleurs en train de naître sous nos yeux. La résistance ukrainienne, avec ce qu'elle a de spécifique, est une des manifestations de cette résistance qui posent le plus de redoutables questions aux révolutionnaires⁵.

On ne peut s'empêcher de penser qu'il est grand temps que la gauche française, européenne et mondiale suive l'exemple du mouvement syndical de France, du Brésil ou encore de Pologne et qu'elle ouvre les yeux et surtout qu'elle s'unisse pour appeler *sans délai* l'ensemble des démocrates à dire *stop* à la vague montante des «fascismes» et à faire barrage à Poutine et bien sûr à Trump.

On ne peut s'empêcher de penser qu'il faut agir pour mettre hors d'état de nuire les oligarques russes et qu'il faut inciter les

3. Voir dans ce numéro, Kevin Anderson, «Ce qui nous attend». Voir également Bill Fletcher Jr. «Comment se défendre dans la nouvelle période Trump»; Frieda Afary, «Donner du sens à la victoire de Trump et à la résistance», *Adresses*, n° 7; Carl Davidson et Bill Fletcher Jr., «Combattre l'abolition de la démocratie», *Adresses*, n° 9.

4. Voir dans ce numéro, Michel Cahen, «Intégrer l'ethnicité à la démocratie politique».

5. Voir, dans ce numéro, Vitaliy Dudin, «La résistance de la société ukrainienne à l'invasion».

peuples prisonniers de la Fédération de Russie à se soulever⁶.

Si un flot d'images remontent à la conscience après la rafale de décrets signés et la violence affichée par le nouveau président des États-Unis, c'est bien la conséquence d'un choc, d'une stupeur. Il est trop facile de personnaliser la politique: «il est imprévisible, c'est un colérique, il changera d'avis...» Hélas, ses décisions suivent une logique que nous avons déjà dévoilée avec les textes sur l'évolution du régime d'Orban (premier de cordée d'une longue liste de post-fascistes comme Meloni, Fico et d'autres). Une logique aussi qui voit l'alliance opportuniste entre un «lumpen capitaliste» et les géants de la Tech, Musk en figure de proue. Certes, Trump comme Bolsonaro avaient échoué mais l'assaut du Capitole, comme les émeutes à Brasília, annonçait le tournant à venir⁷.

Le fascisme du 21^e siècle balbutiait encore. Les régimes néolibéraux gardaient des empreintes démocratiques plus par la tenue régulière d'élections que par le fonctionnement des «corps intermédiaires» nécessaire à la démocratie. Aujourd'hui, la période néolibérale semble dépassée. Des MEGA (Make Europe...) apparaissent à la suite du MAGA (Make America Great Again) trumpiste. Les politiques poursuivent leur uniformisation selon une logique commune: chasse aux immigré·es; coupes budgétaires dans les services de l'éducation, de la santé, mais pas dans ceux de la police ou de l'armée; renforcement des mesures «sécuritaires»; recul du droit; atteinte aux droits de femmes...

Dans le cadre de la «multipolarité impérialiste» étudiée par Kavita Krishnan ou Promise

Li⁸, des mouvements, des tensions mais aussi des rapprochements bouleversent un équilibre fragile. L'alignement de Trump sur Poutine dans la «question ukrainienne» met en danger le peuple ukrainien, son président et l'Europe aussi. Les États-Unis ont voté à l'ONU, avec la Russie et les pires dictatures, contre une résolution qui mettait en exergue la responsabilité de la Russie dans l'agression contre l'Ukraine. La Chine s'est abstenue. La pause dans les livraisons d'armes et dans le renseignement décrétée par Trump peut rendre l'armée ukrainienne aveugle et muette face à l'agresseur russe.

«Nous sommes en face du surgissement de l'inconcevable», écrivait Patrick Chamoiseau⁹. Pour y faire face, il est grand temps de concevoir la résistance à l'air du temps en étant à la fois audacieux·ses dans la recherche de l'unité et dans celle de la construction d'une alternative à la barbarie capitaliste.

C'est le défi que veut relever *Adresses*: explorer l'internationalisme et la démocratie d'hier et d'aujourd'hui, en articulant les thématiques suivantes: «Émancipation du travail, autogouvernement, autodétermination, autogestion, auto-organisation, féminisme et genre, révolution, renversement/dépassement du capitalisme, alternatives, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratie socialiste, reconversion industrielle pour une production socialement utile et écologiquement soutenable, refus du campisme et lutte contre tous les impérialismes¹⁰».

6. Voir dans ce numéro, Vlada Baranova et Tsyplma Dariiev, «Minorités ethniques en Russie et impérialisme»; et Botakoz Kassymbekova, «Le colonialisme russe n'est pas réformable»; Hanna Perekhoda, «Une critique marxiste précoce de la périphérie impériale».

7. Voir *Adresses*, n° 7: Taki Manolacos, «La fin du néolibéralisme préfigure la montée du fascisme»; Gaspar Miklos Tamás, «Naissance du post-fascisme dans la Hongrie de Orban» Voir *Adresses*, n° 9, Frieda Afary, «Fascism or not fascism?»; Gaspar Miklos Tamás, «Sur le post-fascisme»; Bart Cammaerts, «Le salut nazi d'Elon Musk, George Orwell et cinq leçons»; Ilya Budraitskis, «Le poutinisme, c'est le fascisme»; Gilbert Achcar, «L'ère du néofascisme et ses particularités».

8. Voir Promise Li, «Lutter contre l'impérialisme multipolaire» et Kavita Krishnan, «Multipolarité: une doctrine au service des autoritarismes», *Adresses*, n° 0.

9. *Mediapart*, 14 février 2025.

10. Sur quelques-unes de ces questions, on se reportera dans ce numéro à Joelle Palmieri, «Violences: dépasser l'indignation»; François Polet, «Campisme et géopolitisation de la société civile africaine»; Frédéric Thomas, «Haïti, notre dette»; Joseph Daher, «Menaces sur une Syrie démocratique et progressiste»; Lettre ouverte, «Pour une Syrie démocratique fondée sur la liberté des femmes».

Intégrer l'ethnicité à la démocratie politique

Michel Cahen

Propos recueillis par Paul Martial

La notion d'ethnie, au croisement de filiation culturelles, de pouvoir et de sang, devrait être davantage intégrée dans une analyse marxiste, notamment pour ce que les liens ethniques impliquent comme choix spontanés pour les populations et comme nécessités démocratiques.

Lorsque l'on parle de l'Afrique, on évoque souvent la notion d'ethnie, tant dans les journaux généralistes que parmi les chercheurs/ses en sciences sociales. Comment peut-on définir ce concept ?

En France dans les années 1930, on a commencé à employer le mot ethnie comme un cache-sexe du mot race. Mais ce mot lui-même n'avait pas tout à fait le même sens que celui auquel il est réduit aujourd'hui. Par exemple, Ernest Renan, le grand théoricien de la nation française du 19^e siècle, qui a écrit *Qu'est-ce qu'une nation ?*, parle très courageusement de « race française ». Cela signifie communauté, ou nation, mais avec l'idée que la culture est dans le sang. C'est une espèce d'essentialisme. L'Internationale communiste parlait de « nègre », ce qu'on ne fait plus aujourd'hui.

Dans les années 1930, on a commencé à utiliser le mot ethnie de façon aussi essentialiste. En France, dans les sciences sociales, les deux moments fondateurs de la discussion plus moderne du mot et du concept d'ethnie sont les livres de Jean-Loup Amselle et d'Elikia M'Bokolo *Au cœur de l'ethnie*, publié pour la première fois en 1985 et puis quelques années plus tard le livre de Jean-Pierre Chrétien et de Gérard Prunier *Les ethnies ont une histoire*, publié en 1989. La thèse est que l'ethnie n'est pas simplement une manipulation des colonisateurs, que les Africain·es n'ont pas attendu les Européens pour ressentir des identités – qu'on peut appeler ethnie ou que l'on peut appeler

nation – qui sont des constructions sociales par conséquent fluctuantes. Il y a des identités pluriséculaires en Afrique, je pense par exemple à la nation Kongo, initialement fruit d'une construction politique. Le royaume Kongo existait depuis deux siècles avant l'arrivée des Portugais dans la région en 1482 et l'identité Kongo existe toujours, bien que les frontières coloniales l'aient divisée en cinq morceaux : l'ouest du Congo Brazzaville, l'ouest du Congo « démocratique », l'extrême sud du Gabon, l'enclave de Cabinda qui appartient à l'Angola et les deux provinces nord de ce pays qui s'appellent d'ailleurs Congo et Zaïre. C'est une entité qui continue d'exister, qui a sa propre langue, ses propres rites, son roi comme dignitaire culturel – même s'il possède un rôle mineur – et dont la capitale est Mbanza-Kongo en Angola.

En tant que marxiste, ce qui m'a toujours frappé, c'est la difficulté à appréhender le phénomène ethnique. Il y avait eu un peu le même débat en Europe sur la question nationale. On se rappelle qu'Engels était en faveur de l'indépendance de l'Irlande et de la Pologne alors que Rosa Luxemburg était contre l'indépendance de cette dernière parce qu'elle considérait que cela allait diviser le prolétariat qui était unifié par la force au sein de l'Empire allemand. Engels expliquait qu'un prolétaire, pour entrer dans la lutte, devait d'abord savoir sur quel territoire il marchait, ce qui relevait de lui : pour qu'un prolétaire irlandais puisse s'allier au prolétaire anglais, il fallait que la question nationale fût résolue. Engels accordait de l'importance à l'Irlande et à la Pologne parce qu'elles étaient colonisées respectivement par l'Angleterre et l'Allemagne, deux grands pays industriels. Il avait une sympathie que je qualifierais d'un peu instrumentale. Et le même Engels eut des phrases épouvantables

sur les États des Balkans, petits, avec des peuples « sans histoire ». Comme il ne s'agissait pas de pays industriels, il les considérait comme retardataires. Or, d'un point de vue matérialiste, l'ethnicité est une formation sociale subjective qui exprime des sociétés selon des trajectoires identitaires qui sont les leurs et doivent intégrer notre réflexion.

Peux-tu préciser la notion d'ethnicité ?

Quand je parle d'ethnicité je ne parle pas simplement d'ethnie mais aussi de nation, que contrairement à la tradition jacobine je ne confonds pas avec la République et avec l'État. Par exemple la nation française ne peut pas être définie autrement que de la manière suivante : la nation est l'ensemble des gens qui se sentent Français, point final. De ce point de vue il n'y a strictement aucune raison de faire une différence de nature entre nation et ethnie, si ce n'est un degré d'ethnicité. La nation serait le degré le plus élevé en termes d'intensité de la cristallisation identitaire et de sa durée.

Je ne vois pas pourquoi on utiliserait le terme « nation » pour l'identité française – je suis persuadé que la nation française existe car il y a des gens qui se reconnaissent comme tels – et le terme ethnie pour l'identité Kongo, alors qu'à l'arrivée des Portugais, il y avait déjà un peuple Kongo avec son identité et sa langue. Serait-ce parce qu'on est en Afrique ? Je suis extrêmement méfiant par rapport à la hiérarchisation sémantique que l'on établit entre nations et ethnies. Toutes les nations sont des ethnies mais toutes les ethnies ne sont pas des nations, si on l'accepte mon idée de degrés d'ethnicité, c'est-à-dire que l'ethnie serait un degré moindre, plus fluide, moins cristallisé, peut-être moins durable d'identité. Il y a des ethnies qui ont disparu et d'autres qui sont apparues en raison du colonialisme. Cela ne veut pas dire que ce sont les colonisateurs qui ont créé les ethnies, dans la fameuse idée du diviser pour régner. Les colonisateurs ont classifié les gens, les missionnaires ont traduit la Bible dans les langues les plus efficaces pour eux – et cela a eu des effets très importants – mais ils se sont servis de ce qui existait déjà. On ne peut pas manipuler quelque chose qui n'existe pas.

Pourtant un des chapitres du livre Au cœur de l'ethnie, écrit par Jean-Pierre Dozon sous la direction de Jean-Loup Amselle et d'Élikia M'Bokolo, auquel tu faisais référence, est intitulé : « Les Bete : une création coloniale »

Je ne suis pas du tout spécialiste de cette région. Il a peut-être raison, s'il prouve qu'un administrateur colonial a défini des gens et les a regroupés dans une circonscription qu'il a organisée, et que petit à petit ces gens se sont habitués à cette structuration coloniale qui serait devenue ethnique. Il est possible que ça ait marché mais on ne peut en déduire une loi générale selon laquelle les ethnies auraient été inventées par le colonisateur. Cela signifierait que les Africain·es auraient dû attendre l'arrivée des colonisateurs pour ressentir des identités communautaires qui n'étaient pas simplement lignage et clan.

Prenons le cas de deux pays très différents, les îles du Cap-Vert et le Mozambique. Le Mozambique est un pays du cône sud de l'Afrique, riverain de l'océan Indien, et dont la population fait partie de la grande famille des Bantous. Le Cap-Vert est un archipel créole situé dans l'océan atlantique, 500 km à l'ouest de Dakar, qui n'était pas peuplé quand les Portugais sont arrivés. Il a été peuplé intégralement d'esclaves venus de différents endroits d'Afrique, qui n'avaient pas les mêmes identités, les mêmes religions, qui ne parlaient pas la même langue, et c'est pourquoi ils ont dû forger la langue créole. Une nouvelle identité est donc apparue, l'identité créole, circonscrite territorialement par l'archipel. On peut dire qu'historiquement il y a eu la formation d'une nation tout à fait comparable à nos nations en Europe. Il n'y a pas de problème majeur d'identification entre le Capverdien le plus pauvre et l'État capverdien.

Pour le Mozambique, c'est différent, car on est dans l'Afrique continentale. Le pays a été également colonisé par les Portugais au tout début du 17^e siècle, même si la majeure partie du territoire n'a été occupée qu'à la fin du 19^e. C'est l'Afrique bantoue avec ses lignages, ses chefferies traditionnelles, ses nations africaines précoloniales, de grands États qui ont été vaincus militairement par les Portugais. Il y avait des identités africaines, mais ce n'était pas forcément des États-nations : le *nkosi* (roi/chef) de l'une des principales formations politiques au sud du

Mozambique, l'empire de Gaza, était un immigrant zoulou lié au *Mfecane* (grands mouvements des migrations des Zoulous à partir de la fin du 18^e siècle). C'était un État tout à esclavagiste et violent qui a partiellement «zouloufié» ces populations. Même ainsi, sa population était loin d'être homogène, ce n'était pas un État-nation précolonial. Mais d'autres entités politiques relevaient de populations bien plus homogènes.

Pourquoi ne pas les appeler nations ?

Dans le centre du pays on avait un phénomène très différent, les «*prazos*». Il s'agissait d'anciennes féodalités portugaises qui s'étaient largement africanisées sans se retraditionnaliser. Des chefs noirs ou *goanais* possédaient des terres au nom du roi du Portugal. Ces structures politiques se surimposèrent à des identités existant préalablement. Ces entités étaient des clans ou des lignages, parfois des identités très marquées, dans le nord du pays, notamment chez les Makondes et les Makuas. Les Portugais occupant la totalité du territoire à la fin du 19^e siècle n'ont pas transformé la population en «Portugais noirs», les gens naturellement ont continué d'être africains. Le Front de libération du Mozambique (Frelimo), prenant le pouvoir en 1975 après dix ans de lutte armée, a refusé de tenir compte de l'existence de nations africaines précoloniales, considérées en bloc comme «tribalisme», n'a pas promu leur culture et leur langue. Mais il n'a pas non plus réussi à être un État social pour les 80 % de la population qui était rurale, qui aurait pu mener tous ces groupes à s'identifier au «Mozambique», ce nouvel espace territorial fait officiellement nation. À l'inverse, «Pour que la nation vive, la tribu doit mourir», telle fut la politique du Frelimo. L'emploi du mot tribu était fortement contestable et cette politique anti-ethnique eut des conséquences pratiques, comme des campagnes d'alphabétisation menées exclusivement en portugais - avec un taux d'échec gigantesque -, avec l'interdiction des chefs traditionnels, des rituels de la pluie, etc. Cela a été, selon moi, une espèce de tentative de «portugalisation» ou de «lusophonisation» du pays avec l'idée de l'Homme Nouveau, empruntant un jargon un peu maoïisant.

En France, il s'est passé un peu la même chose, avec une très forte répression

ethnique; Napoléon, puis Napoléon III, et surtout la 3^e République ont francisé la France: tout le monde se rappelle des écrivains «il est interdit de cracher et de parler basque ou breton à la récréation». Mais cet État français qui réprimait les ethnicités créait en même temps l'école publique obligatoire, des hôpitaux, des routes, des ponts, il apportait le progrès et il y eut ainsi une identification politique à l'État social français, qui petit à petit cela devint une identification nationale. Cet échange entre progrès social et répression ethnique - je ne dis pas que ce fut bien - put fonctionner.

L'État capitaliste de la périphérie ou de l'ultra périphérie, comme le sont les États africains, n'est pas, sauf à de rares exceptions, un État social, c'est un État néocolonial, kleptocrate¹ qui opprime socialement, économiquement mais aussi ethniquement bien qu'il ait des pratiques ethno-clientéliste. Des ministres construisent la route qui va à leur village en détournant le budget de leur ministère, mais ce n'est pas du tout une politique de conjugaison des identités africaines pour construire une nation de nations.

Si l'on prend le cas de la Grande-Bretagne, elle n'est pas la fédération de l'Angleterre, du Pays de Galles, de l'Écosse et de l'Irlande du Nord. Ce n'est pas un État fédéral, il y a une supra-identité britannique. C'est une identité au singulier d'identités au pluriel. Un Écossais peut admettre qu'il est un Britannique, mais il ne lui plaira pas d'être confondu avec un Anglais. Les États africains n'ont pas suivi ce modèle de l'emboîtement des identités et ils ont opposé des nations africaines précoloniales à la nouvelle nation qui devait être une rupture au lieu d'être cette conjugaison coagulée par un État social.

Le système en Éthiopie tient compte, du moins officiellement, des différentes ethnies.

C'est presque une exception, et qui n'a pas fonctionné du tout. Dans ce pays, on a le fédéralisme identitaire. En principe, chaque nation constitutive dispose d'un territoire avec une province autonome, mais le pays

1. Une kleptocratie est un terme désignant un système politique au sein duquel une ou plusieurs personnes, à la tête d'un pays, pratiquent à une très grande échelle la corruption, souvent avec des proches et membres de leur famille.



est régi par une dictature et les autonomies n'ont jamais été respectées. Ce qu'il y avait de bien dans la Constitution n'a ainsi pas été matérialisé.

Je ne dis pas qu'il faut le fédéralisme partout au sein de chaque pays en Afrique. Le fédéralisme interne aux pays africains risque de mener à la définition de provinces mono-ethniques. Or en Afrique les provinces mono-ethniques sont très rares. Dans la région Makua, il y a aussi des Makondés, des Yao, un peuple majoritaire et des peuples minoritaires. La question n'est pas de faire du fédéralisme, il faudrait plutôt regarder du côté de la Bolivie d'Evo Morales qui en 2009 a proclamé la constitution de l'État unitaire plurinational de Bolivie.

Le fait ethnique en Afrique n'est pas un ennemi pour nous, marxistes. C'est tout simplement quelque chose qui existe dans la société, qu'il faut se garder d'essentialiser. Ce sont des identités qui peuvent devenir ou non des nations mais parfois le mécontentement social va s'exprimer selon des alignements ethniques. En général, il n'y a jamais de guerre civile dont la caractéristique serait uniquement interethnique seule. Par exemple dans le cas du Rwanda, les Hutus et les Tutsis ne sont pas deux ethnies. S'il faut leur donner un nom, ce sont plutôt des castes, deux regroupements ayant la

même langue, les mêmes mythes d'origine, le même royaume, mais certains étaient considérés professionnellement comme des agriculteurs et d'autres comme des éleveurs. Tout le monde sera d'accord pour dire que la manipulation coloniale a porté ses fruits, mais ce ne fut pas une guerre ethnique.

Quand il y a un conflit ethnique, c'est souvent qu'il y a des problèmes sociaux. En ce moment, dans le nord du Mozambique, il y a une guérilla djihadiste. Un groupe qui existait préalablement comme secte religieuse s'est militarisé puis s'est affilié à l'État Islamique. Il recrute parmi le groupe côtier Mwani, et parmi les Makuas - un grand groupe qui a été assez maltraité par les colonisateurs portugais puis le Frelimo. Enfin, il y a à la frontière de la Tanzanie le groupe makonde. C'est là qu'a commencé la guerre de libération en 1964. Le groupe makonde, quoique minoritaire dans la région, a été extrêmement important dans la guerre de libération anticoloniale². Comme ses membres ont été des acteurs majeurs dans la guerre de libération, ils ont accaparé des rôles de direction importants. De généraux dans la guérilla, ils sont

2. Je ne l'appelle pas personnellement nationale mais anticoloniale, puisqu'il n'y avait pas à proprement parler de nation pré-existante à la guerre de libération.

devenus ministres. Bien que très nettement minoritaires à l'échelle du pays (2 % de la population, et à peu près 10 % à l'échelle de la province-nord Cabo Delgado), ils ont accaparé la plupart des postes qui permettent de devenir riche. Aujourd'hui, il y a une expression ethnique du mécontentement social contre les Makondes de la part des Mwanis ou des Macuas, mais c'est en raison de l'inégalité provoquée par un pouvoir d'État accaparé par une ethnicité particulière en raison des circonstances historiques.

La difficulté en Afrique est qu'on est à la périphérie du capitalisme. Les États ne sont pas des États sociaux mais des États prébendiers, des États compradores, des États qui manipulent les clientélismes ethniques, qui souvent promeuvent une seule ethnicité. Au Sénégal, en ce moment, il y a une «oulofisation» accentuée et les autres langues africaines sont en déclin et pourraient disparaître à l'avenir. Cela a provoqué une guérilla endémique en Casamance³ et petit à petit il y aura y avoir d'autres révoltes (pas forcément sous la même forme), surtout si le développement reste très inégal selon les régions du pays. Derrière tout cela, il y a toujours des conditions matérielles et sociales, ce n'est pas de l'économisme de dire cela : l'identité ne vient jamais seule, elle est l'expression de positionnements face à des changements ressentis comme agressifs ou inquiétants.

Je l'ai bien vu au Mozambique : à l'époque coloniale - donc jusqu'en 1975 - les anthropologues pouvaient repérer une grande zone dans le nord du Mozambique où les gens parlaient une famille de langue appelée makhuwa-lómwè. Après l'arrivée au pouvoir du Frelimo, la politique menée a profité principalement aux sudistes, à la capitale et aux grandes villes. Les gens se sentirent agressés par cet État de modernisation autoritaire et la rébellion soutenue par l'Afrique du Sud allait prendre beaucoup de poids dans ces zones-là. Les gens ont alors commencé se dire Makuas en réaction. Ils le ressentaient vraiment, et cela n'avance en rien de dire qu'il s'agissait d'une «fausse conscience».

3. La Casamance parfois appelée *casa-di-mansa* («la terre des rois»), est une région historique et naturelle du Sénégal, située au sud du pays et bordant le fleuve Casamance.

Comment traiter à la fois les problèmes d'ethnicité et les problèmes sociaux quand les questions d'ethnicité sont totalement manipulées et recouvrent l'ensemble des sujets sociaux ? Certains groupes trotskistes nigériens sous-estiment la question de l'ethnicité me semble-t-il.

Il y a des entrepreneurs politiques qui manipulent ouvertement l'identité, et pas forcément des identités ethniques. Ils peuvent manipuler des identités noires dans un pays où il y a des métis. On peut manipuler n'importe quoi si cette chose existe. En revanche, il est clair que les problèmes sociaux ont des effets ethniques. Je donnais ainsi tout à l'heure l'exemple du nord du Mozambique, où la guérilla djihadiste n'a pas de mal à recruter de jeunes garçons contre le pouvoir du Frelimo. Même si cela ne concerne naturellement pas toute la population makonde, celle-ci, bien que minoritaire dans la province, a un meilleur accès à la rente de l'État. Cette question d'inégalité socio-économique s'exprime alors de manière ethnique : les Mwanis disent «nous, on n'a rien, les Makoneés mangent tout». Ce n'est pas une manipulation ethnique, c'est l'expression ethnique d'une inégalité sociale.

Cela me rappelle le fameux débat que Trotsky eut avec ses rares partisans, déjà exclus du Parti communiste, en Afrique du Sud. Le PC et la 3^e Internationale déjà stalinisés défendaient le slogan de République noire et les jeunes trotskistes d'Afrique du Sud étaient pour une République sans couleur, si ce n'est rouge. Il s'agissait de leur part d'un universalisme bien abstrait parce que la règle de la majorité signifiait une république noire. Cela ne voulait pas dire que les Blancs devaient partir, mais ils doivent perdre leur privilège de Blanc et Trotsky avait défendu le slogan de République noire.

Nous marxistes, devons comprendre ce que signifie l'expression fameuse «L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de la lutte des classes». Elle ne signifie pas qu'il n'y a que la lutte des classes, que la conscience de classe. Une personne peut être blanche, noire ou métisse, elle peut être homme ou femme, elle peut être de gauche ou de droite, elle peut aimer le cidre ou la bière, elle peut préférer le rugby au football, elle peut avoir des tas d'identités, et le seul endroit où toutes les identités se mélangent

c'est en elle-même, dans l'individu, le seul endroit indivisible sous peine de mourir. À un moment donné ce n'est pas nécessairement la question de classe qui va être la plus importante pour la mise en mouvement de cette personne: cela peut être le fait d'être musulmane, parce que la mosquée a été incendiée par des racistes, qui la met en mouvement, non pas en tant que prolétaire de religion musulmane mais en tant que personne musulmane tout court.

Ces camarades nigérian·es font des efforts pour dépasser les divisions mais c'est d'autant plus abstrait que précisément, dans l'histoire du Nigeria, la limite entre la zone musulmane et la zone animiste plus christianisée parce que les missions chrétiennes n'ont réussi qu'en terre non musulmane, correspond à l'ancien émirat de Sokoto, le grand État précolonial africain. Ces divisions n'ont pas été inventées par le colonisateur, elles sont historiquement produites. Le Nigeria est une construction artificielle comme beaucoup d'État postcoloniaux mais cela ne veut pas dire qu'il ne peut pas fonctionner: si c'était un État social et hautement respectueux des différentes identités ethniques historiquement produites sur le territoire du Nigeria actuel. Le Nigeria justement est un État fédéral mais cela ne signifie pas en soi un meilleur respect social, économique et culturel pour les populations du fait de l'existence de l'État capitaliste de la périphérie et de la catastrophe pétrolière.

La «révolution» de 1959 au Rwanda, où le pouvoir absolu de l'élite tutsi a été mis à bas, au lieu de prendre une trajectoire sociale, a au contraire pris une trajectoire ethniciste avec les conséquences dramatiques que l'on connaît.

Une mobilisation sociale peut s'exprimer selon une polarisation ethnique (plutôt castiste à mon avis dans ce cas) parce que ce sont les lignes d'entendement les plus disponibles pour les gens. Ce sentiment ethnique/castiste prend ensuite son autonomie: même si le problème social d'où il vient est résolu, la question ethnique ne pas disparaît pas comme par enchantement. Si une identité est massivement ressentie, le problème social qui l'a nourrie peut disparaître, cela peut éviter des massacres, mais cela n'évitera pas la perpétuation de cette identité sur

plusieurs générations et la démocratie politique devrait en tenir compte

Le cas de la Somalie est intéressant car c'est un État-nation ethniquement homogène, mais dont deux régions demandent leur indépendance, le Somaliland et Puntland.

En effet, il n'y a pas que la question ethnique, il existe en Somalie ce qui est appelé «clans» qui correspondent à ce que l'on appellerait des tribus dans le monde arabe, par exemple. Ce sont des structures politiques, en général pas des identités ethniques. Mais il ne faut pas avoir de l'ethnicité une vision statique. Des gens pouvaient se sentir somalien·nes auparavant et ne plus se sentir somalien·nes demain. Le Somaliland réclame son indépendance, et de fait l'a obtenue. C'est un État qui n'est reconnu par personne mais c'est la partie de la Somalie qui fonctionne le mieux! Il y a même eu des élections qui ont été surveillées avec des observateurs internationaux. La domination coloniale a eu aussi des effets identitaires. Je reprends mon exemple du Nord du Mozambique avec les Makondes, ce groupe qui a été si important dans la lutte anticoloniale et qui a accaparé les postes de pouvoir. Il y a des Makondes des deux côtés de la frontière: au nord du fleuve Rovuma, on est en Tanzanie et au sud au Mozambique. Cent vingt ans de colonisation anglaise d'un côté, et de colonisation portugaise de l'autre, ont eu des effets identitaires. Aujourd'hui, même s'ils reconnaissent que ce sont des cousins, les Makondes du sud savent très bien qu'ils ne sont plus tout à fait identiques aux Makondes du nord.

En Somalie, les ethnologues ont beau parler d'un seul pays, cela n'empêchera pas des contradictions internes qui font que certaines régions vont demander leur indépendance. Mais cette recherche d'indépendance n'est pas nécessairement ethnonationale, elle peut être motivée par l'absence de fonctionnement de l'État, qui n'est pas démocratique, qui n'apporte pas de progrès social ou qui a été accaparé par un clan alors qu'il y en a une bonne quinzaine, etc.

La Somalie montre deux choses. Premièrement, ce n'est pas parce qu'on a une identité, une homogénéité ethnique, que tout se passera bien, parce qu'il y a d'autres problèmes. Deuxièmement, l'identité change selon des trajectoires qui peuvent provoquer

des disparités au sein de la population. L'identité n'est qu'une communauté de gens qui ressentent telle chose à un moment de la trajectoire identitaire.

Et concernant les tribus et les clans ?

On peut parfaitement employer le mot tribu sans paternalisme colonial. Une tribu est une organisation politique d'une fraction de la population, avec une chefferie, des chefs délégués dans différentes régions. Il y en a dans le monde arabo-berbère, en Somalie (sous le nom de clans).

Au Mozambique par exemple, il y a de nombreuses ethnicités mais il n'y a pas de tribus parce qu'elles ont été brisées par le colonisateur portugais. Contrairement aux Anglais, les Portugais ont pratiqué l'administration directe, ils n'ont pas remis en selle les chefs traditionnels puissants mais vaincus, désormais dociles et gestionnaires locaux de l'État impérial européen.

Le clan est une organisation imaginaire (en tout cas dans les territoires que je connais). Une certaine catégorie de la population, sur la base de mythes animaliers, dit qu'elle descend de la tortue, ou du singe. Il ne faut pas oublier que le mot «Bantou», avant de désigner une famille de civilisations africaines, voulait simplement «être humain» (opposé au règne animal). Ces origines animales mythiques impliquent des tabous alimentaires, parce exemple ne pas manger de tortue si on descend de la tortue. Les lignages sont l'organisation de la parenté patrilinéaire si la descendance se fait par le père, et matrilinéaire par la mère. Dans ce dernier cas, cela ne désigne pas un pouvoir matriarcal mais une organisation sociale dans laquelle ce n'est pas le mari de la femme qui a le pouvoir mais le frère de la femme. Le lignage est défini par la mère, un peu comme dans le judaïsme classique.

Peut-être un mot de conclusion ?

Pour nous marxistes, il est grand temps de réfléchir pour intégrer l'ethnicité à la démocratie politique. Certes, il n'y a pas que les luttes pour la démocratie, il y a aussi des luttes sociales, les luttes de classes bien sûr, mais ces dernières ont besoin de démocratie et la démocratie politique a besoin qu'on y intègre l'ethnicité plutôt que de la combattre.



Il ne s'agit pas de défendre la tradition, telle n'est pas la question. Si des choses sont bien dans la tradition, on les défend et, si des choses y sont mauvaises, on les combat. Mais attention de ne pas désigner de faux coupables: par exemple l'excision féminine ne vient pas de l'islam, cela existait bien avant. Et on ne peut lutter contre cette «tradition» qu'avec les gens, pas contre eux.

Derrière le droit à l'identité, il y a le droit à l'égalité. J'ai le droit d'être Yoruba, d'être Makua ou autre, j'ai le droit qu'à l'école mes enfants soient alphabétisés dans cette langue, que le territoire de ma province soit dessiné selon les endroits où les gens qui parlent comme moi sont majoritaires, j'ai le droit que l'État soit localement bilingue. L'État peut être de langue anglaise, swahili ou portugaise mais il doit y avoir un bilinguisme officiel. Les fonctionnaires nommés ne doivent pas forcément être de l'ethnicité du lieu mais doivent savoir en parler la langue pour un service public respectueux des gens.

Pour les marxistes, je pense que c'est un enjeu très important en raison de l'évolution socio-économique de l'Afrique. Cette dernière connaît actuellement une urbanisation galopante sans prolétarianisation. Les gens qui n'arrivent plus à vivre à la campagne viennent en ville mais n'arrivent généralement pas à entrer dans le mode de production capitaliste. Ils n'arrivent pas à devenir ouvrier-es, salarié-e-s. Pour devenir fonctionnaires, il faut des accointances ethno-clientélistes. Ces personnes ont alors besoin, pour leur survie sociale, de sauvegarder des liens de solidarité horizontale comme l'ethnicité. Ce n'est que plus tard peut-être, qu'ils ressentiront les liens de solidarité verticale, c'est-à-dire classe contre classe, prolétariat contre bourgeoisie. Mais l'immense majorité des pauvres en Afrique ne relèvent pas du prolétariat.

En effet, le prolétariat est loin d'y être majoritaire (ni n'est nécessairement le milieu social le plus misérable), face à la plèbe urbaine. La plèbe n'est pas une classe, c'est une formation sociale instable de gens parfaitement inutiles pour le capitalisme puisqu'ils représentent à peine un marché⁴.

4. Je ne confonds pas la plèbe et ledit «secteur informel». Le secteur informel est une classification qui recouvre une large partie de la population dont l'activité économique

Ils peuvent mourir du Sida, du Covid ou dans une guerre civile, ce n'est pas un problème pour le capitalisme. Mais ce sont des gens que les marxistes doivent défendre. Souvent, la question principale en Afrique n'est pas prolétarienne mais plébéienne et il n'est pas facile de définir des revendications transitoires pour ce genre de population. Nous n'avons pas de réelle tradition politique pour défendre ces gens mais il faudra qu'on l'invente. Les actuelles évolutions politiques en Afrique occidentale, par exemple (le raz de marée électorale du PASTEF aux élections sénégalaises de 2024, les coups d'État «anti-français» au Mali, au Burkina, au Niger avec, au début, un indéniable appui populaire, etc.) sont l'expression indirecte de la plébéiennisation de la population, de surcroît extrêmement jeune.

Michel Cahen est historien de la colonisation portugaise et analyste politique de l'Afrique lusophone, directeur de recherche émérite au CNRS et membre de la 4^e Internationale en France. Son dernier ouvrage est *Colonialité. Plaidoyer pour la précision d'un concept*, Paris, Karthala

Article publié dans *Inprecor*, n° 276, novembre 2024. Nous le reproduisons avec l'aimable autorisation de l'auteur.

Sur le même thème

Otto Bauer, «Pour laïcité nationale», *Adresses*, n° 1, 15 mars 2024.

Rosa Luxemburg, «Auto-administration communale et loi linguistique», *Adresses*, n° 2, 1^{er} mai 2024.

Michel Cahen, «Violences en colonialité : Angola 1961. Gaza-Israël 2023», *Adresses*, n° 4, 1^{er} septembre 2024.

n'est pas «légalisée» dans un cadre juridico-légal. Ce secteur informel recouvre diverses classes et formations sociales (prolétariat de petites entreprises elles-mêmes informelles, plèbe, milieux artisanaux, petits et moyens commerçants...). Je désigne par plèbe la population principalement urbaine qui ne fait plus partie du mode de production domestique de la campagne mais ne peut s'intégrer au mode de production capitaliste du fait du caractère périphérique du capitalisme dans ces pays.

Minorités ethniques en Russie et impérialisme

Vlada Baranova et Tsypylma Darieva

Depuis des années, les minorités ethniques de Russie sont soumises à une politique linguistique de plus en plus restrictive. Dans le même temps, elles sont instrumentalisées dans la guerre contre l'Ukraine. Le nombre élevé de tués parmi les membres de ces minorités ethniques a modifié et renforcé leur résistance.

La guerre a mis en évidence les disparités sociales et économiques au sein de la population multiethnique de la Russie. La mobilisation des minorités dans l'armée a attisé les craintes et la résistance des nationalités non russes à l'impérialisme culturel expansionniste et à la politique d'unicité de la langue.

Les régimes oppressifs cherchent souvent à utiliser la politique linguistique pour maintenir leur contrôle sur la population. L'invasion de l'Ukraine a tendu un miroir terrifiant à la société russe. Il reflète une xénophobie et une idéologie monolingue souvent ignorées.

Discours officiels, propagande et politique linguistique

Bien que le multilinguisme et la reconnaissance des minorités soient inscrits dans la Constitution, depuis les années 2000 la politique linguistique s'est traduite par l'adoption d'un ensemble de lois qui ont restreint le statut des langues minoritaires [...].

Depuis 2018, l'enseignement des langues non russes dans les Républiques autonomes est devenu facultatif, ce qui a conduit à un affaiblissement supplémentaire du statut des langues locales et au renforcement du russe en tant que langue dominante. Selon la Constitution, le russe est la langue officielle sur l'ensemble du territoire de la Fédération de Russie et la langue de la «nationalité formant l'État». La politique ethnique et linguistique actuelle de la Russie confirme le rôle

particulier accordé à la langue russe. Les citoyens russes issus de minorités ethniques se sentent exclus du projet de construction de la nation russe.

Exclues des processus décisionnels, les minorités ethniques ont peu d'occasions de promouvoir leur langue maternelle dans l'espace public. Dans le même temps, la politique linguistique diffuse l'image des soldats russes combattant le nazisme et instrumentalise la multi-ethnicité de la Russie pour justifier la guerre en Ukraine.

Parmi les exemples de cette instrumentalisation, citons les festivals de musique et de danse traditionnelles non russes organisés par les minorités ethniques dans les territoires ukrainiens occupés, ainsi que les noms donnés aux bataillons ethniques de l'armée russe (par exemple, *Атал*, le nom tchouvache de la Volga, et *Алга*, qui signifie «en avant» en tatar). Les autorités russes utilisent la multi-ethnicité pour reconstruire le récit de l'ère soviétique d'une politique anticolonialiste face à l'Occident.

Devant la discrimination croissante dont font l'objet les langues minoritaires de Russie, la résistance populaire et les initiatives de revitalisation culturelle se sont multipliées. Dans les régions russes, des militants, des journalistes, des enseignants et des entrepreneurs issus de minorités ethniques s'engagent dans diverses pratiques visant à faire revivre les langues minoritaires dans la sphère publique.

En l'absence de soutien officiel au multilinguisme, les individus et les militants créent de nouveaux projets pour soutenir les langues minoritaires, notamment des projets culturels, commerciaux, des cours complémentaires, des médias privés et de la documentation en ligne.

L'activisme dans les langues minoritaires et le mouvement antiguerre

L'activisme linguistique dans les régions de Russie (Kalmoukie, Bouriatie, Tchouvachie, Oudmourtie, Sakha (Yakoutie), Carélie ou Mari El) varie dans sa forme et son intensité. En général, elle vise à modifier les pratiques linguistiques et à restaurer le prestige des langues autres que le russe. Les activistes peuvent avoir ou non un agenda politique. Avant la guerre en Ukraine, l'activisme en faveur des langues minoritaires en Russie évitait généralement les discussions sur les droits linguistiques ou la défense des langues, se concentrant plutôt sur les initiatives culturelles et éducatives. Cela était dû en grande partie à une politique de terreur et à la répression du séparatisme qui était en cours dans les régions depuis plusieurs années.

Depuis le début de la guerre, l'agenda des activistes linguistiques a partiellement changé. Parmi les citoyens non russes, la promotion de la connaissance des origines ethniques et du patrimoine culturel suscite un vif intérêt car les gens ont été choqués et bouleversés par le nombre élevé de morts parmi les membres des minorités ethniques. Les activistes linguistiques se sont tournés vers la défense des langues et les activistes politiques ont commencé à utiliser les langues minoritaires dans leurs initiatives antiguerre, au moins symboliquement. Il existe des exemples de pancartes antiguerre utilisées lors d'une seule manifestation mais aussi des graffitis et des performances artistiques. Le choix d'utiliser les langues minoritaires est une affirmation de l'autorité des minorités ethniques qui cherchent à rendre leurs revendications politiques plus visibles. Les textes écrits dans les langues minoritaires peuvent renforcer la solidarité du groupe et créer un nouveau sentiment d'appartenance.

Promouvoir les voix des minorités

La guerre en Ukraine a encouragé l'activisme politique des minorités ethniques. La contradiction entre la tentative de russification de l'Ukraine et la protection déclarée des minorités linguistiques en Russie a modifié le

contrat social. En conséquence, la discussion sur les inégalités ethniques est devenue un élément important des initiatives antiguerre, principalement parmi les citoyens non-russes vivant à l'étranger.

Les organisations antiguerre et les mouvements anti-impériaux revendiquent une perspective décoloniale dans leur activisme et des voix se sont élevées contre les préjugés ethniques. Par exemple, la Free Buryatia Foundation aide les citoyens de cette République du sud-est de la Sibérie à échapper à la mobilisation. Peu après l'invasion massive de l'Ukraine par la Russie, un groupe d'activistes, principalement des émigrés bouriates vivant aux États-Unis et en Europe, a créé cette ONG à but non lucratif, première organisation antiguerre fondée sur une identité régionale et ethnique spécifique. La fondation est engagée dans la contre-propagande et fournit une assistance juridique professionnelle aux soldats qui refusent d'aller au front.

Le Feminist Anti-War Resistance, un groupe de solidarité décentralisé russe auto-organisé, met en lumière la discrimination ethnique et la politique colonialiste de l'État russe et promeut le hashtag #голосанацмен_ок (en anglais «the voices of ethnic minorities») pour présenter des histoires personnelles de xénophobie en Russie. D'autres activistes ont créé des forums multiethniques pour débattre de l'organisation de la Russie d'après-guerre, lutter contre le racisme dans le pays et promouvoir l'idée d'actions collectives visant à l'indépendance éventuelle des républiques ethniques.

Cependant, l'activisme linguistique et les initiatives antiguerre au sein de la diaspora russe ne bénéficient pas d'un large soutien dans les régions. En Russie, l'activisme linguistique antiguerre semble être marginal bien que les activistes soient de plus en plus écoutés et que la diaspora soit fortement motivée pour changer la situation en Russie.

Vlada Baranova est sociolinguiste et chercheuse au Helsinki Collegium for Advanced Studies.

Tsypylma Darieva est anthropologue sociale et chercheuse principale au ZOIS, où elle dirige le groupe de recherche sur les migrations et la diversité.

Source : Center for East European and International Studies, *ZOis*, 5 avril 2023.

Le colonialisme russe n'est pas réformable

Botakoz Kassymbekova

Propos recueillis par Dinara Khalilova

Selon Botakoz Kassymbekova, historienne spécialiste de l'Europe de l'Est à l'université de Bâle, la plupart des Russes ne semblent pas disposé·es à renoncer aux privilèges qu'ils leur sont accordés aux dépens des minorités ethniques du pays.

« Les dissident·es russes veulent conserver l'empire, ce qui signifie qu'elles et ils veulent maintenir le *statu quo*, affirme-t-elle, et celui-ci n'apportera jamais la démocratie, tout simplement parce qu'un empire est un système autoritaire. »

Depuis que la Russie a lancé son invasion à grande échelle de l'Ukraine en février 2022, plusieurs activistes ont intensifié leurs appels à la décolonisation de la Russie, un pays de plus de 140 millions d'habitants répartis sur onze fuseaux horaires.

Certain·es pensent que la Russie est l'un des derniers empires, car il s'agit d'un État vaste et très centralisé qui règne sur une grande variété de peuples. Les « républiques nationales » russes, créées pour donner une forme d'autonomie aux minorités nationales, sont en fait gouvernées depuis Moscou, les gouverneurs étant directement nommés par le président russe. Les habitant·es de ces républiques n'ont que peu, voire pas du tout, leur mot à dire sur qui les gouverne et comment.

Sur les dix régions les plus pauvres de Russie, neuf sont des républiques nationales. Ce sont elles qui ont également été les plus durement touchées par la guerre, qui comptent le plus grand nombre de personnes mobilisées et tuées sur le champ de bataille.

Le mouvement en faveur de la décolonisation et de la dérussification a pris de l'ampleur dans ces régions.

Parallèlement, les pays voisins de la Russie qui faisaient partie de l'Empire russe, puis de l'Union soviétique, et qui ont accédé à

l'indépendance, se sont activement battus pour préserver leur identité nationale, leur langue et leur culture, que Moscou avait passé des siècles à tenter d'effacer. Le Kazakhstan, pays d'origine de Botakoz Kassymbekova, fait partie de ces pays.

Spécialiste du stalinisme, du post-stalinisme et de l'histoire impériale russe et soviétique, elle explore dans son livre, *Despite Cultures: Early Soviet Rule in Tajikistan* (« Malgré les cultures : les débuts de la domination soviétique au Tadjikistan »), les stratégies impériales soviétiques en Asie centrale et examine comment les dictatures maintiennent leur contrôle sur de grandes distances.

Elle prépare actuellement un autre livre, *Imperial Innocence*, qui examine la manière dont la Russie utilise un récit de victime pour justifier ses politiques impériales et comment le culte du martyr est ancré dans l'identité coloniale russe. *The Kyiv Independent* s'est entretenu avec elle sur la romantisation de l'Union soviétique en Occident, les aspects fondamentaux du colonialisme russe et les perspectives de décolonisation, ainsi que des parallèles entre l'histoire de l'Ukraine et celle du Kazakhstan sous la domination russe.

Ces derniers temps, une partie de la jeunesse occidentale, principalement de gauche, a eu tendance à romantiser l'Union soviétique. Elle considère celle-ci comme un État anti-impérial où différentes nations ont été libérées et ont coexisté pacifiquement avec des droits égaux. D'où vient, selon vous, ce romantisme, en particulier chez celles et ceux qui n'ont pas connu la vie en Union soviétique ?

L'idée que l'Union soviétique était un État modernisateur, égalitaire et progressiste a une longue histoire dans la pensée

occidentale. Je pense qu'elle découle du fait que les universitaires privilégient la théorie par rapport aux personnes.

La théorie marxiste affirme que le capitalisme est la source de l'injustice, de l'exploitation et des inégalités. Cette idée est très impériale ou coloniale, car elle implique qu'il suffit de réparer le système – certaines procédures économiques ou certains droits de propriété – pour que tout aille bien. Cependant, elle ne tient pas compte des personnes. On sait ce qui est bon pour les autres et on peut décider de la manière dont les autres doivent vivre et se gérer.

Dire que « nous, les sociétés capitalistes, sommes vraiment mauvaises, regardez ce que nous avons fait à nos colonies. Ce que les Moscovites ont fait est bien mieux » est une comparaison entre des hommes blancs privilégiés et d'autres hommes blancs privilégiés et leur intrusion dans des sociétés étrangères. Cela implique qu'un petit groupe d'hommes blancs peut réparer le monde – il leur suffit de trouver comment. Mais l'idée de réparer le monde de manière centralisée et à partir d'une seule perspective a entraîné des millions de mort-es, de souffrances et de privations de liberté.

Ces idées me font peur parce qu'elles traitent les personnes comme des sujet·tes plutôt que comme des participant·es égales et égaux sur la justice et l'égalité. Toute l'histoire soviétique devient alors un simple exercice intellectuel.

Nous savons que dans les années 1930, sous le règne de Joseph Staline, plus d'un million de personnes sont mortes au Kazakhstan à cause de la famine provoquée par la collectivisation forcée. En Ukraine, les Soviétiques ont affamé la population dans ce qui est devenu l'Holodomor. Quels parallèles établissez-vous entre le Kazakhstan et l'Ukraine en ce qui concerne les politiques impériales russes ?

La famine des années 1930 est probablement l'événement historique clé qui a uni l'Ukraine et le Kazakhstan dans cette dimension coloniale, ainsi que les traumatismes qui s'en sont ensuivis. Ensuite, au début des années 1990, les pays occidentaux ont fait pression sur l'Ukraine et le Kazakhstan pour qu'ils renoncent à leurs arsenaux nucléaires.

Un autre aspect est que la quasi-totalité de l'arsenal nucléaire soviétique a été testé au Kazakhstan. Plus de 400 bombes et missiles nucléaires ont explosé au Kazakhstan, ce qui équivalait à plusieurs guerres nucléaires.

La russification est un autre élément crucial de l'expérience coloniale. À cet égard, nous, les Ukrainien·nes et Kazakh·es, on se comprend très bien. Les autres pays d'Asie centrale ont eu un peu plus de chance, car ils n'ont pas connu la russification aussi intensément que les Kazakh·es. L'élimination de nos élites culturelles, la dépendance économique et politique à l'égard de la Russie et la joie de l'indépendance acquise ont été similaires pour nos deux pays.

« La russification est un autre élément essentiel de l'expérience coloniale. »

Cependant, il y a aussi des différences. Les Ukrainien·nes qui ont été déportés au Kazakhstan, ont pu bénéficier d'une plus grande mobilité sociale que les Kazakh·es, car l'Union soviétique était un pays extrêmement raciste. Si vous étiez « plus blanc », vous aviez plus de chances de mobilité sociale.

Pendant ce temps, en Russie, le culte de Staline refleurit et Poutine promeut l'idée qu'il mènera son pays à la victoire dans la guerre contre l'Ukraine, comme Staline l'a fait pendant la Seconde Guerre mondiale. Pouvez-vous nous expliquer ce qui se passe actuellement avec l'idéologie nationale russe ? Et qu'est-ce que ce « monde russe » dont nous entendons toujours parler ?

Avec les guerres dans [la République tchétchène] d'Ichkérie, Poutine a promu l'idée qu'il était le « maître de maison » qui rétablirait l'ordre, un peu comme Staline. Il a vendu cette vision aux Russes en leur disant : « Vous n'avez rien à faire, je m'occupe de vous. Je rendrai les rues sûres, j'apporterai la prospérité et nous continuerons à voler les colonies – en prenant leur gaz et leur pétrole – et elles ne voudront plus de l'indépendance. »

Il y avait cette idée qu'en Russie les gens devaient simplement profiter de la vie : « Vous n'avez pas besoin de faire de la politique ; vous avez juste besoin d'avoir une

bonne vie.» Les gens ont saisi cette chance, ont voyagé dans le monde entier et ont profité de leurs privilèges, surtout, bien sûr, les habitant·es des métropoles, Moscou et Saint-Pétersbourg. Poutine a également permis de faire preuve d'esprit critique afin de pouvoir affirmer que la Russie n'était pas un régime totalitaire.

Nous nous concentrons souvent sur la dictature et l'autoritarisme de la Russie, mais l'aspect colonial de ce système est souvent négligé. Il s'agit de faire en sorte que chaque Russe se sente supérieur aux non-Russes. C'est pourquoi Poutine est devenu populaire. L'annexion de la Crimée a encore renforcé cet aspect, car elle a permis aux Russes de se sentir encore plus privilégié·es, en leur montrant qu'elles et ils pouvaient non seulement voler les ressources des non-Russes et aux autres républiques, mais aussi gagner de nouveaux territoires.

Pourriez-vous nous expliquer ce que vous entendez par le concept d'«innocence impériale» et comment il est lié à ce qui se passe dans la Russie d'aujourd'hui ?

Dans le livre que je prépare, j'explore la manière dont l'État russe a élaboré l'idée que son empire apporte le bien, qu'il s'agit d'un empire libérateur et que le peuple russe est un martyr qui se sacrifie pour le bien d'autrui. Cet archétype de Jésus-Christ est crucial pour l'identité russe.

Lorsque Ilya Yachine¹ a été critiqué pour avoir voulu retourner en prison et n'avoir pas mentionné les souffrances de l'Ukraine, la journaliste russe Yulia Latynina a écrit sur les médias sociaux : « Ces critiques vous jalourent simplement parce que vous avez eu la chance d'être pendu à une croix. » Elle a dit en substance qu'ils étaient envieux parce qu'il avait pu être Jésus-Christ pendant un moment. Navalny, Kara-Murza et Yachine jouent tous selon ce registre qui dit que la réussite en tant que Russe est lié à la souffrance personnelle.

L'«innocence impériale» est un outil très efficace car de nombreux Russes l'ont intériorisée. Lorsque je parle de l'impérialisme russe ou du colonialisme, les gens le prennent

personnellement, et une discussion sur les crimes contre l'humanité qui ont été perpétrés pour cet empire devient extrêmement difficile. La conversation tourne autour de la culpabilité personnelle ; les gens me demandent alors : « Pensez-vous que je suis une mauvaise personne ? » Mais il ne s'agit pas de personnes mauvaises ou bonnes ; il s'agit du système qui autorise les structures et les récits qui, à leur tour, permettent à ces crimes d'avoir lieu. Il faut vraiment s'en défaire. En Russie, la conviction d'être de « bonnes personnes » dotées d'une « âme spéciale » empêche les gens de reconnaître l'autre côté de l'histoire.

Pourquoi pensez-vous que de nombreux politiciens de l'opposition russe sont réfractaires aux discussions sur la décolonisation de la Russie ?

L'un des principaux arguments avancés est que la Russie « apporte du bien » à d'autres peuples, justifiant ainsi la nécessité de maintenir l'empire. Je n'appelle pas cela une opposition car nous ne savons pas ce que ferait cette opposition si elle était élue.

Lorsque nous parlons de l'«opposition russe», nous oublions souvent l'opposition des républiques nationales comme les Bachkirs, les Tatars, les Ichkériens (Tchéchènes) et d'autres. Ils constituent la majorité de l'opposition et soutiennent la décolonisation, alors que seule une petite minorité russe s'y oppose. [...]

Il suffit de critiquer Poutine sur YouTube pour être accueilli à Washington, Londres ou Berlin. C'est une position confortable. Le niveau de racisme et de xénophobie est si élevé que les dissident·es russes refusent de s'engager ou même de mentionner les personnes issues des républiques nationales, ce qui revient à les effacer. Il s'agit d'une stratégie consciente.

Parce que les dissident·es russes sont accepté·es comme des représentant·es légitimes de l'opposition en Occident, elles et ils se sentent autorisé·es à parler au nom des Tchétchènes, des Tatars, des Kalmouks et des Sakha - des groupes qui ne veulent pas que la dissidence russe s'exprime en leur nom. Récemment, trois universitaires russes originaires vivant aujourd'hui à l'Ouest ont proposé une nouvelle Constitution en proposant de se débarrasser des républiques

1. NdT. Militant de l'opposition russe libéré lors d'un récent échange de prisonniers.

nationales pour créer de nouvelles institutions sans même demander aux représentant·es de ces républiques ce qu'ils et elles voulaient.

D'après ce que vous savez de l'histoire de la Russie, pensez-vous qu'il y aura des changements significatifs lorsque Poutine ne sera plus au pouvoir ? Est-ce que les Russes pourraient reconnaître la nature impériale de leur pays et en assumer la responsabilité ?

Je pense que le colonialisme et l'identité coloniale russes ne sont pas réformables, tout comme le communisme ne l'était pas. Près de trois ans se sont écoulés depuis l'invasion de l'Ukraine, et nous n'avons toujours pas vu de feuille de route de la part des intellectuel·les russes sur la manière de repenser le colonialisme russe. Personne ne veut vraiment en parler. Si les images horribles de Marioupol et de Boutcha n'ont pas déclenché de prise de conscience, rien ne le fera.

Encore une fois, lorsque nous pensons à la Russie, il ne faut pas oublier les républiques nationales, car leur situation est très différente. Le réveil national se produit rapidement au sein de ces républiques parce que leurs populations meurent en bien plus grand nombre que celle de la Russie métropolitaine qui n'a pas été autant touchée par la guerre. Les habitant·es des républiques nationales ressentent la douleur des Ukrainien·nes car leurs ancêtres ont vécu exactement ce que les Ukrainien·nes traversent aujourd'hui.

Un énorme changement politique est en train de se produire en Russie, mais il ne vient pas des colonisateurs, mais des républiques nationales. Nous ne savons pas si elles réussiront dans leur quête d'indépendance. Mais le réveil national est là, et il est très important. Je pense qu'elles sont le seul espoir.

Pensez-vous que les représentant·es des républiques nationales pourraient apporter le changement en Russie et aider à se débarrasser de ce régime autoritaire ?

La Russie n'a pas besoin d'aide pour se débarrasser du régime autoritaire ; elle se nourrit de ce même régime, qui est à la base du colonialisme et de l'impérialisme russes. Les dissident·es russes veulent conserver l'empire, ce qui signifie maintenir le *statu*

quo. Cependant, ce *statu quo* n'apportera jamais la démocratie, simplement parce qu'un empire est un système autoritaire.

Lorsque le gouvernement russe ne pourra plus offrir de privilèges impériaux, le régime autoritaire deviendra peut-être moins attrayant et les gens descendront dans la rue. Mais il est naïf de croire que qui que ce soit – Kara-Murza, Yachine ou n'importe qui d'autre – puisse trouver une seule idée ou un seul mot pour réparer la Russie. Il s'agit d'un problème structurel et systémique.

Il semble qu'un point de non-retour ait été atteint. Dans les républiques nationales, une masse critique est en train d'émerger, qui refuse de revenir en arrière et ne croit plus en aucune promesse. Nous sommes à un moment historique. Le mythe de l'Empire russe et de sa grandeur est mort et ne renaîtra pas de sitôt.

Botakoz Kassymbekova est chargée de cours en histoire contemporaine à l'université de Bâle. Elle est l'auteurice de *Despite Cultures: Early Soviet Rule in Tajikistan* (Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 2016).

Dinara Khalilova est journaliste au *Kyiv Independent*. Au cours des premières semaines de l'invasion russe, elle a travaillé comme fixeur et producteur local pour l'équipe de Sky News en Ukraine.

Source : *The Kyiv Independent*, 11 décembre 2024.

Une critique marxiste précoce de la périphérie impériale

Hanna Perekhoda

21

Cet article revisite les écrits de Lénine d'avant 1917 sur le droit des nations à l'autodétermination du point de vue de son contemporain ukrainien, Levko Yurkevych.

Contrairement à la polémique bien connue entre Lénine et Rosa Luxemburg, la critique des vues de Lénine sur l'émancipation nationale par les socialistes des périphéries de l'empire russe a été largement négligée. Ce n'est pas une surprise, étant donné les efforts délibérés du Parti communiste russe pour effacer les voix dissidentes et l'attachement de longue date du public occidental aux perspectives du centre impérial russe. Ce parti pris a non seulement façonné notre compréhension des révolutions de 1917 en tant que «révolution russe», mais a également influencé notre perception globale de la région «postsoviétique» - une habitude intellectuelle aux conséquences politiques importantes, comme l'a montré l'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022.

La polémique entre deux marxistes - un Russe éminent et un Ukrainien largement oublié - s'est déroulée il y a plus d'un siècle, mais reste d'une actualité frappante. Ce débat ne révèle pas seulement le potentiel oppressif des projets universalistes dans un contexte impérial, mais met également en lumière des tensions profondes au sein de la pensée marxiste en tant que telle. Il met en lumière les questions de structure et d'agentivité, de diversité et d'unité, d'universalisme et de particularisme qui restent pertinentes pour les luttes émancipatrices contemporaines.

Karl Marx et Friedrich Engels ont accordé relativement peu d'attention au nationalisme en tant que problème distinct. Tout en reconnaissant que le nationalisme des opprimés pouvait, dans certains cas, contribuer à

la lutte des travailleurs, ils le considéraient en fin de compte comme une idéologie destinée à créer une unité illusoire entre la classe ouvrière et la bourgeoisie, occultant ainsi la nature fondamentalement antagoniste de leurs intérêts de classe. Cette perception de l'identité nationale comme n'étant rien d'autre qu'une «fausse conscience» artificiellement entretenue est devenue un point de vue largement accepté parmi les sociaux-démocrates de diverses tendances pendant des décennies¹. Au sein de la social-démocratie, les débats sur cette question étaient motivés par la nécessité de formuler un programme capable d'évaluer avec précision le moment présent et d'identifier les stratégies les plus efficaces pour faire progresser la classe ouvrière vers la révolution - un défi qui était également au cœur des objectifs de Lénine.

Lénine se retrouve à mener la bataille politique sur deux fronts. D'un côté, il est confronté à des socialistes juifs, caucasiens et ukrainiens qui prônent la réorganisation du Parti ouvrier social-démocrate russe (RSDLP) en une fédération de partis nationaux et qui, s'inspirant en partie de l'austro-marxisme, cherchent à intégrer le principe de l'autonomie extraterritoriale des minorités dans le programme du parti. Lénine s'oppose fermement à ces deux demandes, estimant qu'elles conduisent à la dissolution potentielle du parti et, par conséquent, à l'affaiblissement du mouvement ouvrier. De l'autre côté, il se heurte aux membres qui partagent le point de vue de Luxemburg. Sur la base de son analyse de la dynamique économique du capitalisme, Luxemburg soutenait que la domination impérialiste des grandes puissances

1. Georges Haupt, Michael Löwy et Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale (1848-1914)*, Paris, L'Harmattan, 1997.

créait non seulement de profondes inégalités sociales, mais aussi des conditions de plus en plus favorables à la lutte des classes et à la victoire du prolétariat. Dans de telles circonstances, toute défense des particularismes nationaux était en contradiction avec la logique du développement historique². Pour déjouer ces tendances contradictoires, Lénine a proposé une double approche: il a introduit le principe du «droit des nations à l'autodétermination» dans le programme du parti tout en soulignant la nécessité de l'unité absolue des travailleurs de toutes les nations au sein d'une structure de parti centralisée.

Aujourd'hui encore, les débats socialistes sur le nationalisme rappellent souvent la célèbre polémique entre Lénine et Luxemburg. Pourtant, malgré son importance, le désaccord de Lénine avec Luxemburg sur cette question était moins profond que sa divergence avec les austro-marxistes et leurs disciples. D'éminents théoriciens austro-marxistes, Otto Bauer et Karl Renner, soutenaient que les cultures nationales, avec toutes leurs caractéristiques uniques, possédaient une valeur intrinsèque justifiant leur préservation et leur adaptation dans un cadre socialiste³. En revanche, Lénine et Luxemburg partageaient une vision du progrès et de l'histoire dans laquelle le but ultime du développement humain impliquait de «promouvoir et d'accélérer considérablement le rapprochement et la fusion des nations»⁴. Lénine proposait toutefois une stratégie politique distincte, affirmant que le nationalisme des groupes opprimés possédait un potentiel unique pour faire progresser la lutte contre l'État bourgeois et ainsi accélérer la victoire du prolétariat. Il préconisait d'utiliser l'énergie des nations opprimées au profit de la révolution ouvrière⁵. Leur débat ne porte donc pas sur l'objectif ultime du projet socialiste, mais plutôt sur les moyens d'y parvenir.

Il s'est aligné sur Luxemburg en ce qui concerne le rôle positif des grands États

dans l'avancement du progrès, estimant que la fragmentation des grands États existants représenterait un revers pour les intérêts de la classe ouvrière. Néanmoins, bien que les avantages économiques que présentaient de grands États étaient trop importants pour être négligés, Lénine affirme qu'il n'y a pas lieu de craindre des séparations temporaires⁶. En outre, ces séparations pourraient certainement être évitées si la social-démocratie de la nation oppresseuse gagnait la confiance des nations opprimées en approuvant leur droit à la sécession, tandis que la social-démocratie d'une nation opprimée plaiderait en faveur d'une «intégration volontaire»⁷. En substance, plaider pour la séparation dans la rhétorique permettrait, en pratique, de jeter les bases d'une future unification sociale et économique.

Il est essentiel de garder à l'esprit qu'avant 1917, l'objectif premier de Lénine n'était ni de produire une analyse théorique complète du nationalisme, ni de proposer une solution pratique au problème de l'oppression nationale, que ce soit sous le capitalisme ou le socialisme. Sa priorité était d'élaborer une stratégie qui garantirait l'hégémonie politique de son parti au sein de la classe ouvrière à l'échelle territoriale la plus large possible, dans le but ultime de prendre le pouvoir et d'étendre la révolution à l'ensemble du globe. Dans la phase initiale de la révolution, soutenir les droits sécessionnistes était une nécessité stratégique pour s'assurer le soutien – ou au moins la neutralité – des groupes nationaux opprimés à ce moment critique. Dans la phase suivante, une fois le pouvoir pris, il prévoyait que ces groupes s'intégreraient naturellement dans un État socialiste unique et centralisé, sans jamais envisager la possibilité qu'un État socialiste choisisse de rester indépendant.

Les thèses de Lénine ont fait l'objet de vives critiques de la part des «fédéralistes» et des «luxemburgistes». Il est à noter que, dans les deux cas, les figures de proue de ces critiques sont originaires d'Ukraine. En 1916, Georgii Piatakov et Evgeniia Bosh demandent la suppression de l'article du programme du parti sur le droit des nations à l'autodétermination. Les manœuvres

2. Rosa Luxemburg, *L'accumulation du capital*, Marseille, Agone, [1913] 2019.

3. Mark E. Blum et William Smaldone, *Austro-Marxism: The Ideology of Unity*, Leiden, Brill, 2016.

4. Lénine, *Œuvres complètes*.

5. Georges Haupt, Michael Löwy et Claudie Weill, *Les marxistes et la question nationale*, op. cit.

6. Lénine, *Œuvres complètes*.

7. Lénine, *Œuvres complètes*.



tactiques de Lénine ne satisfont pas Piatakov, qui privilégie la cohérence idéologique. Piatakov se demande comment on peut défendre le droit des nations à l'autodétermination tout en s'opposant à son application pratique. Pour lui, la démocratie est inaccessible sous le capitalisme, ce qui fait des slogans démocratiques une simple tromperie des masses, alors que sous le socialisme, avec l'éradication de l'exploitation économique et de l'oppression, à la fois des individus et au niveau national, de tels slogans n'auraient tout simplement plus lieu d'être. Après la révolution de février, Piatakov et Bosh assument la direction du Parti bolchevique à Kyiv et leurs convictions déterminent en grande partie la position de l'organisation à l'égard du mouvement national ukrainien⁸.

À la veille de la révolution de 1917, Levko Yurkevych, théoricien marxiste ukrainien et membre fondateur du Parti ouvrier social-démocrate ukrainien, a publié une brochure examinant de manière critique le programme de Lénine sur la question nationale⁹. Il n'a pas seulement analysé les écrits de Lénine, mais les a également critiqués à la lumière de la pratique politique du Parti bolchevique. Il a

observé, par exemple, qu'en dépit de leur programme déclaré, les bolcheviks « n'ont jamais dénoncé l'oppression nationale » dans leurs activités en Ukraine. Lors d'une conférence du parti tenue à Kharkiv, Yurkevych a noté que « pas un seul mot n'a été prononcé sur l'oppression nationale de l'Ukraine et son "droit à l'autodétermination" ». Au contraire, selon lui, les sociaux-démocrates russes en Ukraine ont constamment « profité des conséquences de cette oppression pour étendre leur influence¹⁰ ».

En effet, lorsqu'il a abordé la question de la russification culturelle et linguistique des travailleurs en 1913 et polémique contre Yurkevych, Lénine a affirmé que l'Ukraine était un cas exemplaire pour illustrer sa nature intrinsèquement progressiste. Il explique que le développement économique a attiré des centaines de milliers de Russes ethniques en Ukraine et que cet afflux a conduit à une assimilation « indiscutable » et « indubitablement progressive ». La russification a transformé le paysan « ignorant, conservateur et sédentaire » en un prolétaire « mobile ». Pour Lénine, la « nature historiquement progressive » de cette assimilation était aussi évidente que le « broyage des nations en Amérique ». S'opposer à ce processus « serait une trahison pure et simple du socialisme et une politique stupide, même du point de vue des

8. Valerii Soldatenko, *Georgii Piatakov: Opposant Lenina, Sopernik Stalina*, Moscou, ROSSPEN, 2017.

9. Levko Yurkevych, *Rosiis'ki Sotsial-Demokraty i Natsional'ne Pitannia*, Kyiv, Ukrains'ka pres-hrupa, [1917] 2012.

10. *Ibid.*

«objectifs nationaux» bourgeois des Ukrainiens». La raison en est simple : la seule force capable de s'opposer aux oppresseurs des Ukrainiens - les propriétaires terriens polonais et russes - «n'est autre que la classe ouvrière, qui rassemble derrière elle la paysannerie démocratique¹¹».

Plusieurs aspects du raisonnement de Lénine méritent notre attention. Le premier est son «oubli» soudain du caractère impérial de la gouvernance interne de l'État russe, qui apparaît lorsqu'il compare la russification des populations soumises dans l'Empire russe au «melting-pot» américain composé principalement de communautés immigrées. Appliquant la logique du marché libre au domaine socioculturel, Lénine a soutenu que la tâche des sociaux-démocrates était d'éliminer les privilèges pour toutes les langues, en permettant «aux exigences des échanges économiques de déterminer quelle langue dans un pays donné il est dans l'intérêt de la majorité de la connaître pour le bien des relations commerciales¹²». Yurkevitch rétorque que la russification des Ukrainiens n'est pas le résultat d'un choix volontaire d'individus libres de toute contrainte, mais qu'elle est rendue possible par l'expansion coloniale, le développement économique inégal entre les zones urbaines et rurales et la coercition politique et économique¹³. Plaider pour l'«égalité» des langues dans le cadre d'inégalités sociales et culturelles aussi profondément ancrées, c'est en fait entériner la loi du plus fort. Toutefois, ce que Yurkevitch a perçu comme une expression de cynisme et d'impérialisme est, pour Lénine, une position internationaliste cohérente.

Pour le dirigeant bolchevique, le fait que la langue russe ait été promue par l'État et dotée de toute l'infrastructure nécessaire pour favoriser une culture littéraire de haut niveau, alors que le développement d'autres langues a été délibérément entravé, ne pose aucun problème. Il a même déclaré qu'il serait probablement favorable à ce que chaque habitant de la Russie ait la possibilité «d'apprendre la grande langue russe»; la seule chose qu'il ne veut pas, c'est envoyer les gens

au «paradis» par la force. La coercition ne ferait qu'«empêcher la grande et puissante langue russe de se répandre dans d'autres groupes nationaux¹⁴». Cette position ne doit cependant pas être interprétée comme l'expression d'un suprémacisme russe. Elle est plutôt le résultat logique d'une perspective qui considère les distinctions comme des obstacles à surmonter et qui suppose qu'il est souhaitable d'avoir un avenir où la diversité se fonde dans un ensemble unique et universel. Pour Lénine, la langue russe représente simplement le choix le plus «pratique» pour réaliser cet idéal prétendument non national.

En analysant cette polémique du début du vingtième siècle à travers le prisme d'une critique post-marxiste de la fin du vingtième siècle, nous pourrions affirmer que la position de Lénine illustre ce que Cornelius Castoriadis a identifié comme une tendance plus large au sein de la pensée marxiste à naturaliser l'imaginaire social capitaliste, avec sa suprématie de l'efficacité¹⁵. Pour Lénine, la langue est, en fin de compte, réduite à un outil fonctionnel pour l'utilité économique. Cette perspective utilitariste fait écho à la logique capitaliste selon laquelle tout - y compris la langue, la culture et les relations humaines - doit être subordonné à la productivité. En ce sens, la position de Lénine s'aligne sur une perspective capitaliste qui ne valorise la culture que dans la mesure où elle sert les fins de la production. En préconisant l'élimination des privilèges linguistiques tout en supposant implicitement la domination du russe, elle révèle également une croyance sous-jacente selon laquelle l'égalité exige l'uniformité.

Yurkevitch a souligné les conséquences politiques pratiques de la position de Lénine qui faisait l'éloge de l'assimilation des travailleurs à la culture impériale. Selon lui, bien que la russification ait permis à un Ukrainien d'accéder à l'éducation et, partant, à certaines idées progressistes et émancipatrices, il n'est plus en mesure de transmettre ces idées aux membres de sa communauté paysanne d'origine. Les Ukrainiens russifiés éprouvent de la honte et du mépris non seulement pour leur

11. Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 20.

12. *Ibid.*, p. 21.

13. Levko Yurkevitch, *Rosiis'ki Sotsial-Demokraty i Natsional'ne Pitannia*, op. cit.

14. Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 20.

15. Castoriadis, Cornelius, *L'institution imaginaire de la société*, Paris, Le Seuil, 1975.

culture et leur langue, mais aussi, et surtout, pour leur communauté d'origine, ce qui les conduit à tourner le dos à ses besoins, à ses intérêts et à ses aspirations. La russification du prolétariat ukrainien contribue donc, selon Yurkevitch, à aliéner les travailleurs des villes de leurs homologues ruraux, ce qui «brise l'unité du mouvement ouvrier et entrave son développement»¹⁶.

Pour Yurkevitch, lorsque les travailleurs d'une nation opprimée sont ainsi divisés, ils deviennent des cibles faciles pour les partis réactionnaires nationalistes qui exploitent ces divisions. Selon lui, la promotion pratique de l'assimilation par les bolcheviks parallèlement à la rhétorique prônant la séparation n'est pas seulement hypocrite, mais tout simplement nuisible. Yurkevitch souligne le fait que Lénine a insisté pour interpréter le droit à l'autodétermination nationale strictement comme un droit à la sécession, rejetant fermement tout appel au fédéralisme ou à l'autonomie. En effet, dans sa lettre privée à Stepan Chaumian, Lénine a même souligné que le «droit à l'autodétermination est une exception à notre principe général de centralisation» qui «ne doit pas être autre chose que le droit de faire sécession»¹⁷. Un appel à l'indépendance était toutefois considéré comme dangereux par les marxistes ukrainiens, qui se sont limités à des appels à l'autonomie à l'intérieur d'un État fédéraliste commun. La plupart d'entre eux étaient conscients que dans des conditions où plus de 90 % de la population ukrainienne étaient des paysans analphabètes et où les institutions démocratiques et la conscience civique étaient pratiquement inexistantes, l'indépendance totale de l'État signifierait la victoire d'une bourgeoisie étrangère sur les masses indigènes mal organisées. Pour Yurkevitch, le radicalisme rhétorique de Lénine est une manifestation de son mépris pour les travailleurs et les paysans des nations opprimées. Selon lui, la position des bolcheviks renforce le programme des nationalistes de droite au détriment des forces progressistes locales.

La polémique met en lumière une autre question cruciale du marxisme : qui constitue la classe ouvrière et qui, en termes pratiques

et théoriques, agit en tant qu'agent de son émancipation? Lénine et Yurkevitch étaient tous les deux d'accord pour dire que «l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'acte de la classe ouvrière elle-même». Pourtant, leurs définitions implicites de la classe ouvrière révèlent des conceptions différentes de l'action et de l'émancipation. Lénine envisage un prolétariat «mobile», transcendant les identités locales et les particularités culturelles – une force révolutionnaire universelle (représentée, en pratique, dans le contexte de l'Ukraine par l'ouvrier industriel russophone). Dans ce cadre, les paysans «arriérés» sont considérés comme des suiveurs, qui doivent être guidés par cet agent universel vers la libération. Pour Yurkevitch, cependant, la véritable émancipation passe par la reconnaissance des conditions, des intérêts et des identités spécifiques des différentes populations de la classe ouvrière, y compris les paysans ukrainiens qui en constituent la majorité.

Yurkevitch établit un parallèle intéressant entre les opinions de Lénine et celles d'Alexandre Herzen¹⁸, un éminent intellectuel russe qui, en 1859, a affirmé le «droit total et inaliénable de la Pologne à l'indépendance vis-à-vis de la Russie», tout en faisant valoir qu'une telle séparation n'était pas souhaitable de son point de vue. Herzen estimait que si la Pologne faisait immédiatement sécession, le mouvement démocratique s'en trouverait affaibli, ce qui réduirait les perspectives de révolution en Russie. Il estime qu'après une révolution démocratique en Russie, la sécession de la Pologne ne serait plus nécessaire. Pour Herzen comme pour Lénine, ces positions n'étaient pas motivées par le nationalisme grand-russe ou le désir de dominer d'autres peuples. Ils se considéraient plutôt comme les champions d'un projet universaliste d'émancipation. Cependant, tous deux partageaient la conviction que c'était leur communauté qui servirait d'agent principal de cette mission libératrice. Tous deux pensaient que c'était le «peuple» russe – qu'il s'agisse de l'obshchina [commune] paysanne russe prémoderne pour Herzen, ou du prolétariat russe moderne

16. Levko Yurkevitch, *Rosiis'ki Sotsial-Demokraty i Natsional'ne Pitannia*, op. cit.

17. Souligné par Lénine, voir *Œuvres complètes*, vol. 19.

18. Levko Yurkevitch, *Rosiis'ki Sotsial-Demokraty i Natsional'ne Pitannia*, op. cit.

pour Lénine – qui ouvrirait la voie de la libération, d’abord pour ses voisins, puis pour l’humanité tout entière.

Yurkevych n’était que l’un des nombreux socialistes ukrainiens, dont certains bolcheviks, qui ont formulé des critiques similaires à l’égard de Lénine¹⁹. Tous ont souligné le contraste entre l’éloge théorique de la libération par en bas et le refus pratique de tenir compte des contextes locaux et des intérêts spécifiques des groupes non russes. La conception de la stratégie socialiste de Laclau et Mouffe offre un parallèle théorique utile à ces premières critiques²⁰, suggérant que l’hégémonie politique nécessite une coalition de diverses identités sociales, chacune conservant ses exigences spécifiques et ses particularités dans un cadre de solidarité plus large. La classe ouvrière, dans cette optique, n’est pas monolithique mais constitue un ensemble de groupes divers. Cette perspective remet en question la notion d’un agent de changement singulier et universaliste et plaide au contraire pour un modèle où l’action s’exprime dans des contextes historiques et culturels spécifiques. Elle exige une approche démocratique et auto-organisée de la libération. Dans la critique de Yurkevych, nous voyons une articulation précoce des risques d’une approche « unique » du socialisme – une approche qui, lorsqu’elle est appliquée à des contextes (post-) impériaux, renforce l’oppression au lieu de la démanteler.

Une courte citation des résolutions de la Conférence conjointe de l’été 1913 du comité central du POSDR et des dirigeants du parti peut illustrer le potentiel autoritaire de la conception marxiste des « lois » historiques du développement que Castoriadis critiquera plus tard. Elle stipule que le droit des nations à l’autodétermination « ne doit en aucun cas être confondu avec l’opportunité de la sécession d’une nation donnée ». C’est le parti qui « doit décider de cette dernière question exclusivement

sur la base de ses mérites dans chaque cas particulier, conformément aux intérêts du développement social dans son ensemble et aux intérêts de la lutte de la classe prolétarienne pour le socialisme²¹ ». Et puisque les bolcheviks considèrent leur organisation comme l’avant-garde du prolétariat, seule dotée pour saisir la logique de l’histoire et les véritables intérêts de la classe ouvrière, c’est en fin de compte à la direction du parti qu’il incombe de déterminer si une lutte de libération nationale donnée est légitime. En d’autres termes, en supposant que l’histoire a une direction objectivement connue et en revendiquant une compréhension scientifique de cette trajectoire, les dirigeants se positionnent eux-mêmes et leurs organisations comme des interprètes de la nécessité historique, ce qui leur confère l’autorité d’imposer une voie « correcte » aux groupes mêmes qu’ils prétendent représenter²². Cela révèle un mépris pour l’auto-activité de la population ainsi qu’une croyance sous-jacente que l’on a l’autorité de concevoir la société d’en haut et de la traiter comme un objet à organiser et à diriger rationnellement en fonction des besoins d’une force impersonnelle de l’Histoire. Cette approche instrumentale traite les populations comme des tremplins dans un projet plus vaste, plutôt que comme des agents autonomes ayant leurs propres aspirations légitimes et capables d’agir de manière indépendante. En d’autres termes, au lieu de rompre avec l’imaginaire capitaliste, elle perpétue une logique de « maîtrise rationnelle²³ ».

Selon Yurkevych, l’« adulation des socialistes russes pour les grands États et le centralisme » sape toute perspective internationaliste authentique²⁴. Lénine, en cherchant « non seulement à mettre fin à la fragmentation de l’humanité en petits États et au particularisme des nations, non seulement à rapprocher les nations, mais aussi à réaliser leur fusion », s’est positionné non pas

19. Voir, par exemple, Vasyl Shakhrai et Serhii Mazlakh, *On the Current Situation in the Ukraine*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, [1919] 1970 ; et Vasyl Shahrai, *Revoliutsiia na Ukraine*, Odessa, TES, [1918] 2017.

20. Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste : vers une radicalisation de la démocratie*, Paris, Fayard, 2019.

21. Lénine, *Œuvres complètes*, vol. 19, p. 429.

22. Cornelius Castoriadis, *L’institution imaginaire de la société*, op. cit., p. 56-67.

23. Pour une autre formulation de cette idée, voir James C. Scott, *Seeing like a State : How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed*, Yale, Yale University Press, 1999.

24. Levko Yurkevych, *Rosiis’ki Sotsial-Demokraty*, op. cit.

comme porte-parole de l'internationalisme, mais «du système moderne de centralisme des grandes puissances²⁵». On peut affirmer que cette critique révèle une tension plus profonde sur la signification même de la modernité et du progrès. Elle expose différentes hypothèses sur le Telos ultime du développement humain – le progrès signifie-t-il l'unification rationnelle de divers groupes en une entité singulière et cohésive ou permet-il la coexistence de groupes divers et donc potentiellement divergents ?

Une première conception considère les États centralisés et les sociétés homogénéisées comme l'aboutissement inévitable du progrès humain, et la diversité comme un obstacle à ce progrès. En ce sens, elle reflète un «fantasme de totalité²⁶», où l'idéal est un ordre universel obtenu en éliminant les particularités et en consolidant les entités plus petites dans un système unifié et rationalisé. Une autre conception envisage la modernité comme compatible avec le pluralisme, la différence et la décentralisation. Cette vision de la modernité valorise la gouvernance locale, la participation démocratique et les structures décentralisées qui permettent aux différents groupes de contrôler leur destin dans un cadre coopératif. Plus généralement, elle reflète un scepticisme à l'égard de l'idéal totalisant, soulignant les dangers potentiels de la poursuite d'un modèle universaliste qui efface les particularités²⁷.

On pourrait dire que Lénine et d'autres bolcheviks ont fini par reconnaître et permettre aux différences de contribuer au projet soviétique, comme le montre l'introduction de la Nouvelle politique économique et de la korenizatsiia [indigénisation] après leur victoire précaire et coûteuse dans la guerre civile. Cependant, il faut regarder au-delà des arbres pour voir la forêt: l'objectif ultime du projet bolchevique restait la fusion de toutes les différences en une totalité

25. *Ibid.*

26. Ernesto Laclau et Chantal Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste*, op. cit.

27. Il faut reconnaître que la conception de la modernité qui donne la priorité au pluralisme et à la décentralisation est pleine de contradictions internes. Une exploration complète de ces complexités dépasse le cadre de cette discussion. Pour un examen plus approfondi de ces contradictions, voir, par exemple, Zygmunt Bauman, *Modernity and Ambivalence*, Londres, Polity Press, 1993.



unique et unifiée où toutes les distinctions significatives – et donc tout potentiel de conflit – disparaîtraient et devraient donc disparaître. Ce n'est pas l'objectif qui a changé, mais l'horizon temporel: si, en 1917, il semblait réalisable dans un avenir proche, en 1923, il était devenu un objectif plus lointain. La diversité était tolérée à condition qu'elle finisse par être transcendée. Sous Staline, la prudence antérieure a été abandonnée au profit d'une poussée agressive visant à éliminer tout élément perçu comme une menace pour l'unité. L'impulsion totalisante se déchaîne alors pleinement.

Il convient toutefois de souligner que l'idée selon laquelle le socialisme contiendrait une essence totalisante «inhérente» est plutôt trompeuse. Comme Castoriadis l'a affirmé, la modernité n'est pas un projet monolithique, mais une tension dynamique et permanente entre des significations concurrentes – l'impulsion vers la maîtrise rationnelle et l'homogénéité d'une part, et le potentiel de pluralisme, d'autolimitation et d'autonomie démocratique d'autre part²⁸. Le socialisme, en tant que projet moderne, contient également ces deux logiques en

28. Castoriadis, Cornelius, *World in Fragments: Writing on Politics, Society, Psychoanalysis*, Stanford, Stanford University Press, 1997.

son sein, ce qui signifie qu'il n'est pas lié à une vision totalisante. Si le socialisme doit tenir sa promesse d'émancipation, comme le suggèrent Laclau et Mouffe, il doit accepter que toute unité soit un résultat contingent et provisoire, jamais définitivement résolu. En ce sens, les structures politiques ne devraient pas être des véhicules destinés à imposer une voie «correcte», mais devraient rester ouvertes à une critique permanente. La capacité du socialisme à résister à la totalisation dépend donc de son engagement en faveur de la multiplicité et de la contestation, en reconnaissant la diversité et l'antagonisme comme essentiels au tissu social. Cette approche implique cependant que le socialisme démocratique contient toujours les germes de sa propre perte. C'est là que réside, pour Castoriadis, l'aspect tragique de la démocratie : les mêmes conditions qui permettent un renouvellement continu l'exposent également au risque d'être cooptée par des forces qui peuvent exploiter ses libertés pour imposer un système fermé et totalisant dans lequel la remise en question n'est plus permise²⁹.

L'influence durable des idées de Lénine sur la pensée de la gauche radicale a de profondes répercussions sur la manière dont les questions de diversité, d'autonomie et d'autodétermination sont comprises – et, dans de nombreux cas, mal comprises. Il est certain qu'au milieu du 20^e siècle, les théoriciens critiques occidentaux ont commencé à ré-examiner les arguments de Rosa Luxemburg, des communistes conseillistes et d'autres qui avaient prévu les dangers du centralisme à mesure qu'ils s'enracinaient dans la pratique des bolcheviks. Cependant, malgré la reconnaissance croissante du fait qu'un engagement en faveur de la diversité est essentiel pour empêcher les mouvements émancipateurs de se transformer en dictature, les critiques de gauche du marxisme-léninisme ont été lents à saisir non seulement ses dimensions autoritaires, mais aussi impérialistes.

Historiquement, la gauche occidentale s'est davantage intéressée aux perspectives du centre impérial russe qu'à celles des périphéries. Par conséquent, en donnant la priorité aux perspectives de Moscou et de Saint-Petersbourg, la gauche occidentale

perpétue souvent les angles morts impériaux de ses homologues russes. Considérer les luttes d'émancipation nationale à travers les yeux des marxistes russes peut, par exemple, conduire à ne pas reconnaître la valeur intrinsèque que la souveraineté, l'autonomie et la spécificité culturelle peuvent représenter pour les populations opprimées. Comme nous l'avons vu plus haut, avant la prise de pouvoir par les bolcheviks, les socialistes ukrainiens avaient déjà exprimé leurs inquiétudes quant aux tendances autoritaires et impérialistes de la théorie et de la stratégie politique bolcheviques. Ils ont fait valoir qu'une société authentiquement socialiste devait trouver un équilibre entre l'unité et le respect de la diversité politique et culturelle, avertissant que le mépris de ces différences conduirait inévitablement à l'autoritarisme et à la trahison des idéaux émancipateurs. L'absence d'évaluation critique de l'impérialisme soviétique par la gauche peut être attribuée, en partie, au fait que ces premiers avertissements des socialistes non russes dans les périphéries impériales ont été négligés ou simplement rejetés. Leur reconnaissance révèle une tradition socialiste plus riche et plus diversifiée, qui souligne l'importance d'équilibrer l'unité et la diversité – une question qui reste aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'était au début du 20^e siècle et qui le restera sans aucun doute à l'avenir.

Hanna Perekhoda est historienne. Originaire de Donetsk, en Ukraine, et doctorante à l'Institut d'études politiques de l'Université de Lausanne. Ses recherches portent sur les luttes hégémoniques pour la territorialité de l'Ukraine et la définition de ses limites orientales pendant la révolution de 1917 et la guerre civile, avec un intérêt particulier pour les antagonismes au sein du Parti bolchevique.

Source : publié par *Revolutionary Russia*, 23 janvier 2025.

Traduction : Patrick Le Tréhondat, relue par l'autrice.

29. *Ibid.*

Ce qui nous attend

Kevin B. Anderson

29

Dans une véritable blitzkrieg¹, les fascistes trumpistes ont changé la société américaine et mondiale de manière irrévocable en quelques semaines.

Ils ont déjà mis en œuvre ce qui suit, sans réelle chance de recours devant les tribunaux ou le Congrès dans l'immédiat, puisque ces actions semblent relever des «prérogatives» de la présidence impériale américaine.

- Lancement d'une vaste campagne de répression raciste et militarisée à l'encontre des migrant·es, qui ne manquera pas d'être renforcée. Ces mesures ont répandu une atmosphère de peur parmi des millions de personnes, alors que des milliers de membres de la classe ouvrière américaine sont emmenés et déportés à la chaîne. Ils ont également pris pour cible les réfugié·es d'Amérique latine, notamment d'Haïti et du Venezuela, les Ukrainien·nes étant également menacé·es.

- Libération de 1 500 fascistes endurcis ayant participé à la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021.

- Retrait de l'Organisation mondiale de la santé et nomination de l'antivaccin Robert F. Kennedy Jr. au poste de secrétaire d'État à la santé et aux services sociaux. De toutes leurs mesures, ce sont celles qui coûteront le plus de vies, tant aux États-Unis qu'à l'étranger.

- Retrait de l'accord de Paris sur le climat. Destruction de centaines de règles environnementales étasuniennes, garantissant ainsi l'escalade de la destruction de l'environnement. Avec le temps, cela pourrait être encore plus dommageable que leur atteinte à la santé publique.

1. NdT. Offensive militaire visant à emporter une victoire décisive par un engagement localisé et limité dans le temps d'un puissant ensemble de forces.

- Élimination de toutes les règles fédérales soutenant ou autorisant les droits des transgenres.

- Élimination des milliers de règles fédérales soutenant la justice raciale ou de genre dans le cadre de leur attaque contre la diversité, l'équité et l'inclusion (DEI²), dans certaines institutions DEIA, y compris les droits à l'«accessibilité» pour les personnes handicapées. De grandes entreprises comme Disney et General Motors et des organisations scientifiques comme la National Academy of Sciences se sont empressées d'éliminer la DEI par obéissance anticipée, sapant ainsi des décennies d'acquis durement gagnés.

- Adoption ou menace de tarifs douaniers punitifs à l'encontre de pays amis de longue date, à commencer par le Canada et le Mexique, sur fond d'affirmations démagogiques selon lesquelles ces mesures créeront des emplois chez nous. Il est clair que l'ère du capitalisme néolibéral de «libre-échange» est révolue.

- Engagement dans de nouveaux types d'impérialisme territorial, menaçant concrètement de s'emparer militairement du Groenland et du canal de Panama et, plus obscurément, d'absorber le Canada. L'invasion de l'Ukraine par Poutine a certainement constitué un précédent.

- Avec le plan de Trump visant à «retirer» toutes et tous les Palestiniens de Gaza, les États-Unis ont étendu et approfondi le génocide qu'ils ont soutenu au cours des quinze derniers mois, donnant à tout le moins le feu vert à Israël pour procéder à un nettoyage ethnique total et à la confiscation de terres dans la bande de Gaza.

2. NdT : Diversité, équité et inclusion - en anglais : Diversity, Equity, and Inclusion.



- Retrait du soutien à la lutte de l'Ukraine contre l'impérialisme russe en faveur d'un règlement forcé démembrant le pays.

Les fascistes trumpistes ont également mis en œuvre des mesures supplémentaires, qui pourraient être annulées ou sérieusement modifiées devant les tribunaux ou par d'autres moyens, mais qui pourraient aussi ne pas l'être, d'autant plus qu'ils menacent de ne pas obéir aux décisions défavorables des tribunaux :

- Tentative d'abolition de la citoyenneté de naissance³ un droit conquis pendant la guerre de Sécession par les soldats noirs et blancs de la libération au prix de 360 000 vies et inscrit dans le quatorzième amendement de la Constitution des États-Unis.

- Fermeture des agences gouvernementales telles que le Bureau de protection financière des consommateurs et l'Agence américaine pour le développement international, y compris les vastes programmes de santé publique mondiale de cette dernière.

- Prise de contrôle du système de règlement fédéral, menace de licenciement en bloc des centaines de milliers de fonctionnaires, et licenciement des centaines de personnes soupçonnées de soutenir l'IED ou la justice raciale/de genre, ou simplement de ne pas se prosterner devant les fascistes trumpistes et leurs sous-fifres.

Ce qui précède ne constitue que les actions les plus graves qui ont eu lieu au cours des premières semaines de l'administration Trump.

Chaque jour apporte le chaos et de nouvelles attaques contre l'ordre démocratique. Leur nombre sème la confusion, ce qui est en fait un objectif trumpiste. Pour cette raison, il est important de garder à l'esprit les actions les plus sérieuses - par opposition aux pures distractions comme l'abolition du penny - ainsi que leur probabilité d'aller de l'avant sans entrave.

Un autre objectif des trumpistes est d'entraver ou de démanteler les parties de l'appareil d'État qui servent réellement les besoins humains, même si c'est sous une forme aliénée.

Un autre objectif encore est de bloquer les mécanismes étatiques qui protègent

3. NDT: droit du sol.

les droits des personnes de couleur, des femmes, des transgenres et de la classe ouvrière.

Alors que ce qui reste des médias libéraux d'opposition, eux-mêmes capitalistes jusqu'à la moelle, ne met pas l'accent sur les droits des travailleurs et des travailleuses, celles-ci et ceux-ci, ayant ne serait-ce qu'un minimum de conscience de classe, peuvent reconnaître dans l'oligarchie multimilliardaire Elon Musk et ses sous-fifres leurs propres patrons, en particulier les nouveaux qui arrivent en parlant de «réorganisation» ou, dans le langage de la Silicon Valley, en «cassant les choses». Licencié des employé·es de longue date au pied levé, en menacer d'autres pour les faire démissionner, bouleverser la vie des travailleurs et des travailleuses en leur ordonnant de revenir soudainement sur le lieu de travail après des années de travail à distance ou hybride, même si cela perturbe la garde des enfants, les soins aux personnes âgées ou la simple dignité humaine, tout cela fait partie du cahier des charges. C'est comme si Musk était en train de prendre le contrôle d'une entreprise qu'il a l'intention d'essorer comme un chiffon.

À un autre niveau, ces purges - et c'est bien de cela qu'il s'agit - font écho à certains aspects des purges stalinienne et maoïstes du passé. Une caractéristique notable est l'humiliation publique d'anciens dirigeant·es, comme l'amirale Linda Fagan, commandante des garde-côtes, la seule femme à diriger une branche de service, qui a été renvoyée pour «focalisation excessive» sur l'IED dès le premier jour. Alors qu'elle disposait à l'origine d'un délai de soixante jours pour trouver un nouveau logement, M^{me} Fagan a été soudainement sommée, le 4 février, de quitter son domicile avec un préavis de trois heures, sans même avoir le temps de prendre ses effets personnels. Bien entendu, le fait d'écarter de tel·les dirigeant·es de l'appareil militaire et de les remplacer par des militaires d'obédience fasciste ou du moins plus réactionnaires, contribue également à la transition d'une armée quelque peu constitutionnelle à une armée fasciste fidèle au dirigeant. En outre, ce traitement des haut·es fonctionnaires vise à intimider la population dans son ensemble.

Mais l'injustice la plus aiguë est apparue jusqu'à présent dans les raids sur

l'immigration. Interrogés sur la séparation des familles, la caractéristique la plus brutale de la première administration Trump, des fonctionnaires de Trump comme Stephen Miller ou Tom Homan déclarent avec une joie à peine étouffée qu'ils ne sépareront plus les familles. Au contraire, ils se contenteront d'expulser les enfants citoyens nés aux États-Unis avec leur famille. L'utilisation de Guantanamo Bay comme zone de détention, formulée par Trump lui-même, n'a aucun fondement rationnel en termes de logistique. Mais elle associe ces nouvelles détentions d'immigrant·es à la torture infligée aux terroristes du 11 septembre, ce que Trump non seulement approuve mais est fier d'avoir associé à ses rafles d'immigrant·es. Il s'agit d'une cruauté performative, pure et simple.

Comment en sommes-nous arrivés là ?

Le trumpisme a fait irruption sur la scène politique en 2015 et a connu des hauts et des bas depuis lors. Certes, il s'est développé sur le terreau du racisme et de l'esclavage aux États-Unis, comme en témoigne l'autoritarisme pur et dur fondé sur la terreur raciale qui a existé dans le Sud profond jusqu'aux lois sur les droits civiques et le droit de vote de 1964-1965. Ainsi, les États-Unis ont été une démocratie politique, même au sens formel du terme, non pas pendant 250 ans, mais pendant soixante ans, à l'exception de la période révolutionnaire de la Reconstruction, de 1865 à 1876. Depuis 1965, les forces conservatrices ont fait appel à un racisme voilé, à commencer par la «stratégie sudiste» de Richard Nixon, ce à quoi les libéraux centristes se sont aussi souvent livrés, même s'ils «soutiennent notre police». Ces dernières années, les réactionnaires ont réussi à restreindre le droit de vote dans de nombreux États.

Le trumpisme est également né d'un sexisme, d'une misogynie, d'un hétérosexisme et d'une transphobie profondément ancrés. Ceux-ci ont été alimentés pendant des années par une droite chrétienne grandissante qui s'est attaquée au droit à l'avortement et à d'autres progrès réalisés au cours des cinq dernières décennies.

Le trumpisme s'est également nourri de l'héritage de la répression politique aux

États-Unis, en particulier de la chasse aux sorcières maccarthyste et des tentatives de Richard Nixon de créer un État ouvertement autoritaire avant d'être contraint à la démission de la présidence en 1974.

Le trumpisme a poursuivi et approfondi l'assaut de la droite contre toute forme de protection de l'environnement, en conjonction avec les intérêts du secteur des combustibles fossiles tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays.

Tous ces éléments sont des piliers de la politique réactionnaire de droite depuis les années 1970-1980, si ce n'est plus.

Qu'y a-t-il donc de nouveau dans le fascisme trumpiste ?

Tout d'abord, il est devenu un fascisme pur et dur en 2020-2021. Il y est parvenu en approfondissant et en radicalisant tout ce qui précède, comme en témoigne notamment sa volonté de s'engager dans une tentative de coup d'État violent en janvier 2021. Il a ensuite réussi à obtenir l'assentiment – ou du moins le silence – de l'ensemble du Parti républicain à l'égard de cette tentative de coup d'État progressivement depuis 2021.

Deuxièmement, le trumpisme a alimenté et s'est ensuite développé à partir de la haine anti-immigrés, un phénomène moins important aux États-Unis qu'en Europe occidentale jusqu'à une période relativement récente. Il s'agit là d'un indicateur clé de la mesure dans laquelle le trumpisme a réussi à modifier l'opinion publique, celle des élites comme celle des masses.

Troisièmement, le trumpisme a adopté puis étendu toutes sortes de mesures anti-santé publique, à commencer par le mouvement anti-vaccins lors de l'épidémie du Covid-19, initié au nom de la liberté individuelle. Il s'agit d'un nouvel élément qui n'était même pas présent en 2015-2016 et qui a amené de nouvelles couches de la population au trumpisme.

Quatrièmement, et c'est le plus important en termes électoraux, le protectionisme trumpiste se traduit par des droits de douane et par la volonté de relancer la production de charbon et d'acier aux États-Unis. Ces mesures, combinées au nativisme antimigrant-es, ont détourné des pans de la classe ouvrière et de la classe moyenne

inférieure – y compris certain-es travailleurs et travailleuses noir-es et latino-américain-es – des syndicats et du Parti démocrate. Ces secteurs sont indignés par des décennies de stagnation économique sous le néolibéralisme, en particulier depuis la Grande Récession de 2008, dans laquelle les démocrates comme les républicains ont joué un rôle, à commencer par l'administration Clinton, le « *Reagan light* » des années 1990.

Cinquièmement, et plus récemment, le fascisme trumpiste de 2024-2025 a conquis une partie beaucoup plus importante qu'auparavant des classes dominantes, en particulier les milliardaires de la technologie, comme l'illustre, sans s'y limiter, Elon Musk. En outre, il a gagné au moins la neutralité des principales institutions libérales, du *Washington Post* et du *Los Angeles Times* à l'université de Harvard. Presque tous les organes de presse établis ont cessé d'utiliser le mot « fascisme », que nombre d'entre eux utilisaient avec une urgence croissante dans la période précédant l'élection de 2024.

Une sixième nouveauté est le ciblage de toutes celles et tous ceux qui s'y opposent, au Nord comme au Sud, et y compris celles et ceux qui bénéficient des plus hauts niveaux de richesse et de statuts, avec une rhétorique violente et des actions impétueuses qui font écho au maccarthysme ou, pire encore, à la loi du lynchage.

Beaucoup d'encre a coulé sur la façon dont le fascisme trumpiste a réussi à gagner une grande partie de la classe ouvrière blanche et, depuis 2024, de la population latino, en particulier les hommes. Pourtant, nous devons également examiner de plus près ce qui s'est passé avec les classes dominantes et leur glissement vers Trump.

Quels sont les facteurs clés ?

Premièrement, au niveau économique, les taux de profit stagnent ou diminuent depuis des décennies. Le mirage de la prospérité néolibérale s'est dissipé en 2008. Cela a conduit le capital à des efforts de plus en plus désespérés pour soutenir le taux de profit, mais en vain. Pourquoi alors ne pas essayer au moins le fascisme, sous la forme totalement vénale et corrompue de Trump, où l'on peut piller les revenus de l'État et tirer des bénéfices alors même que la société s'effondre ? La mentalité « après moi le déluge »

de ces élites, qui est devenue plus répandue que jamais, a été bien saisie dans le film satirique de 2021, *Don't Look Up*. Décidément, il ne s'agit pas d'un capitalisme confiant dans son ascension.

Deuxièmement, une nouvelle forme de masculinité toxique a pénétré les plus hauts niveaux de l'élite des entreprises. Là encore, Musk en est le porte-drapeau, mais Mark Zuckerberg n'est pas loin avec sa description de la force de caractère de Trump après la tentative d'assassinat en Pennsylvanie, qu'il a qualifiée de «dur à cuire». Ceci est lié à une sorte d'hyper-individualisme qui s'oppose à la fois aux restrictions liées à la santé publique et aux initiatives DEI ou MeToo qui appellent à des changements de comportement personnel. Il ne faut pas oublier que ces mêmes élites ont accueilli Obama en 2008 et, dans de nombreux cas, ont soutenu des tentatives au moins modérées de réforme de la justice raciale et de genre dans le sillage du Mouvement pour la vie des Noir·es de 2020-2021 et de MeToo. Ce qu'il faut retenir ici, c'est que ces personnes issues des couches supérieures de la classe capitaliste ont changé sous l'impact du fascisme trumpiste, autant, voire plus, que les sections des classes populaires et moyennes.

Un troisième élément qui a poussé certaines parties des classes dominantes vers Trump a été le génocide israélien à Gaza et les mouvements de protestation massifs qu'il a déclenchés dans le monde entier. Les politicien·es libéraux, les dirigeant·es d'universités et de fondations, ainsi que les médias libéraux ont tous eu tendance à se ranger du côté d'Israël, tout comme l'ont fait les fascistes trumpistes. Pendant ce temps, le Parti démocrate a été doublement perdant. Des parties de la jeunesse, des personnes de couleur et des intellectuel·les – sans parler des Américain·es arabes et musulman·es du Michigan – ont déserté la présidence de Biden, puis la campagne de Kamala Harris. Dans le même temps, les démocrates centristes qui dirigent le parti, parmi lesquels de nombreuses et nombreux membres des classes dominantes, ont vu que la base s'est retournée contre Israël, alors que les fascistes trumpistes ne l'ont pas fait. Cela aussi a été un facteur pour amener les membres de ces élites sinon au trumpisme, du moins dans le sens de la neutralité à son égard

après l'élection. Cette dernière remarque s'applique davantage aux magnats des médias et aux dirigeants de fondations qu'aux hommes politiques en exercice.

Que faire ? Comment résister ? Comment lutter pour une nouvelle société humaniste au milieu de ce carnage ?

Tout d'abord, nous devons admettre qu'il s'agit d'une grande défaite pour nous. Il n'y aura pas d'éléments positifs pour la classe ouvrière, comme le proclament certains radicaux réductionnistes de classe tout en se joignant au mouvement contre l'IED.

Deuxièmement, nous devons évaluer quelles parties des classes dirigeantes, en particulier sous la pression de la gauche, de la rue, pourraient déclencher des éléments de division interne, condition préalable à un véritable changement. Il convient de noter que certains médias géants, comme le New York Times, ont plié mais n'ont pas encore cédé à la pression et continuent d'affirmer que c'est Trump contre la Constitution. C'est également le cas de certaines entreprises et de certains responsables universitaires, ainsi que de l'aile progressiste du Parti démocrate.

Troisièmement, les Églises noires (et les Églises protestantes libérales, plus petites mais toujours importantes) restent cruciales ici. Ce n'est donc pas une coïncidence si, le jour de l'investiture, la seule voix de protestation qui a pénétré au milieu du chœur des trumpistes a été celle de l'évêque Mariann Budde, qui a mis en garde contre le danger d'oppression du peuple. Les Églises noires sont, comme toujours, déjà en mouvement, tout comme les organisations progressistes musulmanes, juives et autres organisations religieuses. L'Église catholique nous apportera également son soutien, comme le pape François vient de le faire pour les droits des immigré·es. Mais leur position altérée sur le genre et la sexualité ne peut être ignorée. Néanmoins, tout cela ouvrira au moins un espace pour la résistance au fascisme trumpiste.

Quatrièmement, et ici en s'éloignant des classes moyennes, sans parler des élites, une autre grande institution qui peut nous aider encore plus est le mouvement syndical, qui a déjà organisé des manifestations en soutien

aux travailleurs et travailleuses du gouvernement fédéral. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire sur ce front, ces actions constituent au moins un début. En outre, il convient de noter que les syndicats, ainsi que les organisations religieuses, dépendent principalement des cotisations de leurs propres membres, ce qui leur confère un certain degré d'indépendance par rapport à l'État, au capitalisme d'entreprise ou aux fondations libérales. Cela contraste avec les universités et autres institutions culturelles, qui ont déjà fait preuve de lâcheté face au lobby israélien et refusent jusqu'à présent d'affronter ouvertement le fascisme trumpiste. Cependant, les syndicats devront faire face à des éléments nocifs comme le dirigeant des Teamster, Sean O'Brien, sans parler de leurs bureaucraties vieillissantes qui, dans de nombreux cas, se limitent à soutenir des candidat·es politiques et qui devront être remplacées par une direction plus militante, comme cela s'est produit avec l'UAW.

Cinquièmement et surtout, la résistance doit venir de la rue, de la gauche et des mouvements de libération des Noirs et des Latinos, du mouvement syndical de base, du mouvement féministe et de libération des femmes, du mouvement LGBTQ, du mouvement écologiste et, surtout, de la jeunesse. Il n'est pas surprenant que ce soient des milliers de jeunes de la classe ouvrière latino-américaine, dont beaucoup étaient en âge d'aller au lycée, qui ont occupé le centre-ville de Los Angeles le 2 février et le lendemain. Première véritable résistance dans les rues pour protester contre les déportations massives du fascisme trumpiste. Les syndicats et les plus grandes organisations de défense des droits des immigré·es doivent se manifester maintenant et ne pas attendre le 1^{er} mai, date à laquelle les Latino et les groupes pro-immigré·es ont l'intention de lancer une série géante de grèves et de manifestations. Il convient également de noter qu'une résistance massive se produit dans les actions quotidiennes des personnes, qui refusent de coopérer avec l'ICE, qui reprennent les initiatives «Connaissez vos droits», ralentissant les raids racistes sur les membres de la classe ouvrière que les criminels trumpistes osent qualifier d'«illégaux.» Ici, le mouvement de soutien à la Palestine, continu, durable et courageux, sera également un facteur clé.

Alors que les États-Unis sont confrontés à leur plus grande crise depuis des décennies, voire plus d'un siècle, nous devons également noter et apprendre de la façon dont, dans certaines parties du monde, notre mouvement va de l'avant. C'est le cas en Syrie, où, malgré les contradictions, une véritable ouverture politique se produit après un demi-siècle d'une dictature qui avait obtenu, de manière déraisonnable, le soutien de la gauche campiste mondiale. C'est également le cas en Serbie, où un gouvernement nationaliste corrompu est soumis à une pression énorme de la part d'un mouvement étudiant qui persiste depuis plusieurs mois. C'est le cas au Sri Lanka, où un gouvernement de gauche pro-féministe a été élu. C'est également le cas en Allemagne, où des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue et ont bloqué, du moins pour l'instant, la normalisation politique de l'extrême droite.

Comme le suggèrent les remarques ci-dessus, nous avons besoin d'un réseau de gauche de résistance au fascisme trumpiste qui, tout en étant fermement anticapitaliste, évite les pièges du campisme et du réductionnisme de classe. Sous une telle bannière, nous pouvons rejoindre les mouvements de résistance plus larges tout en conservant notre indépendance politique, notamment notre combat pour une alternative humaniste au capitalisme.

Kevin B. Anderson enseigne à l'université de Californie (Santa Barbara). Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *The Late Marx's Revolutionary Roads: Colonialism, Gender, and Indigenous Communism* (2025) et de *Marx aux antipodes: nations, ethnicité et sociétés non occidentales*, Paris, Syllepse, 2015. Il est également rédacteur pour le site *The International Marxist-Humanist*.

Source : *New Politics*, 16 février 2025. Traduit et publié par le Réseau Bastille, 22 février 2025.

Violences : dépasser l'indignation

Joelle Palmieri

La lutte contre les violences faites aux femmes est multiple. Les dénonciations des actes sexistes ici et ailleurs fleurissent. Ce sont des bonnes nouvelles. En même temps, la montée en puissance d'un masculinisme politique explose. Comment expliquer ce vase communicant ? Comment le combattre ? Identifier et nommer les différents types de violences, les croiser avec l'ensemble des systèmes de domination, devient impératif pour ne pas fondre sous l'ignorance délibérée produite par les dominants.

L'actualité internationale nous le montre tous les jours. Les violences faites aux femmes sont réelles¹, matérielles, physiques ou psychologiques et pas uniquement symboliques². Leur liste, non exhaustive, est elle-même violente, obscène et archaïque : féminicides, violences sexuelles dont incestes, violences conjugales, harcèlement, trafic/prostitution, violences médicales (accouchement, endométriose, règles, douleur...), violences juridiques...

Ces violences sont concomitantes et imbriquées avec des violences produites par le racisme, le classisme, le validisme, l'âgisme. De nos jours, il vaut mieux être un homme

1. Nicole-Claude Mathieu évoque le terme oppression pour définir les violences exercées par les hommes sur les femmes et insiste sur l'idée de « violence exercée, d'excès, d'étouffement » (« Des déterminants matériels et psychiques de la conscience dominée des femmes et de quelques-unes de leurs interprétations en ethnologie », *L'anatomie politique, catégorisations et idéologies du sexe*, Paris, Côté-femmes, 1991).

2. Pierre Bourdieu considère que la domination masculine place les femmes « dans un état permanent d'insécurité corporelle ou, mieux, de dépendance symbolique » (*La domination masculine*, Paris, Le Seuil, 1998).

quadra blanc riche hétérosexuel et bien portant qu'une jeune femme racisée lesbienne et malade ou handicapée... personne que nous désignerons ici avec le terme « invisible ».

Ces violences s'accompagnent de violences verbales, de langage, de vocabulaire, d'imaginaire, d'interprétation, de représentations et descriptions de savoirs et connaissances dominantes (clichés, poncifs, stéréotypes, mythes), ensemble qui est appelé les violences épistémiques³.

Arrêtons-nous sur ces violences épistémiques. Il en existe plusieurs types. Par exemple, il est courant d'exclure ou de rire des invisibles. On ne les prend pas au sérieux, on ne les croit pas, on les décrédibilise ou on ridiculise ce qui n'est pas dans la norme, un peu partout, à la maison, dans les émissions de tv, sur les réseaux sociaux, dans les assemblées, dans les commissariats, dans les tribunaux, dans les hôpitaux...

Il est également courant de rendre ces invisibles coupables de leur sort, qu'elles soient malades, opprimées, agressées : elles ne prennent pas bien soin d'elles, sont influençables, n'ont pas de volonté, ne se mettent pas en avant, s'habillent mal, ou au contraire aguichent, provoquent, cherchent à nuire...

Il est encore courant de les inviter à se corriger individuellement : positiver, prendre soin de soi, augmenter son estime de soi, faire le deuil d'une rupture, d'une agression, d'une maladie, investir son développement personnel...

Il est toujours courant de les inviter à mériter un meilleur sort : si on veut on peut. C'est la méritocratie : si chacune ne se bat pas dans son coin pour sortir de l'impasse,

3. Gayatri C. Spivak, *In Other Worlds: Essays in Cultural Politics*, New York, Routledge, 1988.

elle restera seule responsable des violences qu'elle subit.

Il est aussi courant de transformer les invisibles en objets (de violence) *versus* sujets (de lutte). Les femmes, et en particulier les femmes racisées pauvres, seraient des victimes « par essence⁴ », par nature moins fortes et moins endurantes que les hommes, moins volontaires, avec des humeurs changeantes, parfois hystériques, se plaignant pour rien...

Il est enfin courant d'entendre que les hommes eux aussi des victimes car visés par des injonctions constantes à la masculinité ou au virilisme. Pourtant, la comparaison avec l'oppression des femmes est aberrante, disproportionnée.

Toutes ces violences épistémiques servent à mieux oblitérer les vrais coupables : bien évidemment les hommes violents et leurs complices mais aussi, par leur intermédiaire mais pas seulement, le patriarcat, le libéralisme, les politiques sécuritaires, culturelles, sportives, éducatives, de santé...

Ces violences épistémiques sont le résultat d'une hiérarchie des savoirs : entre femmes et hommes, entre riches et pauvres, entre racisées et « Blancs », entre jeunes et âgés, entre bien portants et malades. Elles sont héritées de différents systèmes de domination dont la mondialisation, l'occidentalisation, le capitalisme et antérieurement l'impérialisme, le colonialisme, ce que désigne la colonialité du pouvoir⁵. Ces systèmes ont besoin de produire de l'aliénation, de la ségrégation, de l'oppression, des hiérarchie sociales, de l'ignorance, pour se maintenir. Hannah Arendt avait prévu :

Pour s'implanter, le totalitarisme a besoin d'individus isolés et déracinés, des rapports sociaux organiques, atomisés socialement et poussés à un égoïsme extrême⁶.

4. Françoise Collin, « Le philosophe travesti ou le féminin sans les femmes », communication présentée dans le cadre du colloque : « Les formes de l'antiféminisme contemporain », qui s'est tenu au Centre Georges-Pompidou à Paris en décembre 1991.

5. Anibal Quijano, « Colonialité du pouvoir et démocratie en Amérique latine », *Multitudes*, « Amérique latine démocratie et exclusion, Quelles transitions à la démocratie ? », juin 1994.

6. Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, New York, Harcourt Brace & Co., 3 vol., 1951.

Les offensives masculinistes

Nous comprenons mieux pourquoi, dans ce contexte, les discours populistes, masculinistes et traditionalistes se durcissent. Ils sont extrêmement présents dans la sphère politique au point de construire un masculinisme politique⁷, pour ne pas dire un masculinisme d'État. En France, le hashtag #ReversDeLaMédaille, créé en 2021 par les « mascus », comme ils se nomment eux-mêmes, de l'« Armée des Médailles », a pour but d'alimenter « le combat » entre féministes et masculinistes⁸. Leur tactique de cyberharcèlement consiste à créer de faux hashtags incitant des féministes à les alimenter, puis à révéler qu'ils sont en réalité des hommes pour mieux les humilier. Partout dans le monde, des hommes politiques, au plus haut niveau de l'échelle du pouvoir, tels Donald Trump⁹, Javier Milei¹⁰ ou encore Viktor Orbán¹¹, et en leurs temps Jair Bolsonaro¹² ou Jacob Zuma¹³, diffusent de fausses informations sur leurs adversaires, appellent au surarmement et au maintien au pouvoir par la force, dans le but d'asseoir leur électorat et de consolider leur rhétorique xénophobe, anti-avortement, misogyne, antiféministe, homophobe hypermasculiniste, populiste autoritaire. Ces

7. Joelle Palmieri, « Afrique du Sud : le traditionalisme et le masculinisme au secours du pouvoir politique », *Africana Studia*, n° 30, 2019, p. 169-191.

8. Aurore Gayte, « #ReversDeLaMedaille : dans les coulisses d'une opération de cyberharcèlement masculiniste », *numerama*, 3 mars 2021,

9. Pierce A. Dignam et Deana A. Rohlinger, « Misogynistic men online : How the red pill helped elect Trump », *Journal of Women in Culture and Society*, n° 44 (3), 2019, p. 589-612 ; Angela Smith et Michael Higgins, « Tough guys and little rocket men : @Realdonaldtrump's Twitter feed and the normalization of banal masculinity », *Social Semiotics*, n° 30 (4), 2020, p. 547-562.

10. Sabrina Cartabia et Paula Lenguita, « Le programme de Milei est une offensive contre les femmes et les personnes LGBTQI+ », *Contretemps*, 30 avril 2024.

11. Zea Szebeni et Virpi Salojärvi, « "Authentically" maintaining populism in Hungary - Visual analysis of Prime Minister Viktor Orbán's Instagram », *Mass Communication and Society*, 2022.

12. Ricardo F. Mendonça et Renato Duarte Caetano, « Populism as parody : The visual self-presentation of Jair Bolsonaro on Instagram », *The International Journal of Press/Politics*, n° 26 (1), 2021, p. 210-235.

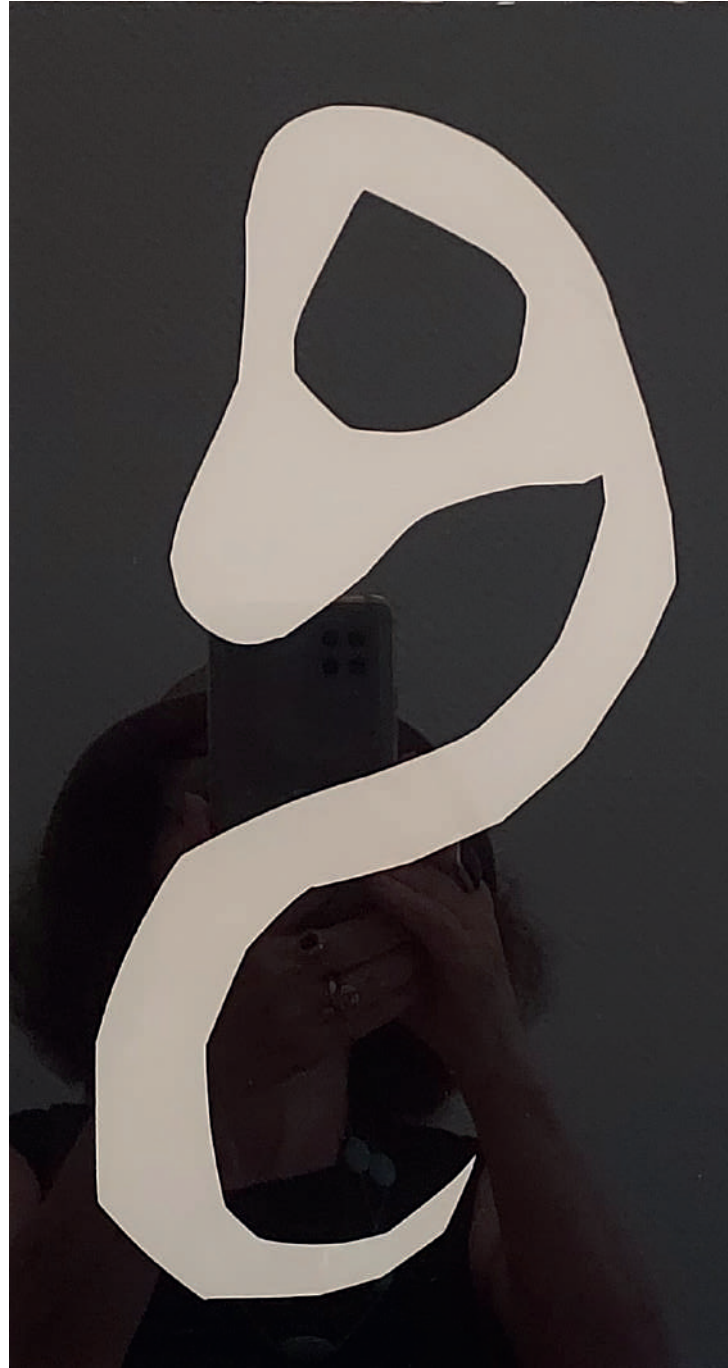
13. Christi Van Der Westhuizen, « "100 % Zulu Boy" : Jacob Zuma and the use of gender in the run-up to South Africa's 2009 Election ».

intrusions délibérées sont l'expression d'un désarroi politique à l'échelle internationale, désarroi lié au sentiment accru de perte de légitimité tant institutionnelle locale qu'internationale. La quête de légitimité s'opère de fait sur le terrain de l'affirmation d'une forte identité sexuelle masculine (y compris chez les femmes en position de pouvoir), en tant que seule force possible, seule expression de puissance possible.

Les contrepoints féministes

Quels sont alors les contrepoints possibles aux systèmes de domination? Nous en connaissons déjà beaucoup. Sur internet, depuis quelques années, des hashtags, des médias ou des podcasts féministes ont largement fait surface dans le but de dénoncer les violences. Pour ne citer que quelques exemples, prenons *#metoo*, *#Balance-TonPorc*, *simonemedia*, *madmoizelle*, *Un podcast à soi*, *Les couilles sur la table*. Leurs contenus s'articulent autour de récits intimes, de paroles d'expert·es, de textes littéraires et de réflexions personnelles sur l'inceste, le harcèlement sexuel, le travail domestique, la prostitution, les violences obstétricales, la religion, les masculinités... Les hashtags en particulier permettent, par l'ampleur de la mobilisation qu'ils produisent, d'engager des procès, d'aggraver des charges pour agressions sexuelles, d'ouvrir des enquêtes, de prendre la parole. Les exemples là aussi sont nombreux : procès pour viol du producteur de cinéma Harvey Weinstein, dénonciation des violences dans les arts et la culture, dans les grandes écoles en France et ailleurs. Plus militants, les hashtags *#decolonisonsle-feminisme* ou *#feminismedecolonial* permettent de dénoncer l'intersectionnalité des agressions sexuelles et d'articuler le racisme avec l'augmentation des interventions policières et carcérales de l'État.

Toutes ces actions expriment des luttes qui naissent du quotidien, là où le vécu inspire des femmes, là où l'imagination, stimulée par l'urgence, reprend le pouvoir. Nous assistons à une forme de confrontation, par laquelle ces militantes de la dénonciation sortent de l'isolement. Elles mettent en exergue le silence ou les mensonges des coupables et la complicité sociale dont ils bénéficient. Elles créent du collectif et excluent l'individuel, l'égoïsme, l'entre-soi



ou encore le ponctuel isolé. D'autres manifestent leur fragilité liée aux agressions multiples (de classe, de race, de genre, validiste, homophobe...) ¹⁴, s'insurgent contre la « racialisation » dans le travail ou les arts, contre la « culture de l'effacement » (de l'esclavage, de la colonisation, des violences sexuelles...).

L'indignation, nécessaire, est-elle suffisante ?

Parmi les personnes qui prennent la parole, certaines prolongent la dénonciation dans la rue, sur les murs, au parlement, dans les médias traditionnels, dans les palais de justice. Elles interpellent les pouvoirs publics, continuent leur travail de repérage, organisent des formations ou stimulent des pistes de recherche, se mobilisent pour le matrimoine, boycottent des interventions à forte prévalence sexiste et publient des livres, des photos ou illustrations, produisent des reportages ou documentaires sonores ou filmés.

Cette production de connaissances me semble impérative, sans quoi le risque de proroger le mépris consacré aux invisibles demeure effectif.

Plus encore, au-delà de la victimisation, de la demande de protection ou d'écoute, des doléances ou des revendications, voire même de la critique, il me semble essentiel que des personnes se mettent en action mais aussi qu'elles diffusent leurs connaissances et cela en invalidant le féminisme *washing*, lui aussi très courant et contreproductif. Le plus important me semble de tisser des liens entre les violences faites aux femmes et les violences multiples produites dans le monde par le capitalisme fondé sur le patriarcat : guerres, génocides, mouvements anti-écologie, populismes.

L'objectif est de transformer les langages, les expressions, les représentations, le vocabulaire du quotidien, de rompre avec les évidences. Quand nous nous engageons sur cette route, nous entrons en résistance

14. Le courant victimaire des « *snowflakes* » (flocons de neige) désigne des étudiant-es hypersensibles qui se sentent agressé-es à tout propos et qui surenchérissent les interdictions. Par exemple, iels exhortent les campus à ne pas applaudir des professeur-es pour ne pas heurter les malentendant-es. (Sylvie Perez, « Ici Londres, les étudiants parlent aux étudiants », *L'Incorrect*, n° 26, décembre 2019).

contre les dominants car nous politisons le contexte où les savoirs non dominants sont produits. Nous redonnons de la signification au politique. Nous posons, à très grande échelle, la question de la lutte contre la production délibérée d'ignorance et celle de la maîtrise des connaissances, qui demandent à être produites par, et non simplement fournies pour, les femmes, pauvres, racisées...

Par effet retour, les invisibles deviennent conscientes de leur pouvoir effectif, de leur potentiel ¹⁵. Elles écartent les notions d'inégalités (entre les sexes, les races, les classes, les âges, les validités), partie émergée des différentes dominations, pour mieux identifier ce qui les structurent : hiérarchie, hégémonie, oppression, coercition, aliénation ¹⁶.

Aussi Écrivons ! Dessinons ! Filmons ! Enregistrons ! Diffusons ! Transmettons ! Mais surtout croisons les dominations en tissant des liens entre violences faites aux femmes et racisme, classisme, validisme, âgisme, militarisation, destruction de la planète, masculinisme, fascisme ! Veillons à créer un langage critique radical de l'oppression ! Rompons ainsi avec l'impunité des vrais coupables et avec la banalité du mâle ! Nous pourrions alors parler de radicalité qui sert une transgression active.

Joëlle Palmieri est spécialiste des études féministes, subalternistes et postcoloniales.

Source : <https://joellepalmieri.org/2024/11/25/violences-depasser-lindignation/>, 25 novembre 2024.

Voir également

Joëlle Palmieri, « Mondialisation : pourquoi la décolonialité cache la colonialité », *Adresses*, n° 5, 7 octobre 2024.

15. Selon Hannah Arendt, la domination « de l'homme sur l'homme » est une version falsifiée et falsifiante du pouvoir. La philosophe dissocie la domination – rapport de commandement basé sur la violence – et le pouvoir, qui renvoie à l'expérience de la liberté. Ainsi le pouvoir présente-t-il, à l'inverse de la relation de domination, plus un potentiel commun à un groupe qu'un caractère hiérarchique (« Sur la violence », *Du mensonge à la violence. Essais de politique contemporaine*, Paris, Calman-Lévy, 1972, p. 105-208).

16. Irène Théry, « Hiérarchie/inégalité, autorité/pouvoir, domination », *Annuel de l'APF*, n° 2017, 2017, p. 111-130.

S'opposer aux sanctions contre la Cour pénale internationale et pour préserver l'accès des victimes à la justice

Communiqué de la coalition française pour la Cour pénale internationale

La Coalition pour la Cour pénale internationale et plus de 140 de ses membres, des organisations non gouvernementales et coalitions du monde entier, s'opposent fermement aux efforts déployés par les États-Unis d'Amérique pour imposer des sanctions liées à la Cour pénale internationale (CPI) et exhortent instamment les États membres de la CPI à défendre la CPI, ses fonctionnaires et les personnes qui coopèrent avec elle contre les mesures visant à discréditer le mandat essentiel de la Cour en matière de justice.

La CPI est une institution judiciaire indépendante chargée de rendre justice aux victimes de crimes internationaux graves qui n'ont aucun autre recours. Il s'agit d'un tribunal de dernier recours indispensable, soutenu par 125 pays membres et opérant dans plus de seize pays à travers le monde.

Les sanctions des États-Unis pourraient sérieusement affecter la capacité de la CPI à exécuter son mandat crucial dans toutes les situations où elle opère. Les institutions financières et d'autres opérateurs pourraient refuser de manière préventive de traiter des transactions impliquant la CPI, ce qui risquerait de paralyser la capacité de la Cour à effectuer son travail. Ces sanctions auraient probablement un impact sur les victimes, les représentants légaux et les organisations de la société civile, qui pourraient subir les conséquences de leur soutien à la justice devant la CPI, ce qui mettrait un terme au travail indispensable pour que les victimes des pires crimes obtiennent réparation.

Les sanctions contre la CPI empêcheront les victimes d'accéder à une justice crédible et indépendante, et elles constituent un affront pour les victimes et les survivants du monde entier. Avec ces sanctions, les États-Unis se livrent au même type d'obstruction que la Fédération de Russie, en représailles

au mandat d'arrêt délivré par la Cour à l'encontre du président russe Vladimir Poutine. Ces mesures comprenaient des mandats d'arrêt contre le procureur et les juges de la CPI, ainsi qu'une loi visant à criminaliser la coopération avec la Cour. Les sanctions sont un outil à utiliser contre les responsables des crimes internationaux les plus graves, et non contre les personnes cherchant à rendre justice.

Nos organisations appellent les États-Unis à cesser tout effort visant à entraver les procédures judiciaires indépendantes de la CPI, notamment par le biais de sanctions, et à s'engager à soutenir l'accès à la justice à toutes les victimes et survivants de crimes internationaux graves, notamment devant la CPI.

Les pays membres de la CPI, les fonctionnaires de la CPI et de l'Assemblée des États parties (AEP), les organisations régionales, les experts de l'ONU et la société civile se sont unis pour défendre la Cour contre les ingérences et les obstructions politisées. Cependant, il reste encore beaucoup à faire pour protéger la Cour et garantir qu'elle puisse poursuivre son travail sans être découragée.

Nos organisations appellent les 125 États membres de la CPI, dans toutes les régions du monde, à :

- condamner publiquement l'utilisation de sanctions visant à discréditer la CPI et à exprimer un engagement fort et inconditionnel en faveur de la CPI et de son mandat mondial indispensable ;
- appeler les États-Unis à cesser tout effort visant à discréditer l'indépendance et le travail essentiel de la Cour, tout en encourageant les États-Unis à adhérer à la CPI et à soutenir pleinement l'accès des victimes à la justice ;

- coopérer pleinement avec la CPI pour soutenir de manière cohérente le travail de la Cour dans toutes les situations où elle intervient, et appeler tous les autres acteurs concernés à faire de même, notamment concernant l'exécution de toutes les décisions et demandes de la Cour, en particulier les mandats d'arrêt en cours, ainsi que l'harmonisation des législations nationales avec le Statut de Rome, la ratification et la mise en œuvre de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale (APIC), et la signature de tous les accords de coopération pertinents avec la CPI (par exemple, sur la protection des témoins et des victimes, la libération des personnes, y compris la libération provisoire, et l'exécution des peines);
- adopter et/ou mettre en œuvre des lois de blocage nationales et régionales, telles que la loi de blocage de l'Union européenne (UE) visant à protéger les opérateurs européens des effets des sanctions extraterritoriales. Les lois de blocage et les instruments similaires peuvent fournir à la Cour et à ses

partenaires une protection essentielle et envoyer un message fort selon lequel les pays membres de la CPI ne toléreront pas les efforts visant à discréditer la Cour;

- adopter toute autre mesure de protection au niveau national, régional ou international, et s'engager auprès des prestataires de services nationaux et régionaux pour s'assurer qu'ils continueront à travailler avec la Cour;

- adopter et mettre en œuvre des mesures et des cadres nationaux pour protéger les personnes coopérant avec la Cour et la soutenant, notamment les organisations de la société civile et les défenseurs des droits de l'homme.

Source. Publié le 27 janvier 2025, par le [Syndicat de la magistrature](#).

Sur le même thème

Monique Chemillier-Gendreau,
«L'occupation du territoire palestinien est frappée d'une triple illégalité», *Adresses*, n° 3, 24 juin 2024.



Campisme et géopolitisation de la société civile africaine

François Polet

Une tendance à la géopolitisation de la société civile africaine existe, qui repose sur cet entrelacs de passif (néo-)colonial non résolu, de sentiment d'aliénation politique et d'affinités électives avec des puissances alternatives.

Deux courriels qui se suivent dans ma boîte de réception, reçus à deux heures d'intervalle il y a quelques jours. Le premier, un communiqué de presse de l'organisation de la société civile nigérienne Alternative Espaces Citoyens, annonce que son secrétaire général, Moussa Tchangari, enlevé l'avant-veille à son domicile à Niamey par des hommes en civil armés, est retenu en garde à vue dans un service de sécurité pour «apologie du terrorisme». Le second, le bulletin d'un *think tank* progressiste - le [Tricontinental Institute](#) - rend compte avec enthousiasme de la «Conférence en solidarité avec les peuples du Sahel» tenue dans la même ville de Niamey deux semaines plus tôt, qui visait à manifester un soutien «panafricain» aux pouvoirs militaires de l'Alliance des États du Sahel (Niger, Burkina, Mali). D'un côté, donc, une junte qui arrête un militant progressiste historique, de l'autre, des militants progressistes qui offrent une tribune à cette même junte.

Car Moussa Tchangari n'est pas n'importe qui au Niger. Figure centrale des grandes mobilisations qui rythment l'histoire politique du pays ces trente dernières années, il a animé les manifestations étudiantes pour la démocratisation dans les années 1990, les mobilisations de masse contre la vie chère la décennie suivante, la contestation populaire des tendances antidémocratiques et antisociales du gouvernement Issoufou dans la décennie 2010. Un engagement qui s'est

soldé par plusieurs séjours en maison d'arrêt, notamment quatre mois en 2018. La radicalité de ses positions contre un pouvoir soutenu par les pays occidentaux l'avait d'ailleurs rendu non fréquentable aux yeux des diplomates européens. D'autant que l'enjeu de la souveraineté du Niger, notamment sur ses ressources minières, était un axe fort de ses combats, bien des années avant l'inflammation du «sentiment antifrçais» dans la région. Enfin Moussa Tchangari était une des dernières voix critiques restées au pays après le coup d'État du 26 juillet 2023 et l'installation du régime «souverainiste» du Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP).

La rareté d'une voix comme celle de Tchangari s'explique bien sûr par la peur qui s'est emparée de la société civile nigérienne, suite à la série d'arrestations de journalistes ayant osé s'écarter du discours officiel, en particulier sur la réalité des succès de la lutte contre les terroristes djihadistes, socle du discours de légitimation des putschistes¹. Mais cette modération s'explique aussi par la complaisance d'une bonne partie des leaders de la société civile nigérienne à l'égard du pouvoir militaire. Comme l'expliquait Azizou Abdoul Garba il y a quelques mois, le Niger offre le spectacle étonnant «d'une société civile qui soutient inconditionnellement la junte militaire. Certains de ses acteurs, connus pour leur engagement en faveur de la démocratie, ont paradoxalement décidé de lui apporter leur soutien en dépit du démantèlement des institutions²».

1. Amnesty International, «Niger : La liberté de la presse en péril avec l'intimidation et l'arrestation de journalistes travaillant sur le conflit», 3 mai 2024.

2. Azizou Garba, «Niger : la société civile contre la démocratie?», Cetri, 28 mars 2024

Les plus motivés avaient constitué en août 2022 le mouvement M62, rassemblement d'une quinzaine d'organisations de la société civile qui avait organisé des manifestations dans le centre de Niamey pour exiger le départ de l'opération militaire française (Barkhane) contre le djihadisme au Sahel. Les principaux animateurs du M62 avaient par la suite mis leur pouvoir de mobilisation au service des putschistes dans le contexte du rapport de force qui s'était installé entre ces derniers d'une part et la France et la CE-DEAO d'autre part, réussissant à rassembler des milliers de Nigériens dans des démonstrations de soutien populaire à la décision des nouvelles autorités d'expulser les soldats français. La contribution des leaders de la société civile à la légitimation du nouveau régime n'a pas seulement pris des formes aussi directes et explicites. Elle s'est faite aussi de manière plus subtile, à travers la reprise des éléments de langage autour de la « refondation » en cours du Niger.

Cette adhésion plus ou moins assumée au nouveau cours autoritaire des choses par des « partenaires » financés depuis des années, voire des décennies, à des fins de promotion de la démocratie, de la bonne gouvernance et des droits humains a dérouter bien des ONG européennes. Le comble de l'incompréhension a sans doute été atteint face à l'attitude du représentant nigérien de la coalition internationale Tournons la page, réseau d'ONG africaines et européennes menant des actions et campagnes contre les tentatives des présidents africains de s'éterniser au pouvoir en manipulant les institutions. Ce même militant qui coordonnait en juin 2022 un rapport sur « l'extinction de l'espace civique » au Niger durant les années Issoufou (2011-2021), au cours desquelles le respect des libertés publiques avait effectivement gravement régressé, est désormais un des chantres les plus bruyants d'un régime dans le cadre duquel « les droits humains sont en chute libre³ ».

Si le positionnement de la société civile nigérienne découle de ses spécificités – sa « faiblesse structurelle » pour paraphraser Abdoul Garba –, il s'inscrit dans une

conjoncture idéologique régionale de dévaluation du modèle démocratique de gouvernement de la société. Ainsi l'enquête menée par Tournons la page et Science Po-CERI auprès d'environ 500 militants associatifs et syndicaux de six pays africains francophones révèle que moins de la moitié des activistes estime que la démocratie est préférable à toute autre forme de gouvernement, tandis que 61 % considèrent qu'un gouvernement efficace est préférable à un gouvernement démocratique. Une « fatigue démocratique » qui se vérifie, quoique dans une moindre mesure, dans les grandes enquêtes couvrant également les pays anglophones du continent. Les déterminants de ce désenchantement sont pluriels et varient d'un pays à l'autre, mais reposent très largement sur l'expérience concrète d'une « démocratie » systématiquement dévoyée par une oligarchie politique corrompue, au détriment de la souveraineté nationale, du développement, de la sécurité⁴.

La France et les pays occidentaux en général apparaissent comme compromis dans ces échecs démocratiques. D'une part, car les modèles institutionnels implantés sur le continent depuis les années 1990 sont de plus en plus considérés comme des produits importés d'Occident, souvent par conditionnalités interposées, qui dysfonctionnent parce qu'ils sont exogènes, incompatibles avec les réalités sociopolitiques locales. D'autre part, car les gouvernements occidentaux ont trop souvent validé les démocraties de façade, dès lors que celles-ci favorisaient leur accès aux ressources naturelles, aux marchés publics ou aux emprises militaires, donnant l'impression d'une poursuite de la présence coloniale par d'autres moyens, en particulier dans les ex-colonies françaises. Sur ces deux plans, Vladimir Poutine apparaît comme une alternative, un contrepoint vierge de compromission néocoloniale, en résistance contre l'hégémonie occidentale, plus fiable sur le plan sécuritaire et respectueux des souverainetés africaines, projetant l'image d'une « conception musculaire du pouvoir et du virilisme politique » en vogue

3. Human Rights Watch, « Niger : Les droits humains en chute libre un an après le coup d'État », communiqué de presse, 25 juillet 2024.

4. Afrobarometer, « Aperçus africains 2024. La démocratie en danger – le point de vue du peuple », 2024 ; Ichamily Foundation, « African Youth Survey », 2024.

dans de larges fractions de la jeunesse africaine⁵.

Une tendance à la géopolitisation de la société civile africaine existe donc, qui repose sur cet entrelacs de passif (néo-)colonial non résolu, de sentiment d'aliénation politique et d'affinités électives avec des puissances alternatives. Elle est parallèlement alimentée par un travail de cadrage (soit de construction et diffusion de narratifs), qui diabolise le rôle de l'Occident en Afrique, par des entrepreneurs d'influence locaux ou externes au service des politiques étrangères de la Russie et de la Chine. Non pas que l'existence de mécanismes néocoloniaux soit une vue de l'esprit, bien entendu⁶, mais ces relais d'influence s'emploient à les caricaturer, voire à les inventer, souvent à grand renfort de théories du complot⁷, tout en euphémisant les facteurs politiques internes de la dépendance et en idéalisant les impérialismes concurrents.

La Conférence en solidarité avec les peuples du Sahel évoquée en début d'article est une déclinaison parmi d'autres de ces dispositifs de propagande. Le fait que l'Assemblée mondiale des peuples compte parmi les promoteurs de l'événement, l'inscrit par ailleurs dans une démarche beaucoup plus large de géopolitisation des sociétés civiles. Cette organisation est effectivement une branche d'une entreprise internationale de mobilisation des organisations populaires du Sud global en faveur des intérêts et de la vision de la politique étrangère chinoise⁸. Contrairement à ce que le titre de cette conférence suggère, et à l'instar d'autres initiatives anti-impérialistes «campistes⁹», ce ne sont justement pas les «peuples» qui importent

5. Jean-François Bayart, «L'Afrique au diapason de Vladimir Poutine ?», *AOC*, 21 septembre 2022.

6. CETRI, *Anticolonialisme(s)*, Paris, Syllepse, collection *Alternatives Sud*, 2023

7. Jean-Pierre Olivier de Sardan, «Le rejet de la France au Sahel : mille et une raisons ?», dans *L'enchevêtrement des crises au Sahel*, Paris, Kartala, 2021.

8. Voir l'article documenté d'Alexander Reid Ross et de Courtney Dobson dans le magazine *New Lines* (18 janvier 2022) sur la nébuleuse d'organisations financées par un milliardaire états-unien prochinois pour (entre autres) disséminer un narratif mettant en doute la réalité des persécutions subies par les Ouïgours.

9. Campisme dont la manifestation la plus criante est la bienveillance à l'égard des «Pinochet arabes», comme



aux organisateurs de l'événement – en l'occurrence le recul de l'insécurité djihadiste et de la pauvreté au Sahel ou la promotion des droits sociaux et politiques – mais bien la survie des régimes ayant rejoint le camp des empires anti-occidentaux.

François Polet est chargé d'études au Cetri. Il a notamment coordonné *Congo (RDC) : reproduction des prédatations*, Syllepse/Alternatives Sud, 2024.

Source. Article publié sur le site du Cetri (Louvain-la-Neuve), le 2 janvier 2025. Le Cetri publie la revue *Alternatives Sud*.

Sur le même thème

Promise Li, «L'Ukraine prisonnière de l'enchevêtrement des impérialismes : pistes pour un internationalisme socialiste» *Adresses*, n° 1, 15 mars 2024.

le ci-devant Bachar el-Assad, dès lors qu'ils manient une rhétorique anti-occidentale.

La résistance de la société ukrainienne à l'invasion

Vitaliy Dudin

Nous sommes en février 2025 et de nombreux Ukrainiens ont oublié à quoi ressemblait leur vie avant l'invasion russe. Le sentiment d'insécurité, les pertes douloureuses et la séparation d'avec les membres de la famille sont des attributs inhérents à la vie de nos citoyens, qu'ils vivent en Ukraine ou même à l'étranger. La longueur de la ligne de front en Ukraine dépasse désormais les 3000 kilomètres. La population de l'Ukraine s'est réduite à environ 30 millions d'habitants. Les autorités font-elles assez pour réduire la menace militaire et préserver un espace de vie ? Telles sont quelques-unes des questions clés qui préoccupent les Ukrainiens et qui définissent leur attitude à l'égard de l'État en pleine guerre. La vie politique s'anime peu à peu, même si la situation autour de nous ne semble pas s'y prêter, avec la poursuite de l'offensive russe dans le Donbass et le risque de bombardements sur toutes les villes.

Face à l'impérialisme le plus agressif de notre époque - l'impérialisme russe - le peuple ukrainien a choisi la voie de la lutte. Notre société a montré un élan d'auto-organisation sans précédent, a pardonné à l'État ses imperfections et la solidarité internationale est devenue tangible. L'Ukraine tient bon, le poutinisme n'a pas atteint ses objectifs mais l'issue semble lointaine.

L'État ukrainien a peu changé depuis, mais le contexte dans lequel il opère a changé. Il n'y a pas de solution facile pour sortir de l'état de guerre. Que devrions-nous faire - mettre fin à la guerre contre l'impérialisme russe ou la poursuivre, tout en devenant dépendants du président américain Donald Trump ?

Bien sûr, les changements dans la situation internationale auront un impact sur la façon dont les transformations au sein de l'Ukraine auront lieu. J'aimerais faire le point sur ce que les trois années de guerre ont

apporté et si la dynamique actuelle ouvre des perspectives pour une politique plus progressiste.

Le capitalisme ukrainien, une usine à problèmes

Rares sont les analystes politiques qui, lorsqu'ils étudient le système politique ukrainien, ne soulèvent pas la question de la légitimité du président Zelensky. Mais la question mérite d'être posée plus profondément : tout le discours dominant fondé sur les valeurs libérales et la confiance en l'Occident est-il en train de perdre sa légitimité ? Il est en train d'échouer. Au début de la guerre, tout semblait plus simple : nous voulions un capitalisme à l'américaine et une intégration dans l'OTAN. Depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, les choses se compliquent et les objectifs précédents sont remis en cause. Le consensus de droite s'effondre progressivement. Les attitudes à l'égard de l'extrême droite ont changé. Les événements récents ont montré la proximité de leurs idées avec les idées conservatrices de l'extrême droite européenne, adepte de Vladimir Poutine.

La plupart des forces politiques ne vont toujours pas au-delà du consensus droite-libéral. Bien sûr, les idées réactionnaires d'ethnonationalisme et d'autoritarisme sont largement représentées en Ukraine, mais heureusement pas autant que le voudrait la propagande de Poutine. Par ailleurs, la revendication de justice sociale des masses est de plus en plus prononcée : les mineurs, les infirmières et les cheminots ukrainiens souffrent tellement des abus des classes dirigeantes que la lutte contre ces abus n'a pas cessé, même au milieu de la guerre. Dans le chaos de la guerre, l'inégalité sociale est encore plus douloureuse qu'auparavant : si

vous êtes riche, vous avez beaucoup plus de chances de sauver votre vie! En même temps, l'incapacité de l'appareil d'État à être au service des gens a été prouvée par des exemples tragiques. Si l'on ne résout pas la question sociale, c'est-à-dire la redistribution des biens et du pouvoir en faveur de la majorité de la population, l'Ukraine est condamnée à se trouver dans une situation extrêmement précaire.

Cependant, la mise en œuvre d'une ligne de conduite de la gauche n'est pas si simple. Nous sommes en fait le seul pays européen où la gauche est absente de la «grande scène» politique en tant que phénomène, et presque toutes les forces politiques jugent nécessaire de proférer la haine de la gauche, en manipulant habilement les traumatismes du passé soviétique.

L'Olympe politique existera encore longtemps sans la gauche, il faut l'accepter. Toutefois, au niveau local, un champ de pratique politique de gauche s'ouvre. J'associe mon optimisme à l'activisme des représentants des régions relativement industrialisées de l'est et du sud de l'Ukraine, proches de la ligne de front actuelle. Pourquoi? Parce que pendant la guerre, ces régions ont connu une transformation significative. Tout d'abord, elles ont bénéficié d'un grand coup de fouet moral, car leurs compétences se sont révélées extrêmement utiles pendant la guerre - à la fois dans la production et, surtout, sur la ligne de front. Deuxièmement, ces villes ont enfin affirmé leur identité nationale face à la terreur impitoyable de la Russie. Troisièmement, de nombreuses personnes (en particulier des femmes) sont parties vers l'Union européenne, et ont fait l'expérience de l'efficacité des politiques de l'État-providence. C'est donc dans cet environnement que les partisans des idées de gauche devront chercher leur base sociale (même si, bien sûr, les oligarques voudront aussi jouer sur le mécontentement des masses).

À mon avis, la principale caractéristique de la société n'est pas tant la lassitude des gens face à la guerre que leur déception face à l'inadaptation du capitalisme ukrainien aux conditions de la guerre. La dépendance de l'élite à l'égard des instruments libéraux l'a empêchée de prendre des décisions qui auraient pu sauver des vies :



- 1) le développement du complexe militaro-industriel a échoué en raison de la dépendance à l'égard des importations d'équipements militaires;
- 2) nous n'avons pas réussi à introduire l'impôt progressif en raison de l'attrait des prêts [occidentaux];
- 3) la fin du contrôle de la protection du travail a entraîné la mort de nombreux et précieux spécialistes;
- 4) l'austérité dans le secteur public a entraîné une détérioration de la qualité du potentiel humain, rendant de plus en plus difficile pour les Ukrainiens d'étudier et d'éduquer leurs enfants, de suivre un traitement médical et de se réadapter;
- 5) les restrictions des droits des travailleurs ont profité aux oligarques, et ont découragé les gens de travailler.

La volonté de maintenir le capitalisme intact nous a coûté cher. Je reste persuadé que l'Ukraine est capable de résister à Poutine, mais à quel prix ? Les rumeurs persistent selon lesquelles l'Ukraine céderait ses richesses naturelles pour continuer à recevoir de l'aide et que ce serait le prix naturel à payer pour ne pas à démanteler le système de capitalisme libéral qui a freiné notre potentiel. Sans parler des problèmes de corruption et de conditions de vie déplorables.

La mobilisation

La question de la mobilisation est devenue l'un des sujets qui divisent le plus la société. Cependant, l'Ukraine n'avait guère d'autre moyen de résister à l'armée russe pendant trois ans et sans être membre de l'OTAN. Au sein de Sotsialnyi Rukh, il y a à la fois des personnes qui sont allées volontairement au front et d'autres qui ont été mobilisées. Toutes méritent un respect sans bornes car elles permettent à notre organisation de remplir sa véritable mission.

C'est difficile à admettre, mais arrêter la mobilisation dans ces conditions, c'est alourdir le fardeau de ceux qui sont déjà mobilisés et qui se sentent le plus mal. Bien sûr, la procédure peut être améliorée : pour prévenir des événements particulièrement honteux, des «groupes d'alerte» devraient être composés de représentants des structures des droits humains qui enregistreraient les violations des droits élémentaires. Cela aurait

peut-être permis de décourager le recours à des méthodes violentes.

Le plus grand problème, cependant, est que la mobilisation du peuple n'est pas accompagnée par des mesures de mobilisation équivalente contre le capital (voire la confiscation des biens des groupes oligarchiques). Le fait que la société ukrainienne ait fait preuve d'une forte unité contre l'idée d'une réserve [exemption] économique («seuls les pauvres se battent») est une victoire évidente, car autrement le désespoir aurait pu être total. Il ne fait aucun doute que l'Ukraine doit rechercher un équilibre entre les besoins de mobilisation et le fonctionnement de l'économie. Il est indéniable qu'un nombre important d'hommes échappent à la mobilisation et viennent grossir les rangs de la population économiquement inactive. Toutefois, il est possible de parvenir à cet équilibre grâce à des outils socialement acceptables : des réserves temporaires pour les hommes qui commencent à travailler après une longue interruption, des réserves pour le personnel clé dans les infrastructures critiques et l'adaptation de la sphère sociale et de l'emploi aux besoins des femmes.

Pourquoi les gens vont-ils au front ? Ce n'est pas seulement par amour abstrait de l'Ukraine (même si, croyez-moi, cette raison suffit à beaucoup). Le fait est que la plupart des Ukrainiens croient en la capacité de l'Ukraine à changer. C'est ce qui nous différencie des pays voisins comme la Russie et le Bélarus, où toutes les décisions dépendent depuis longtemps de la volonté d'une personne en place. De nombreux Ukrainiens rêvent de voir l'État lutter contre la concentration excessive des richesses, où l'économie commencera à fournir aux Ukrainiens tout ce dont ils ont besoin pour une vie prospère et où les conditions de travail seront influencées par les organisations syndicales pour rendre les gens heureux. Nous régnerons alors véritablement sur notre pays, nous n'aurons plus peur des ennemis extérieurs et nous cesserons de les chercher à l'intérieur.

Lutte sociale : qui défend les travailleurs ?

Pendant la guerre, la gauche ukrainienne et Sotsialnyi Rukh, ont été contraints de se réinventer dans de nouvelles conditions. Nos

militants combattent l'occupant les armes à la main, répondent bénévolement aux besoins humanitaires et militaires, fournissent une assistance juridique aux travailleurs des infrastructures critiques touchés par les agresseurs russes et apportent un soutien psychologique aux groupes affectés par la guerre. Nous sommes des membres à part entière de la société civile, même si nous sommes porteurs de valeurs particulières : nous croyons à la démocratie socialiste, à la solidarité internationale et à la primauté de la dignité humaine. Et notre position claire contre les politiques néolibérales n'a jamais été aussi pertinente.

Dans le contexte actuel d'aggravation de la crise, le gouvernement cherche un moyen facile de stabiliser l'économie aux dépens des citoyens : en introduisant un système de retraite par capitalisation, en adoptant un nouveau Code du travail pour remplacer celui de 1971 et en privatisant les banques ou les chemins de fer appartenant à l'État. Aucune de ces réformes n'est nouvelle - tous les gouvernements ukrainiens ont voulu les mettre en œuvre depuis la crise financière de 2008. La survie du mouvement syndical organisé dépend de la capacité des syndicats ukrainiens à trouver la force de s'unir et de lutter contre ces réformes exorbitantes. Bien sûr, les syndicats ukrainiens sont depuis longtemps un instrument de lutte collective, mais pendant l'invasion, ils sont devenus plus conscients de leur responsabilité envers les travailleurs, car ils restent la voix la plus forte des intérêts des travailleurs.

Malgré l'interdiction officielle des rassemblements, des manifestations de rue contre les fermetures d'hôpitaux et des fusions d'universités ont lieu en Ukraine. Car rien ne nous fera accepter les mauvaises conditions de vie. Dans la plupart des cas, l'optimisation du secteur public est réalisée d'une manière qui arrange les fonctionnaires, et non pour améliorer la qualité du service ou pour dégager des fonds pour la victoire. Par ailleurs, les Ukrainiens contestent de plus en plus les violations de leurs droits du travail devant les tribunaux, et chaque succès dans ces affaires est la victoire du peuple qui lui donne la force pour aller de l'avant et de remporter une grande victoire pour l'Ukraine.

Je veux croire qu'à l'avenir la classe ouvrière jouera un rôle beaucoup plus

important dans la vie du pays. Si elle a joué un rôle si important dans le maintien de la ligne de front et de la stabilité économique, serait-il démocratique de la priver de sa voix dans la sphère politique ? L'absence de forces politiques de gauche est le plus grand problème de la démocratie ukrainienne. Mais malgré toutes les pertes et la privation de droits actuelle, la classe ouvrière a une chance de devenir forte à long terme.

Des élections qui bousculent la démocratie

L'Ukraine est aujourd'hui confrontée à un choix difficile : comment préserver notre dignité et protéger notre démocratie ? Nous pouvons tous constater que la société se politise à grande échelle et cherche des idées pour changer le pays. Quelle sera la solution aux contradictions accumulées ? En dehors d'une révolution (dont la perspective n'est jamais à exclure en Ukraine), la seule option est l'organisation d'élections. Cependant, l'ensemble de la société est convaincue que la tenue d'élections pendant la guerre pourrait être l'une des épreuves les plus difficiles pour notre démocratie.

De nombreuses questions angoissantes se posent. Comment les élections peuvent-elles se dérouler en toute sécurité ? Les forces prorusses ne gagneront-elles pas ? Si les élections ont lieu, changeront-elles le paysage idéologique ?

Je pense que nous ne devons pas céder à la peur panique. Nous devons réfléchir davantage aux dommages qui seront causés si les élections ont lieu demain et qu'elles se déroulent sans notre influence. Nous, la gauche ukrainienne, devons enfin donner aux travailleurs ukrainiens le droit de choisir. Si nous ratons les prochaines élections parce que nous ne sommes pas prêts, rien ne dit que l'histoire nous donnera une nouvelle chance de faire nos preuves. Malheureusement, la guerre nous a rappelé que le temps est limité et que nous ne sommes pas éternels. Si nous ne saisissons pas cette chance, nous serons condamnés à continuer à tourner en rond dans la lutte contre les conséquences du capitalisme à l'agonie - réduction des droits du travail, fermeture d'hôpitaux, etc.

Tout d'abord, je voudrais commenter les craintes qui existent d'une vengeance



prorusse. Comment la Russie peut-elle espérer un quelconque succès alors qu'elle a causé des dommages irréparables à l'Ukraine et qu'elle s'est dressée elle-même contre les habitants des régions russophones qui lui sont proches? Par ailleurs, l'Ukraine a déjà neutralisé les forces prorusses, notamment en interdisant les partis susceptibles d'avoir des liens avec la Russie.

Les prochaines élections ne seront manifestement pas l'occasion d'une revanche prorusse. Celle-ci pourrait survenir bien plus tard, si de plus en plus de personnes sont déçues par la démocratie ukrainienne et sa capacité à traiter les questions urgentes. Le plus grand danger est d'affronter seul ses propres problèmes et de s'y noyer. Lorsque l'agression de Poutine ne sera plus une excuse et que l'aide des partenaires internationaux disparaîtra. En d'autres termes, je pense que nous devons réfléchir ensemble à la manière de rendre notre démocratie durable, et que personne ne puisse la démanteler.

Je voudrais vous rappeler que les élections dans la République populaire d'Ukraine il y a plus d'un siècle n'ont pas pu empêcher l'effondrement de l'État ukrainien, bien qu'elles n'aient pas été une victoire pour les forces russes. Je pense que l'Ukraine est beaucoup plus forte aujourd'hui.

Malgré la perspective des élections, nous devrions réfléchir à la manière d'adapter le régime juridique de la loi martiale aux besoins de la démocratie ukrainienne (et non l'inverse). D'autant plus que la guerre va durer longtemps. Nous devons lever les restrictions sur le droit de grève et de manifestation, et étendre les formes de contrôle public! Car dans le contexte ukrainien, la démocratie n'empêche pas les victoires militaires. En revanche, sa disparition provoque la panique, la peur et la méfiance. Au cours des trois dernières années, nous avons eu beaucoup de preuves de la première proposition et, malheureusement, de la seconde.

Solidarité mondiale et reconstruction

En conclusion, on ne saurait trop insister sur le fait que la question ukrainienne est une question mondiale. Je suis sincèrement convaincu que cette guerre montrera la capacité du monde à s'unir contre la barbarie. Les camarades des mouvements de gauche du monde entier ont encore une chance d'empêcher la plus grande catastrophe du 21^e siècle – la défaite de l'Ukraine dans la guerre contre l'opresseur impérialiste russe. Le succès des Ukrainiens servira d'exemple aux autres nations du monde qui osent aller à l'encontre des plans de l'envahisseur.

Je tiens à exprimer une fois de plus mon mépris pour ceux qui, depuis la pseudo-gauche, ont oublié l'essence de la véritable solidarité et cherchent n'importe quelle excuse pour refuser à l'Ukraine le droit de se défendre. Dans leurs analyses géopolitiques, ils ignorent le peuple ukrainien, qui est la clé de la résistance et de la prévention des réformes néfastes.

Enfin, je voudrais dire quelques mots sur la reconstruction. Malheureusement, les mots «reconstruction juste» perdent leur sens, tout comme les mots «paix juste». Nous devons donner un sens réel à ce concept.

Pour moi, la paix et la reconstruction seront justes dans les conditions suivantes :

1) Garantir l'indépendance

L'annulation de la dette extérieure de l'Ukraine est une condition préalable. L'économie doit être socialisée : les entreprises stratégiques doivent être détenues par l'État sous la direction de collectifs de travailleurs. L'accent doit être mis sur le développement de l'énergie verte et de l'industrie afin que nous puissions produire des biens technologiques chez nous et ne pas dépendre des maîtres étrangers. Les sociétés transnationales devraient adhérer à des normes sociales qui ne soient pas pires que celles de leur pays d'origine. Les ressources naturelles et la main-d'œuvre ukrainiennes doivent alimenter notre économie, et non assurer la prospérité de quelqu'un à l'étranger. Une perspective stratégique consisterait à conclure des alliances de défense avec les pays qui se sentent menacés par la Russie (notamment la Pologne, les États baltes et la Scandinavie). L'ensemble de la population devrait suivre une formation militaire et l'État devrait créer des garanties sociales appropriées à cet effet (maintien du salaire moyen pendant la formation). Dans ces conditions, l'Ukraine pourra surmonter sa position périphérique et mettre son indépendance au service des intérêts de la population.

2) Le pouvoir des travailleurs

La population active de l'Ukraine a payé un lourd tribut à l'indépendance et elle mérite donc le pouvoir. Les travailleurs doivent avoir une influence sur l'état des choses en Ukraine, en particulier à travers les partis ouvriers de gauche. Les lois ne devraient pas être adoptées sans l'accord des syndicats. Les travailleurs doivent être représentés dans la gestion des entreprises afin de garantir une répartition équitable des résultats de l'activité économique. Tous les accords d'investissement doivent être soumis à des audits syndicaux pour s'assurer qu'ils vont dans l'intérêt à long terme de la classe ouvrière et qu'ils favorisent l'emploi productif. Un ministère du travail devrait être créé pour veiller à ce que les intérêts des travailleurs soient pris en compte de manière optimale, pour déterminer la charge de travail la meilleure et pour coordonner les inspections du travail

et les services de l'emploi, avec une direction nommée par les syndicats. C'est la seule façon de restaurer la confiance des travailleurs dans l'État et de promouvoir l'inclusion des citoyens dans la politique.

3) Une politique sociale pour tous

Égaliser les salaires entre les femmes et les hommes en établissant des salaires minimums fixes pour les secteurs les plus féminisés - éducation, santé et soins (ces salaires ne devraient pas être inférieurs à la moyenne nationale). Les appels d'offres pour la reconstruction devraient inclure des clauses sociales - le gagnant devrait être le candidat qui offre les meilleures conditions de travail et garantit la participation des employés à la gestion. L'accent doit être mis sur le soutien des programmes d'emploi par le biais de projets de construction d'infrastructures à grande échelle (y compris d'infrastructures sociales). Le syndicat peut obliger le propriétaire à augmenter les effectifs si la charge de travail maximale est dépassée. Les mères, les vétérans de guerre et les personnes handicapées devraient avoir un droit prioritaire à l'emploi. Il doit devenir économiquement non rentable de maintenir des normes sociales trop peu élevées !

Tous ces changements ne couvrent certainement pas tout ce dont l'Ukraine a besoin. Mais ils peuvent contribuer à ouvrir la voie à une politique plus inclusive, pluraliste et démocratique.

Je voudrais également exprimer ma gratitude à tous nos amis internationaux qui ont fait leurs nos difficultés et nos triomphes, qui ont collecté des fonds et envoyé des fournitures précieuses à l'Ukraine, qui ont fait circuler de vraies informations malgré la crainte de faire l'objet de fausses accusations dans leur propre pays. Ensemble, nous avons déjà réalisé l'impossible : l'Ukraine a résisté et son avenir sera sans aucun doute beaucoup plus lié à celui du monde entier.

Vitaliy Dudin est avocat du travail, membre de l'organisation socialiste Sotsialnyi Rukh.

Source. Article publié dans *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 36, 24 février 2025.

Voir également Vitaliy Dudin, «Sept conclusions pour un 24 février», *Adresses*, n° 1, 15 mars 2024.

Haiti, notre dette

Frédéric Thomas

On vous a arrachés à vos terres et à vos familles. Enlevés de la Côte d'Or, du Dahomey, du pays des Aradas. Parqués à fond de cale, vous n'aviez rien, vous n'étiez rien.

On vous a jetés, couverts de chaînes, à des milliers de kilomètres de là sur un territoire qui vous était étranger.

Vous mouriez sous les coups, sous la faim, de maladie ou de désespoir. Vous étiez Aradas, Bambaras, Mandingues, Nagos, Congos, Ibos.

On vous brassait, on vous mêlait. On séparait les couples, les fratries, les parents des enfants, pour vous isoler davantage encore, faire en sorte que vous ne puissiez vous lier, vous entendre, vous accorder.

Biens meubles épars et cassés, débris de corps meurtris que seul le maître avait les moyens et le droit d'assembler pour vous faire travailler, pour tirer de vous le maximum de profit en un minimum de temps.

Forcés, vous l'étiez jour et nuit; échangés avec pour tout solde l'effroi. Votre espérance de vie ne durait que quelques années.

À vrai dire, vous n'aviez ni vie ni espérance. Des zombies. Que valiez-vous, dérisoires secrets de l'accumulation marchande? Bientôt, vous seriez morts. Effacés et remplacés par d'autres qui viendraient aussi de là-bas. Et ainsi de suite.

Qui vous aurait pensés capables de ça? Qui eût cru cela possible? Mais, vous vous êtes soulevés. Vous parliez de liberté, d'égalité, de fraternité dans des langues africaines et en créole, chantiez en français, dit-on, les hymnes révolutionnaires. Vous avez battu la plus puissante armée du monde et vous vous êtes libérés. C'était vous, en réalité, qui, en vous soulevant, votiez alors la liberté du monde.

Le temps est passé, mais votre promesse demeure. Je vous dois une part de mon confort, de mes droits et de mes armes.

Et moi, contrairement à la France, je paie mes dettes.

Frédéric Thomas est chargé d'étude au Cetri (Louvain-la-Neuve). Il a coordonné plusieurs numéros d'*Alternatives Sud* et a publié *L'échec humanitaire: le cas haïtien*, Mons, Couleur livres, 2012.

Source. «Introduction» à *Haiti, notre dette*, Paris, Syllepse, 2025.



Menaces sur une Syrie démocratique et progressiste

Joseph Daher

Les classes populaires syriennes doivent s'organiser pour satisfaire les aspirations initiales de la révolution syrienne

Peut-on reproduire en Syrie le modèle du coup d'État égyptien ? L'ancien régime et ce qu'il en reste sont-ils la principale menace pour la Syrie ? Ou est-ce que la principale menace aujourd'hui est que HTC et les forces régionales et internationales qui le soutiennent cherchent à imposer un nouveau type de régime autoritaire ? Dans cet article fouillé, Joseph Daher répond à ces questions en analysant d'abord la menace que représentent les vestiges de l'ancien régime, puis la manière dont le HTC cherche à asseoir son pouvoir sur la nouvelle Syrie.

La chute du régime de Bachar el-Assad s'inscrit dans la continuité des processus révolutionnaires qui ont débuté au Moyen-Orient et en Afrique du Nord en 2011. Le renversement du régime de la famille Assad au pouvoir depuis 1970 est le produit de toutes les luttes qui ont été menées depuis le soulèvement populaire de mars 2011. L'offensive militaire conduite par les groupes d'opposition armés, qui a débuté en novembre 2024, lui a porté le coup de grâce quelques semaines plus tard, en décembre.

De nombreuses questions se posent quant à l'avenir de la Syrie, et notamment au sujet des principales menaces qui pèsent sur la mise en place d'une société démocratique. Certains commentateurs, intellectuels et activistes libéraux et démocrates se sont focalisés sur les « *feloul* », c'est-à-dire les résidus [et les nostalgiques] de l'ancien régime, en particulier les secteurs de la sécurité et de l'armée, comme étant la principale menace actuelle pour le pays. Sur les réseaux sociaux, il est souvent fait mention d'un scénario égyptien, celui du coup d'État mené par Sisi contre le président Morsi, qui faisait

partie de la confrérie des Frères musulmans, en juillet 2013.

D'un autre côté, une partie des commentateurs et des démocrates est relativement peu critique, voire pas du tout, à l'égard de ce gouvernement dirigé par les HTC. Ils saluent généralement la façon dont le groupe salafiste conduit la transition.

Cet article se propose d'étudier les principales menaces qui pèsent sur l'avenir démocratique de la Syrie, autrement dit pour la justice sociale et l'égalité de tous et toutes dans le pays. En premier lieu, il analysera la menace représentée par les résidus de l'ancien régime, puis il examinera la politique du HTC en vue de consolider son pouvoir sur la nouvelle Syrie.

Quelle était la nature du régime Assad ?

Tout d'abord, il est important d'analyser la nature de l'ancien régime. La famille Assad avait établi un régime despotique et patrimonial en Syrie. Ce régime despotique et patrimonial était un système de pouvoir autocratique et héréditaire absolu qui reposait sur l'appropriation de l'État par un petit groupe d'individus liés par des liens familiaux, tribaux, communautaires et clientélistes, dont le symbole était le palais présidentiel occupé par Bachar al-Assad et sa famille. Les forces armées étaient dominées par une garde prétorienne (force dont l'allégeance va aux dirigeants et non à l'État) incarnée par la quatrième brigade commandée par Maher al-Assad, tout comme les ressources économiques et les organes moteurs de l'administration. Le régime syrien a instauré un capitalisme de copinage dominé par un petit groupe d'hommes d'affaires totalement dépendants du palais présidentiel

(Bachar al-Assad, Asma al-Assad et Maher al-Assad), qui ont profité de la position dominante garantie par ce dernier pour amasser des fortunes considérables. La nature rentière de l'économie a également renforcé la nature patrimoniale de l'État. En d'autres termes, les centres de pouvoir (politique, militaire et économique) au sein du régime syrien étaient concentrés au sein d'une famille et de sa clique, les Assad, à l'instar de ce qu'il en était en Libye sous Mouammar Kadhafi, en Irak sous Saddam Hussein ou dans les monarchies du Golfe. Cela a poussé le régime à utiliser toute la gamme des ressources violentes à sa disposition pour protéger son pouvoir.

La mise en place de ce système patrimonial moderne a commencé sous la direction d'Hafez al-Assad, après son arrivée au pouvoir en 1970. Il a patiemment construit un État dans lequel il pouvait asseoir son pouvoir par divers moyens tels que le communautarisme confessionnel, le régionalisme, le tribalisme et le clientélisme, qui étaient gérés au moyen de réseaux informels de pouvoir et de parrainage. Cette politique s'est accompagnée d'une répression brutale de toute forme de dissidence. Ces outils ont permis au régime d'intégrer, de renforcer ou d'affaiblir des groupes appartenant à des ethnies et à des communautés religieuses diverses. Cela s'est traduit au niveau local par la collaboration de différents éléments inféodés au régime, notamment des fonctionnaires de l'État ou du Ba'ath, des agents des services de renseignement et des membres influents de communautés locales (religieuses, représentants de tribus, hommes d'affaires, etc.) qui en assuraient la direction. Hafez al-Assad a également ouvert la voie à la libéralisation de l'économie, en opposition aux politiques radicalement étatiques des années soixante.

L'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad en 2000 a considérablement renforcé la nature patrimoniale de l'État, avec un poids croissant des «capitalistes de connivence». Le renforcement des politiques néolibérales du régime a conduit à un glissement croissant de sa base sociale, constituée à l'origine de paysans, de fonctionnaires et de quelques franges de la bourgeoisie, vers une sorte de coalition au cœur de laquelle se trouvent les «capitalistes de connivence» – l'alliance de courtiers politiques en quête de rente

(menée par la famille de la mère d'Assad, les Makhlof) et la bourgeoisie qui soutient le régime et les classes moyennes supérieures. Ce glissement s'est accompagné de l'affaiblissement des organisations corporatistes traditionnelles de travailleurs et de paysans et des réseaux qu'elles entretenaient, ainsi que de la cooptation à leur place de représentants des milieux d'affaires et de la classe moyenne supérieure. Toutefois, cela n'a pas permis de contrebalancer ou de compenser son ancienne source de soutien. Plus généralement, la nature patrimoniale renforcée de l'État et l'affaiblissement de l'appareil du parti Ba'ath et des organisations corporatistes ont rendu les liens clientélistes, tribaux et sectaires d'autant plus importants, ce qui s'est reflété dans la société.

Après le soulèvement de 2011, la répression et la politique du régime se sont largement appuyées sur sa principale assise, ancienne et nouvelle : les capitalistes de copinage, les services de sécurité et les grandes institutions religieuses liées à l'État. Dans le même temps, il a mis à profit ses réseaux en faisant jouer les liens sectaires, clientélistes et tribaux pour obtenir un soutien populaire. Au cours de la guerre, l'accentuation de la dimension communautaire et clientéliste alaouite du régime lui a permis d'éviter des désertions importantes, tandis que les liens clientélistes ont été essentiels pour attacher au régime les intérêts de groupes sociaux disparates.

L'assise populaire du régime a mis en évidence la nature de l'État et la manière dont l'élite au pouvoir était liée au reste de la société, ou plus précisément ici à sa base populaire, par un mélange de formes modernes et archaïques de relations sociales, et non dans le cadre d'une société civile étendue et structurée. Le régime ne pouvait s'appuyer que sur des pouvoirs coercitifs, ce qui impliquait des opérations de répression et l'instauration de la peur, mais pas seulement. Le régime a également pu compter sur la passivité, ou du moins l'opposition non-active, d'une grande partie des agents de l'administration urbaine et plus généralement des couches moyennes dans les deux principales villes de Damas et d'Alep, bien que leurs banlieues aient souvent été des foyers de révolte. Cela participait de l'hégémonie passive imposée par le régime.

De plus, cette situation a démontré que la base populaire du régime ne se limitait pas aux secteurs et groupes issus des populations alaouites et/ou des minorités religieuses, bien qu'ils soient prédominants, mais incluait des personnalités et des groupes de diverses communautés religieuses et ethniques qui apportaient leur soutien au régime. Plus généralement, de larges secteurs de la base populaire du régime, mobilisés au travers de leurs liens sectaires, tribaux et clientélistes, agissaient de plus en plus en tant qu'agents de la répression exercée par le régime.

Cette capacité de résilience a eu un prix, en plus d'accroître considérablement la dépendance du régime à l'égard d'États et d'acteurs étrangers. Les caractéristiques et les tendances anciennes ont été amplifiées. Un petit groupe de « capitalistes de connivence » a considérablement renforcé son pouvoir, alors que de larges secteurs de la bourgeoisie syrienne avaient quitté le pays en retirant massivement leur soutien politique et financier au régime. Cette situation a contraint le régime à adopter un comportement de plus en plus prédateur en aspirant les ressources qui lui étaient de plus en plus indispensables sur les milieux d'affaires restés dans le pays. Dans le même temps, les caractéristiques clientélistes, sectaires et tribales du régime ont été renforcées. L'identité sectaire alaouite du régime a été renforcée, en particulier dans les institutions clés telles que l'armée et, dans une moindre mesure, dans les administrations de l'État. Dans le même temps, les frustrations de la population alaouite se sont accrues ces dernières années en raison de l'appauvrissement continu de la société et des exactions des milices du régime à leur encontre.

Plus globalement, on comprend ainsi que le fait de considérer le régime comme uniquement alaouite, malgré l'alaoutisation de certaines institutions, notamment de son appareil répressif armé, ne permet pas de saisir sa dynamique et son mode de domination. En outre, le régime ne sert pas les intérêts politiques et socio-économiques de la population alaouite dans son ensemble, bien au contraire. Les morts de plus en plus nombreux dans l'armée et les diverses milices étaient en bonne partie des Alaouites ; l'insécurité et les difficultés économiques croissantes ont en fait créé des tensions et

attisé l'animosité des populations alaouites à l'égard des responsables du régime.

« Considérer le régime comme purement alaouite, malgré l'alaoutisation de certaines institutions, en particulier de son appareil répressif armé, ne permet pas de saisir la dynamique du pouvoir et le système en place. »

La chute du régime a démontré sa faiblesse structurelle, à la fois militaire, économique et politique. Il s'est effondré comme un château de cartes. Cela n'est guère surprenant, car il semblait évident que les soldats n'allaient pas se battre pour le régime d'Assad au vu de la médiocrité de leurs salaires et des conditions qui leur étaient faites. Ils ont préféré fuir ou simplement ne pas se battre plutôt que de défendre un régime pour lequel ils n'ont que très peu de sympathie, notamment parce que beaucoup d'entre eux ont été enrôlés de force.

La dépendance du régime à l'égard de ses alliés étrangers est devenue cruciale pour sa survie, démontrant ainsi sa faiblesse. La Russie, le principal parrain international d'Assad, a détourné ses forces et ses ressources vers sa guerre impérialiste contre l'Ukraine. En conséquence, son engagement en Syrie a été nettement plus limité que lors d'opérations militaires comparables au cours des années précédentes. Ses deux autres principaux alliés, le Hezbollah libanais et l'Iran, ont été considérablement affaiblis par Israël depuis le 7 octobre 2023. Tel-Aviv a procédé à l'assassinat des dirigeants du Hezbollah, dont Hassan Nasrallah, a décimé ses cadres par ses attaques aux bipeurs et a pilonné ses positions au Liban. Le Hezbollah est sans aucun doute confronté à son plus grand défi depuis sa création. Israël a également lancé des vagues de frappes contre l'Iran, révélant ainsi ses faiblesses. Il a également intensifié les bombardements des positions de l'Iran et du Hezbollah en Syrie au cours des derniers mois.

Ses principaux soutiens étant ainsi accaparés et affaiblis, la dictature d'Assad se trouvait dans une position vulnérable. En raison de toutes ses faiblesses structurelles,

du manque de soutien de la population, du manque de fiabilité de ses propres troupes et de l'absence de soutien international et régional, elle s'est avérée incapable de résister à l'avancée des forces rebelles, et ville après ville, son pouvoir s'est effondré comme un château de cartes.

Dans ce contexte, nous pouvons affirmer que le Palais présidentiel est politiquement mort. La famille d'Assad a quitté le pays, la quatrième brigade dirigée par Maher al-Assad n'existe plus en tant qu'unité militaire organisée et ce qui restait de ses principaux réseaux de pouvoir, que ce soient les copains-capitalistes, les chefs religieux ou chefs tribaux, etc. sont devenus inutiles et réduits à un petit nombre d'individus dépourvus de tout pouvoir. Entre-temps, certains chefs de tribus, leaders religieux et représentants des chambres économiques viennent de se rallier aux nouvelles autorités en place, comme en témoigne le fait qu'ils ont adopté le nouveau drapeau syrien.

Retour de l'ancien régime ?

Dans cette optique, le modèle du coup d'État égyptien est-il applicable en Syrie ? L'ancien régime et ses vestiges constituent-ils la principale menace pour la Syrie ? Je pense qu'il s'agit d'une analyse qui pose problème. Il y a deux raisons principales qui sont liées : la différence de nature du régime ainsi que le fait qu'une menace ne peut pas être réduite à des individus mais qu'elle est plutôt le fait de structures de pouvoir.

Contrairement à ce qui se passe en Syrie, la chute du dictateur Hosni Moubarak n'a pas signifié la fin du régime égyptien. Dans le cas de l'Égypte, le système politique ressemblait davantage à une forme de néo-patrimonialisme. Le népotisme et le copinage y étaient présents à travers la famille Moubarak et le sont encore aujourd'hui dans le gouvernement dirigé par Sisi. En d'autres termes, il s'agit d'un système républicain autoritaire institutionnalisé avec un degré plus ou moins élevé d'autonomie de l'État par rapport aux dirigeants qui sont susceptibles d'être remplacés. En effet, dans l'État égyptien, les forces armées constituent l'institution centrale du pouvoir politique. Aucune famille ne possède l'État au point d'en faire ce que ses membres désirent, comme ce fut le cas dans le régime syrien de la famille Assad. C'est le

haut commandement militaire qui domine collégialement l'État égyptien. Cela explique pourquoi les militaires ont fini par se débarrasser de Moubarak et de son entourage pour sauvegarder le régime en 2011. Gamal Moubarak et ses acolytes ont été évincés de la coalition au pouvoir et les réseaux de l'ancien parti dirigeant, le Parti national démocratique, de même que le pouvoir du ministère de l'Intérieur, ont été ébranlés en conséquence.

Pareillement, même avec l'arrivée au pouvoir des Frères musulmans lors de l'élection de Morsi à la présidence en 2012 cela ne signifiait pas la fin du régime égyptien dirigé par le haut commandement militaire. De plus, Morsi et la confrérie ont d'abord tenté de former une alliance directement avec l'armée dès les premiers jours du soulèvement en 2011, conscients qu'ils étaient de son poids politique et de son rôle répressif depuis des décennies. Dès les premiers jours de la révolution, la confrérie a agi comme un rempart contre les critiques et les protestations à l'égard de l'armée jusqu'au renversement de Morsi en juillet 2013. Avant cette date, ils ont dénoncé ceux qui manifestaient contre l'armée en les qualifiant de contre-révolutionnaires et de séditeux. La constitution de décembre 2012 soutenue par les Frères musulmans maintenait le budget de l'armée à l'abri du contrôle parlementaire et garantissait le pouvoir des forces armées. Morsi et les Frères musulmans se sont opposés aux mobilisations populaires et ouvrières en Égypte, les ont même réprimées et ont défendu l'armée. En effet, Morsi a nommé Sisi à la tête de l'armée en toute connaissance du fait qu'il avait fait emprisonner et torturer des protestataires.

Malgré tous les efforts de collaboration déployés par la Confrérie, l'armée a renversé Morsi et a réprimé massivement le mouvement des Frères musulmans et toutes les formes d'opposition, militante de gauche et démocrates inclus.es. En fin de compte, l'armée et la Confrérie représentaient des ailes différentes de la classe capitaliste, avec des soutiens régionaux différents, qui ne pouvaient pas trouver de solution de conciliation. L'armée, bien plus puissante, a finalement décidé de mettre en place son pouvoir dictatorial direct, au détriment de tout le monde en Égypte. Sisi a mis en place le régime le

plus répressif que l'Égypte ait connu depuis des décennies, un régime néolibéral dictatorial qui a mis en œuvre de la manière la plus brutale l'ensemble des recommandations d'austérité du FMI, entraînant un appauvrissement massif et une inflation galopante.

Dans ce contexte, à aucun moment et jusqu'à aujourd'hui, le cœur du pouvoir en Égypte n'a été évincé, bien au contraire. Dans le cas de la Syrie, comme expliqué auparavant, les structures de pouvoir liées au Palais présidentiel n'existent plus et les comparaisons avec le scénario égyptien ne sont donc pas pertinentes.

Cela dit, des individus de l'ancien régime, en particulier des milices, des services de sécurité et de la quatrième brigade, peuvent représenter une menace pour la stabilité de la Syrie. Ils ont intérêt à alimenter les conflits à caractère communautaire, en particulier dans les régions côtières où ils sont principalement basés depuis la chute du régime d'Assad, et dans une moindre mesure à Homs. C'est ce qu'ont montré les attaques menées contre les forces du HTC près de la ville côtière de Tartous, qui ont fait 14 morts et 10 blessés le 25 décembre. En réponse, les forces du HTC ont lancé des opérations « à la poursuite des restes des milices d'Assad ». De même, l'Iran a également intérêt à créer de l'instabilité en jouant sur les tensions communautaro-confessionnelles par le recours à des individus liés à ses réseaux dans le pays.

« Les anciens collaborateurs du régime, en particulier ceux des milices, des services de sécurité et de la quatrième brigade, peuvent représenter une menace pour la stabilité de la Syrie. Ils ont tout intérêt à entretenir les poussées sectaires, en particulier dans les zones côtières, où ils sont largement implantés depuis la chute du régime Assad, et dans une moindre mesure à Homs ».

Certains des éléments liés à l'ancien régime étaient également impliqués dans les dernières mobilisations à Homs et dans les régions côtières qui ont fait suite à la diffusion sur les réseaux sociaux d'une vidéo



montrant le saccage d'un sanctuaire alaouite à Alep, survenue quelques semaines avant. Pour autant, il ne faudrait pas en conclure que ces manifestations ne sont rien d'autres que des manipulations organisées de l'extérieur par l'Iran ou par des éléments de l'ancien régime ; il existe en effet des craintes au sein de la population alaouite à l'égard du nouveau pouvoir, le HTC, en lien avec des appels à la vengeance qui suivit la chute du régime.

Voilà pourquoi il faut être attentif à l'augmentation des incidents, jusqu'à présent isolés ou en tout cas sans caractère généralisé, de nature sectaire qu'on observe depuis la chute du régime, et en particulier aux exécutions et aux assassinats perpétrés dans une dynamique de vengeance. Cela a été le cas contre des individus qui ont été impliqués dans des crimes sous l'ancien régime, dans lesquels se mêlent souvent des motivations de vengeance à la fois politiques et sectaires, en particulier contre les Alaouites. Les crimes du régime Assad ont déchiré la société syrienne, laissant derrière eux un héritage d'atrocités et de souffrances généralisées. Dans ce contexte, il est nécessaire de mettre en place une action coordonnée pour répondre aux besoins immédiats des victimes et d'établir des mécanismes de justice transitionnelle globale et à long terme. Il est essentiel de s'attaquer aux séquelles de la brutalité systémique du régime Assad pour tracer la voie d'une paix durable. La justice transitionnelle peut jouer un rôle crucial dans la prévention des actes de vengeance et de l'aggravation des tensions intercommunautaires.

En plus d'un processus encourageant la justice transitionnelle et la punition de tous les individus impliqués dans des crimes de guerre, qu'ils appartiennent à l'ancien régime ou à des groupes armés de l'opposition, seul un nouveau cycle politique permettant une large participation par en bas des classes populaires pour débattre et décider des questions démocratiques et sociales les plus diverses peut restaurer la stabilité à longue échéance.

Les éléments résiduels de l'ancien régime, en particulier les services de sécurité et l'armée, constituent sans aucun doute une menace pour la stabilité de la Syrie à court terme, comme nous l'avons mentionné plus

haut. Ils doivent être arrêtés et jugés pour leurs crimes.

Cependant, et sans sous-estimer les menaces que représentent ces groupes d'individus, ils ne constituent pas une menace au sens où ils pourraient revenir au pouvoir et réimposer une dictature. Ils n'ont pas les moyens politiques, militaires et économiques d'atteindre un tel objectif. Il est important de comprendre la nature du régime d'Assad et la différence avec le cas égyptien. Alors que l'ancien régime syrien est structurellement mort, comme en témoigne la disparition du Palais présidentiel et de ses réseaux, en Égypte, les centres de pouvoir au sein du haut commandement militaire sont restés au pouvoir en dépit de la chute de Moubarak en 2011 et de la présence de Morsi à la présidence entre juillet 2012 et juillet 2013.

La compréhension de ces différentes dynamiques est également importante pour contrer les accusations d'être des « *feloul* » lancées par certains commentateurs et médias proches du nouveau pouvoir, le HTC, à l'encontre de tous ceux qui le critiquent ou manifestent contre lui. Cela permet de discréditer les individus et les groupes ainsi que leurs revendications politiques. De même, il y a quelques semaines, la manifestation en faveur d'un État démocratique et laïque de Damas a fait l'objet de telles accusations, car plusieurs personnes ont été présentées, parfois à tort, comme des partisans de l'ancien régime. Au-delà de la présence de quelques individus susceptibles d'être des partisans de l'ancien régime parmi des milliers et des milliers de manifestant·es, l'objectif réel était de jeter le discrédit sur la manifestation et les revendications qui s'y rattachaient. De plus, il y a une volonté de présenter des sujets tels que la laïcité et le socialisme comme étant associés à l'ancien régime et/ou à une importation occidentale afin de les discréditer.

En fait, ceci renvoie à la deuxième partie de l'article. Encore une fois, si des groupes d'individus liés à l'ancien régime constituent une menace pour la stabilité du pays, c'est la consolidation du pouvoir du HTC et de ses associés de l'Armée nationale syrienne (ANS), soutenue par la Turquie et le Qatar, qui constitue une véritable menace pour une Syrie démocratique et progressiste.

La consolidation du pouvoir du HTC, une menace pour une future Syrie démocratique et progressiste

Le rôle prépondérant de HTC dans l'offensive militaire qui a entraîné la chute du régime Assad en décembre 2024 a valu à l'organisation et à son chef Ahmed al-Chareh (Al-Joulani) une immense popularité. Ils bénéficient depuis lors d'une forme de légitimité «révolutionnaire» dont ils se servent pour consolider leur domination politique et militaire dans les régions qu'ils contrôlent.

Si le groupe a évolué politiquement et idéologiquement, abandonnant ses ambitions djihadistes transnationales pour se muer en une force qui s'inscrit dans le cadre national syrien, cela ne signifie pas pour autant que HTC serait devenu un acteur favorable à une société démocratique et à la promotion de l'égalité et de la justice sociale, bien au contraire.

Dans cette perspective, il est important d'analyser comment ils cherchent à consolider leur pouvoir sur la société et à établir un nouvel ordre autoritaire.

Après la chute du régime, Ahmed al-Chareh a commencé par rencontrer l'ancien Premier ministre Mohammed al-Jalali pour organiser la passation de pouvoir, avant de nommer Mohammed al-Béchir à la tête du gouvernement de transition chargé d'expédier les affaires courantes. Celui-ci était auparavant à la tête du gouvernement du salut (SG). Il exercera en tout état de cause ses fonctions jusqu'au 1^{er} mars 2025. Le nouveau gouvernement est composé uniquement de personnes issues des rangs du HTC ou proches de celui-ci.

Ahmed al-Chareh a également nommé de nouveaux ministres, des responsables de la sécurité et des gouverneurs pour diverses régions, affiliées au HTS ou aux groupes armés de l'ANS qui en sont proches. Par exemple, Anas Khattab (également connu sous le nom de Abou Ahmed Houdoud) a été nommé chef des services de renseignement. Membre fondateur de Jabhat al-Nosra, il était le principal responsable de la sécurité du groupe djihadiste. Depuis 2017, il dirige les affaires internes et la sécurité de HTC. Suite à sa nomination, il a annoncé la

restructuration des services de sécurité sous son autorité.

De même, la formation de la nouvelle armée syrienne est le fait d'Ahmed al-Charaa et de ses associés au pouvoir. Ils ont nommé des commandants du HTC parmi les plus hauts gradés, notamment le nouveau ministre de la défense et commandant de longue date du HTC, Mourhaf Abou Qasra, qui a été nommé général.

En procédant à la réorganisation de l'armée syrienne, le gouvernement de HTC cherche également à consolider son contrôle et sa suprématie sur les groupes armés dispersés du pays en justifiant ses mesures et ce processus par l'interdiction faite à toute autre entité de porter des armes en dehors du contrôle de l'État, les ministères syriens de la défense et de l'intérieur étant les seuls autorisés à détenir des armes. Si l'unification de tous les groupes armés au sein d'une nouvelle armée syrienne ne soulève pas d'opposition en soi, de larges secteurs de la communauté druze à Soueida ou des Kurdes dans le nord-est s'y opposent toujours, en l'absence de certaines garanties, telles que la décentralisation et un véritable processus de transition démocratique.

Dans l'une de ses dernières interviews, Ahmed al-Chareh a également déclaré que l'organisation de futures élections pourrait prendre jusqu'à quatre ans et la rédaction d'une nouvelle constitution jusqu'à trois ans. Au même moment, une «Conférence du dialogue national syrien», réunissant 1 200 personnalités qui devait initialement se tenir les 4 et 5 janvier 2025 a été reportée à une date inconnue. Aucune information n'a été donnée sur la manière dont ces personnalités ont été sélectionnées, si ce n'est que chaque gouvernorat sera représenté par 70 à 100 personnalités, en tenant compte de tous les segments des différentes classes sociales et scientifiques, avec des représentants des jeunes et des femmes.

Des avocats syriens ont récemment lancé une pétition demandant que soient organisées des élections libres à leur chambre syndicale à la suite de la désignation par les nouvelles autorités d'un conseil syndical non élu.

Le HTC cherche à consolider son pouvoir tout en effectuant une transition contrôlée; il cherche en même temps à apaiser les

craintes à l'étranger, à établir des contacts avec les puissances régionales et internationales et à être reconnu comme une force légitime avec laquelle il est possible de négocier. L'un des obstacles à cette normalisation est le fait que HTC est toujours considérée comme une organisation terroriste par les Etats-Unis, la Turquie, les Nations Unies tandis que la Syrie est toujours sous le coup de sanctions. En outre, dans le cadre de la Loi d'autorisation de crédits pour la défense nationale pour l'année fiscale 2025, le président américain Joe Biden a signé le 23 décembre la reconduction de l'application de la loi César jusqu'au 31 décembre 2029, malgré la chute du régime de Bachar el-Assad. Promulgué cinq ans plus tôt par l'ancien président Donald Trump, ce texte prévoit des sanctions à l'encontre de tous les acteurs - y compris étrangers qui aident le régime syrien à se procurer des ressources ou des technologies susceptibles de renforcer ses activités militaires ou de contribuer à la reconstruction de la Syrie.

« Si le groupe a évolué politiquement et idéologiquement, abandonnant ses objectifs djihadistes transnationaux pour se muer en un acteur qui cherche à opérer dans le cadre national syrien, cela ne signifie pas que HTC serait désormais un acteur soutenant une société démocratique et promouvant l'égalité et la justice sociale, bien au contraire »

Mais des signes laissant présager un changement d'orientation des capitales régionales et internationales à l'égard de HTC sont d'ores et déjà observables. Il est clair qu'Ankara est le principal soutien politique et militaire de la nouvelle Syrie, tandis que le Qatar jouera un rôle majeur comme pilier de son économie. Parallèlement, El-Chareh s'efforce d'établir des relations avec d'autres États arabes et des acteurs régionaux et internationaux. Par exemple, le chef du HTC a rencontré une délégation saoudienne à Damas et a fait l'éloge des plans de développement ambitieux du royaume saoudien, en

référence à son projet Vision 2030, et a exprimé son optimisme quant à une future collaboration entre Damas et Riyad. Pour l'Arabie saoudite et les autres monarchies du Golfe, l'évolution des relations avec les nouveaux dirigeants syriens dépendra de leur capacité à répondre à leurs préoccupations relatives à la situation politique dans le pays et à éviter que la Syrie ne devienne une nouvelle source d'instabilité régionale. Une délégation syrienne s'est rendue dans le Royaume saoudien, composée notamment du ministre des affaires étrangères, du ministre de la défense et du chef des services de renseignement.

Du côté des puissances occidentales également, un changement de cap est perceptible, y compris de la part des Etats-Unis. La responsable pour le Moyen-Orient de la diplomatie américaine, Barbara Leaf, après avoir rencontré Ahmed el-Chareh à Damas fin décembre, a déclaré qu'ils avaient eu une « bonne réunion, très productive et approfondie » sur la suite de la transition politique dans ce pays. Elle a également qualifié Ahmed el-Chareh d'« homme pragmatique », annonçant que Washington levait la prime de 10 millions de dollars qui était placée sur sa tête depuis 2013 en raison de son rôle au sein de Jabhat al-Nosra.

Les récentes déclarations d'el-Chareh sur la possibilité d'une dissolution du HTC pourraient également contribuer à la résolution de certains de ces problèmes.

Qui plus est, 90 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, ce qui rend son pouvoir d'achat très faible et a donc un impact négatif sur la consommation intérieure. Alors qu'en Syrie le travail ne manque pas, les gens ne sont pas suffisamment payés pour subvenir à leurs besoins quotidiens. Dans ce contexte, les Syrien-nes dépendent de plus en plus des sommes envoyées par les émigré-es pour survivre.

Certains responsables du nouveau gouvernement, comme Ahmed el-Chareh lui-même, ont annoncé qu'ils s'efforceraient d'augmenter les salaires des travailleurs de 400 % dans les jours à venir, ce qui porterait le salaire minimum à 1 123 560 livres (environ 75 \$, 72 €). Bien qu'il s'agisse d'un pas dans la bonne direction, cela ne suffirait pas à répondre aux besoins des gens alors que le coût de la vie continue à augmenter. De fait, le média *Kassioun* a estimé en

octobre 2024 que le coût moyen de la vie pour une famille syrienne composée de cinq personnes à Damas était de 13,6 millions de livres (environ 1 077 dollars ou 1 033 euros). Le salaire minimum était lui de 8,5 millions (environ 673 dollars, 645 euros).

Pour couronner le tout, l'influence des puissances étrangères en Syrie reste une source de menace et d'instabilité, comme l'a démontré la dernière invasion par Israël et la destruction encore en cours des infrastructures militaires. Sans oublier les attaques et les menaces constantes de la Turquie dans le nord-est de la Syrie, en particulier dans les zones où les Kurdes sont en majorité.

«L'un des plus grands problèmes, dans la mer d'incertitude dans laquelle se trouve le pays, c'est que la plupart des acteurs politiques de premier plan, y compris le HTC, n'ont pas de programme économique politique alternatif.»

Le HTC n'a rien d'autre à proposer que le système économique néolibéral et, conformément aux mécanismes et aux formes de capitalisme de connivence qui existaient sous le régime précédent, le groupe s'efforce de conforter ces façons d'agir au sein des réseaux d'affaires (où l'on retrouve aussi bien d'anciens que de nouveaux personnages). Au cours des années passées, le Gouvernement de Salut d'Idlib a favorisé le développement du secteur privé, et des hommes d'affaires proches du HTC et d'al-Joulani lui-même.

Dans le même temps, la plupart des services sociaux - en particulier la santé et l'éducation - ont été assurés par des ONG et des organisations non gouvernementales internationales.

Bassel Hamwi, président de la Chambre de commerce de Damas, a déclaré qu'après la chute du régime, le nouveau gouvernement syrien nommé par HTC a annoncé aux chefs d'entreprise qu'il adopterait un système d'économie de marché et intégrerait le pays dans l'économie mondiale. M. Hamwi a été «élu» à son poste actuel en novembre 2024, quelques semaines avant la chute d'Assad. Il est également président de la Fédération des chambres de commerce syriennes.

« Le HTC n'a rien d'autre à proposer que le système économique néolibéral et, conformément aux mécanismes et aux formes de capitalisme de connivence qui existaient sous le régime précédent, le groupe s'efforce de conforter ces façons d'agir au sein des réseaux d'affaires »

Al-Chareh et son ministre de l'économie ont également tenu de nombreuses réunions avec des représentants de ces chambres économiques et des hommes d'affaires de différentes régions pour leur exposer leurs idées en matière d'économie et écouter leurs doléances, dans l'optique de satisfaire leurs intérêts. La grande majorité des représentants des différentes chambres économiques de l'ancien régime occupent toujours leurs postes.

Au bout du compte, ce système économique néolibéral, combiné à l'autoritarisme du HTC, débouchera très certainement sur des inégalités socio-économiques et un appauvrissement continu de la population syrienne, ce qui a été l'une des principales raisons du soulèvement de 2011.

Le nouveau ministre de l'économie membre du HTC a réaffirmé cette orientation néolibérale quelques jours après, déclarant que « nous passerons d'une économie socialiste [...] à une économie de marché respectant les lois islamiques ». Indépendamment du fait qu'il est totalement faux de qualifier le régime antérieur de socialiste, l'orientation de classe du ministre se reflète clairement dans l'accent mis sur le fait que « le secteur privé... sera un partenaire efficace et contribuera à la construction de l'économie syrienne ».

Pas un seul mot sur la place des travailleurs, des paysans, des agents de l'État, des syndicats et des associations professionnelles dans l'économie future du pays.

En dernière analyse, la façon dont la reconstruction se déroulera dépendra des forces sociales et politiques qui en seront partie prenante et des rapports de forces qui s'établiront entre elles. À cet égard, la construction d'organisations syndicales autonomes et de masse sera essentielle pour

améliorer les conditions de vie et de travail de la population et, plus généralement, pour lutter en faveur des droits démocratiques et d'un système économique fondé sur la justice sociale et l'égalité.

Une idéologie réactionnaire

Dans le même ordre d'idées, le HTC a fait plusieurs déclarations et pris plusieurs décisions qui confirment la nature réactionnaire de son idéologie.

Quelques jours plus tard, Aïcha al-Dibs, nouvellement nommée à la tête des affaires féminines et seule femme à ce jour à faire partie du gouvernement de transition, répondant à une question sur l'«espace» qui serait accordé aux organisations féministes dans le pays, a déclaré que si «les actions de ces organisations soutiennent le système que nous allons construire, elles seront les bienvenues», ajoutant : «Je ne vais pas ouvrir la voie à quiconque n'est pas d'accord avec ma façon de penser.» Elle a poursuivi l'entretien en développant une vision réactionnaire du rôle des femmes dans la société, en exhortant les femmes à «ne pas aller au-delà des limites que Dieu a fixées à leur nature» et à être bien conscientes de «l'importance de leur rôle d'éducatrices au sein de la famille».

En complément, le ministère syrien de l'éducation a modifié les programmes scolaires dans une optique plus islamo-conservatrice, notamment en retirant la théorie de l'évolution des programmes de sciences, en présentant les Juifs et les Chrétiens comme ceux qui se sont «égarés» du vrai chemin ou en remplaçant les références à la «défense de la nation» par la «défense d'Allah». Devant les nombreuses critiques suscitées par ces changements, le ministre de l'Éducation a annoncé le jour suivant que «les programmes de toutes les écoles syriennes restent en l'état jusqu'à ce que des comités spécialisés soient formés pour examiner et évaluer les programmes. Nous avons seulement imposé la suppression de tout ce qui faisait l'apologie du défunt régime Assad, et nous avons substitué dans tous les manuels scolaires des images du drapeau de la révolution syrienne à celles du drapeau du régime disparu...». Ainsi, certains des changements qui avaient été effectués ont été annulés.

Il est donc insuffisant de faire des déclarations floues sur la tolérance envers les

minorités religieuses ou ethniques ou sur le respect des droits des femmes. La question fondamentale est la reconnaissance de leurs droits en tant que citoyens et citoyennes égaux et égales participant à la prise de décision sur l'avenir du pays. De façon plus générale, les responsables du HTC ont clairement affiché leur préférence pour un régime islamique et l'application de la charia.

Pas de solution pour la question kurde

Dans le même temps, il est peu probable que le HTC soit disposé à soutenir les demandes des FDS et de l'AANES, en particulier en ce qui concerne les droits nationaux des Kurdes. C'est que les régions du nord-est sont riches en ressources naturelles, en particulier pour le pétrole et l'agriculture, et qu'elles sont donc stratégiquement et symboliquement importantes. En réalité, HTC n'est pas différent du Conseil national syrien et de la Coalition nationale des forces de l'opposition et de la révolution, deux coalitions de l'opposition en exil qui sont hostiles aux droits nationaux des Kurdes.

Avec la chute du régime, la Turquie est devenue le principal intervenant régional dans le pays. En soutenant Hayat Tahrir al-Cham (HTC), Ankara consolide son pouvoir sur la Syrie. Le principal objectif de la Turquie, outre le fait de procéder au retour forcé des réfugiés syriens et de profiter des futures retombées économiques de la phase de reconstruction, est de nier les aspirations des Kurdes à l'autonomie, et plus particulièrement de saper les bases de l'AANES. Cela créerait un précédent défavorable à l'autodétermination kurde en Turquie.

« Le principal objectif de la Turquie, outre le fait de procéder au retour forcé des réfugiés syriens et de profiter des futures opportunités économiques durant la phase de reconstruction, est de nier les aspirations kurdes à l'autonomie, et plus particulièrement de saper les bases de l'AANES. »

Le ministre turc des affaires étrangères, Hakan Fidan, a déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec le chef du HTC que l'intégrité territoriale de la Syrie était «non négociable» et que le PKK «n'avait pas sa place» dans le pays. Quelques jours plus tard, le président Erdogan a déclaré que les FDS «ou bien diront adieu à leurs armes, ou bien seront enterrées en terre syrienne». L'armée turque n'a par ailleurs cessé de bombarder la population civile et certaines infrastructures essentielles du nord-est de la Syrie depuis la fin de l'année 2023.

Si HTC n'a pris part à aucune confrontation militaire contre les FDS au cours des dernières semaines, l'organisation n'a pas pour autant fait entendre une opposition aux attaques menées par la Turquie, bien au contraire. Mourhaf Abou Qasra, un des principaux commandants du HTC et nouveau ministre de la défense du gouvernement de transition, a déclaré que «la Syrie ne sera pas divisée et qu'il n'y aura pas de fédéralisme inchallah. Si Dieu le veut, toutes ces régions seront placées sous l'autorité de la Syrie». De même, al-Chareh s'oppose lui-aussi au fédéralisme.

En outre, al-Chareh a déclaré à un journal turc que la Syrie établirait une relation stratégique avec la Turquie à l'avenir, et il a ajouté : «Nous n'acceptons pas que des territoires syriens puissent menacer et déstabiliser ni la Turquie ni que ce ce soit d'autre.»

Il a également déclaré que toutes les armes devaient passer sous le contrôle de l'État, y compris celles qui se trouvent dans les zones tenues par les FDS.

Tout cela alors que les responsables des FDS ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils voulaient négocier avec les HTC. Le commandant des FDS Mazloum Abdi a déclaré qu'il était favorable à la décentralisation de l'État et à l'auto-administration, mais pas au fédéralisme, tout en étant ouvert à l'idée de s'intégrer dans une future armée nationale syrienne (avec des garanties). Il a déclaré que les FDS n'étaient pas une extension du PKK et qu'elles étaient prêtes à renvoyer les combattants non syriens immédiatement après la conclusion d'une trêve.

Al-Chareh a déclaré ces derniers jours qu'il négociait avec les FDS dans le but de dénouer la crise dans le nord-est de la Syrie et que le ministère syrien de la défense

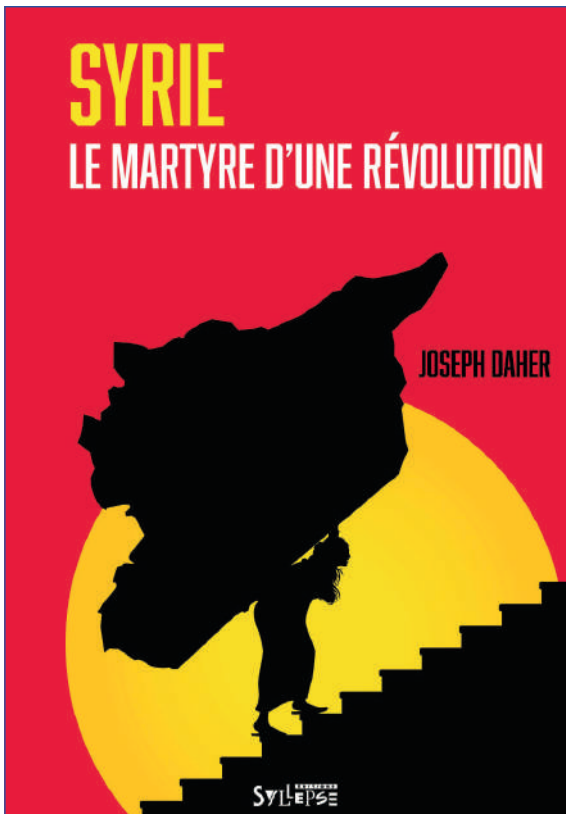
intégrerait les forces kurdes dans ses rangs. Mais il reste à savoir comment et dans quelles conditions.

Une course contre la montre pour la défense d'un espace démocratique

La grande majorité des organisations et forces sociales démocratiques à l'origine du soulèvement populaire de mars 2011 ont été réprimées dans le sang. D'abord et avant tout par le régime, mais aussi par diverses organisations islamiques fondamentalistes armées. Il en a été de même pour les institutions ou entités politiques alternatives locales mises en place par les protestataires, telles que les comités de coordination et les conseils locaux qui assuraient des services de proximité à la population. Il existe néanmoins des groupes et des réseaux civils, bien que principalement liés à des organisations de type ONG, sur l'ensemble du territoire syrien, et en particulier dans le nord-ouest de la Syrie, mais dont la dynamique est différente de celle qui prévalait au début du soulèvement.

« Il existe néanmoins des groupes et des réseaux civils, bien que principalement liés à des organisations de type ONG sur l'ensemble du territoire syrien, et en particulier dans le nord-ouest de la Syrie, mais dont la dynamique était différente de celle qui prévalait au début du soulèvement. »

Dans le même temps, d'autres expériences de lutte se sont développées, même si elles sont de moindre intensité. Par exemple, depuis la mi-août 2023, il y a des manifestations populaires et des grèves dans le gouvernorat de Soueïda, peuplé principalement par la minorité druze. De manière plus générale, le mouvement de protestation n'a cessé de souligner l'importance de l'unité syrienne, de la libération des prisonniers politiques et de la justice sociale, tout en exigeant la mise en œuvre de la résolution 2254 de l'ONU qui préconise la mise en place d'une transition politique. Ce sont de fait les réseaux et groupes locaux qui ont



proposé une figure de proue de la contestation, Mouhsina al-Mahithawi, qui a été nommée récemment au poste de gouverneur de la province de Soueïda.

D'autres villes et régions sous le contrôle du régime syrien, notamment les gouvernorats de Daraa et, dans une moindre mesure, les banlieues de Damas, ont également été le théâtre de manifestations ponctuelles, bien qu'à une échelle beaucoup plus réduite.

Ces formes de contestation ont pour partie préparé le terrain au soulèvement qui s'est produit dans les jours précédant la chute de la dynastie Assad.

Plus généralement, l'expérience accumulée au cours des premières années du début du soulèvement populaire, qui a été la plus dynamique en termes de résistance civile populaire, a été préservée grâce à leur transmission par les activistes qui ont vécu ces expériences et grâce à une documentation sans précédent sur le soulèvement, comprenant des écrits, des enregistrements vidéo, des témoignages et autres. Ces vastes archives documentaires sur le mouvement de résistance civile ont vocation à être intégrées à la mémoire populaire et à constituer une ressource cruciale pour ceux et celles qui résisteront à l'avenir.

Depuis la fin du régime Assad, les initiatives locales se multiplient pour mettre en place des comités locaux ou des réseaux d'activistes de formes variées dans les différentes régions, afin d'encourager l'auto-organisation, la participation par le bas et de garantir la paix civile. Des manifestations ont déjà eu lieu, notamment pour dénoncer certaines déclarations réactionnaires à l'encontre des femmes.

Ceci dit, nous devons regarder en face l'absence criante d'un bloc démocratique et progressiste indépendant, capable de s'organiser et de s'opposer clairement au nouveau pouvoir en place. La construction de ce bloc prendra du temps. Il devra combiner les luttes contre les autocrates, l'exploitation et toutes les formes d'oppression. Il devra avancer des revendications en faveur de la démocratie, de l'égalité, de l'autodétermination kurde et de la libération des femmes afin de créer une solidarité entre les exploités.es et les opprimés.es du pays.

Pour promouvoir ces revendications, ce bloc progressiste devra construire et reconstruire les organisations populaires, depuis les syndicats jusqu'aux organisations féministes, en passant par les organisations communautaires, ainsi que les structures nationales qui permettront de les fédérer. Cela nécessitera une collaboration entre les acteurs démocratiques et progressistes de l'ensemble de la société.

En outre, l'une des tâches essentielles consistera à s'attaquer à la principale division ethnique du pays, celle qui oppose les Arabes aux Kurdes. Les forces progressistes doivent mener une lutte sans merci contre le chauvinisme arabe afin de surmonter cette division et de forger une solidarité entre ces populations. Il s'agit là d'un défi qui se pose depuis le début de la révolution syrienne en 2011 et qui devra être relevé et résolu de manière progressiste si l'on veut que le peuple syrien soit réellement libéré.

Conclusion

Il est important de rappeler que HTC est surtout le produit de la contre-révolution menée par le régime syrien, qui a réprimé dans le sang le soulèvement populaire et ses organisations démocratiques, et qui s'est de plus en plus militarisé. La progression de ce type de mouvements fondamentalistes

islamiques est le résultat de diverses raisons, notamment le fait que le régime ait facilité leur développement, la répression du mouvement de contestation qui a conduit à la radicalisation de certains éléments, la meilleure organisation et discipline de leurs groupes et, enfin, le soutien de pays étrangers.

Par la suite, HTC, comme d'autres organisations islamiques fondamentalistes armées, a constitué à bien des égards la deuxième aile de la contre-révolution, derrière le régime Assad. Leur vision de la société et de l'avenir de la Syrie s'oppose aux objectifs initiaux du soulèvement et à son message universel de démocratie, de justice sociale et d'égalité. Leur idéologie, leur programme politique et leurs pratiques ont fait preuve de violence non seulement à l'égard des forces du régime, mais aussi à l'égard des groupes démocratiques et progressistes, tant civils qu'armés, des minorités ethniques et religieuses et des femmes.

En conclusion, la sauvegarde et la lutte pour une société démocratique et progressiste ne passent pas par la confiance dans les autorités actuelles de HTC ou par l'attribution de bonnes notes ou de satisfecits pour la gestion de la phase de transition, mais par la construction d'un contre-pouvoir indépendant rassemblant des réseaux et des associations démocratiques et progressistes. Le calendrier d'organisation des élections et de rédaction d'une nouvelle constitution, ou la sélection des personnalités qui participeront à une «conférence de dialogue national», peuvent faire l'objet de débats et de critiques, mais le problème essentiel est l'absence de participation de la base au processus décisionnel et l'incapacité à faire pression sur HTC pour lui imposer des concessions. Le pouvoir de décision est uniquement entre les mains de HTC. Ce cadre bénéficie également du soutien de ses principaux soutiens, la Turquie et le Qatar, mais aussi, plus généralement, de la grande majorité des puissances régionales et internationales. Plus globalement, elles ont pour objectif commun de (ré)imposer une forme de stabilité autoritaire en Syrie et dans la région. Cela ne signifie évidemment pas pour autant qu'il y ait une unanimité parmi les puissances régionales et impériales. Elles ont chacune leurs intérêts propres, souvent antagonistes, mais

elles ne veulent pas d'une déstabilisation du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord.

L'espoir d'un avenir meilleur est dans l'air après la chute d'Assad. Tout cela dépendra de la capacité des Syrien·nes à reconstruire les luttes à partir de la base. Actuellement, le pouvoir et le contrôle des HTC sur la société ne sont pas encore complets, car leurs capacités humaines et militaires sont encore trop limitées pour imposer pleinement leur autorité sur l'ensemble de la Syrie, et il existe donc un certain espace pour s'organiser. Cet espace doit être mis à profit.

En fin de compte, seule l'auto-organisation des classes populaires luttant pour des revendications démocratiques et progressistes ouvrira la voie vers une libération et une émancipation réelles.

Au moins maintenant, cette opportunité existe mais nous sommes engagés dans une course de vitesse ; les classes populaires de Syrie doivent s'organiser pour faire fructifier tous les sacrifices consentis pour que se réalisent enfin les aspirations initiales de la révolution à la démocratie, à la justice sociale et à l'égalité.

Joseph Daher enseigne actuellement à l'université de Lausanne et est professeur associé à temps partiel à l'Institut universitaire européen de Florence (Italie), où il a participé au projet « Wartime and Post-Conflict in Syria » (WPCS). Il coordonne le projet « Trajectoires syriennes : défis et possibilités pour la construction de la paix ». Il est l'auteur de *Le Hezbollah : un fondamentalisme religieux à l'épreuve du néolibéralisme* (Syllepse, 2019) et de *Syrie, le martyre d'une révolution* (Syllepse, 2022). Il a ouvert le blog « Syria Freedom Forever ».

Source : *Syria untold*, 4 janvier 2025.
Traduction française par Pierre Vandevoorde et publié par [Europe solidaire sans frontière](#).

Joseph Daher n'a pas eu son contrat d'enseignement renouvelé par le recteur de l'université de Lausanne (UNIL) pour des raisons politiques liées aux relations avec les universités israéliennes. Une lettre « Solidarité avec Joseph Daher contre la décision arbitraire de l'Université de Lausanne » circule et peut être encore signée. Les membres du comité de rédaction ont signé cette lettre que l'on peut consulter et signer sur le lien suivant : <https://clads.ch/solidarite-joseph-daher/>

Pour une Syrie démocratique fondée sur la liberté des femmes

Lettre ouverte

Depuis la chute du régime Assad en Syrie le décembre 2024, des discussions sont en cours sur l'avenir de la Syrie, et avec cela, les nouvelles opportunités pour une reconstruction démocratique de la société syrienne.

Il est essentiel que la société elle-même façonne et fasse avancer cette reconstruction. Il est également essentiel que les femmes syriennes participent à l'élaboration de ce processus en construisant la politique et toutes les sphères de la vie d'une manière autodéterminée.

La Syrie est en état de guerre civile depuis plus de dix ans, un processus qui a débuté par un soulèvement contre le régime oppresseur baasiste. Au cours des 13 années qui ont suivi, la société a été confrontée à plusieurs reprises aux crimes les plus atroces contre l'humanité perpétrés par divers groupes terroristes tels que le soi-disant État islamique ou aux attaques d'invasion menées par l'État turc en violation du droit international.

Dans le nord et l'est de la Syrie, la population kurde construit depuis 2012 une société autonome fondée sur la libération

des femmes, l'écologie et la démocratie de proximité. Les femmes ont joué un rôle très important dans ce processus. Dans ce modèle social, les femmes prennent des responsabilités et sont représentées dans tous les domaines de la vie sociale et politique. Elles se sont organisées pour se défendre et défendre la vie de tous. Les unités de défense des femmes du YPJ, aux côtés des YPG et des FDS, ont combattu l'État islamique et libéré de nombreuses villes de son règne. Le modèle social du confédéralisme démocratique dans le nord et l'est de la Syrie a créé une coexistence multiethnique et multireligieuse qui peut servir de modèle pour la réorganisation dans toute la Syrie.

Les femmes syriennes se sont unies et organisées pour lutter contre les attaques dont elles font l'objet et contre la société dans son ensemble. Elles sont déterminées à œuvrer en faveur du processus de paix, d'une société démocratique, de la vérité et de la justice. C'est pourquoi, le 22 décembre 2024, le Conseil des femmes syriennes a présenté une déclaration visant à remodeler la Syrie.



Adresse inaugur@le pour une revue

Adresses, n° 0, 23 janvier 2024

C'était il y a longtemps

Les tambours de guerre du FNL vietnamien annonçaient une incroyable nouvelle: les envahisseurs n'étaient pas invincibles. Partout, ou presque, les campus s'enflammaient, l'insubordination ouvrière se répandait comme une traînée de poudre, le vieux monde était bousculé, Paris, Mexico, Berlin, Berkeley, Turin et Prague ne faisaient plus qu'un.

La jeunesse, celle des facs et celle des usines, secouait la vieille société, les hiérarchies, les pouvoirs de droit divin, la propriété inaliénable, le patriarcat, les bureaucraties prédatrices et liberticides. Les murs prenaient la parole et les barricades ouvraient des voies insoupçonnées.

Désordre climatique dans le monde de Yalta, le cycle des saisons en fut perturbé. Le printemps fut tchécoslovaque et, en France, Mai dura jusqu'en juin. En Italie, Mai fut rampant et l'automne chaud. Dans les années qui suivirent, tout avait semblé possible à Santiago et à Lisbonne qui s'était couvert d'œillets.

Le fond de l'air était rouge et le souffle long de la révolution mit à mal la propriété privée des moyens de production, la morale établie, les rapports sociaux sexués, les divisions ethniques et les partis uniques. Il y eut de la contestation et de la subversion, des grèves et des conseils ouvriers, des expropriations et de l'autogestion, des livrets militaires brûlés, des batailles pour les droits civiques, des combats pour l'égalité et la libération des femmes, l'émergence nouvelle de l'écologie et, à une échelle inconnue jusque-là, d'un raz-de-marée féministe. Les libertés inabouties ou trahies étaient à portée de main et la chienlit éclaboussait les pères fouettards et les gardes-chiourmes.

Le monde pouvait changer de base: il apparaissait désormais possible de se

réapproprier le contrôle des mécanismes de la vie en société. La démocratie pouvait être sans bornes et ne plus s'arrêter ni à la porte des entreprises ni aux frontières pas plus que dans les quartiers et les relations entre les peuples.

C'est aujourd'hui

Le monde a changé. Le printemps fut brisé à Prague et à Santiago, étouffé à Lisbonne. Un silence de mort est retombé sur la place Tiananmen. Mais le Mur de la prison «soviétique» s'est effondré libérant à la fois un espace pour la liberté et un continent entier aux prédateurs. L'emprise des multinationales sur le monde ne connaît plus guère de limites. Les impérialismes ont désormais de nombreux visages. De même que la barbarie. La planète brûle des prédatations que la civilisation capitaliste lui inflige. Le monde est lourd du péril de la guerre de tous contre tous. Le fond de l'air est sombre, parfois même brun. Les fascismes du 21^e siècle ne portent pas que des chemises noires.

Demain est pourtant déjà commencé

Cela fait plus d'un demi-siècle que d'aucuns avaient annoncé que la «civilisation était à un carrefour». Il fallait choisir un itinéraire qui passait par des politiques démocratiques qui mettent au service du plus grand nombre ce que permettaient les progrès sociaux, culturels, scientifiques, technologiques et humains. Les chars russes, ceux qui pensaient que le bilan était «globalement positif», ceux qui se sont adaptés et accommodés et bien sûr ceux qui étaient partisans de la liberté du renard dans le poulailler en ont décidé autrement.

La civilisation est désormais au bord du gouffre : les forces du capital, celles des impérialismes et des sous-impérialismes, celles des barbaries et celles des fascismes sont à l'offensive sur la planète. Une planète qui brûle.

Quant aux forces émancipatrices, elles ont souvent fait, en partie, ce qu'elles ont pu mais elles se sont également souvent égarées dans diverses impasses dont les noms figurent sur les cartes comme autant d'obstacles à éviter : « campisme », « avant-gardisme », « substitutisme », « étatismisme », « sectarisme », « autoritarisme », « relativisme » et bien d'autres encore.

Alors oui, il faut en sortir. D'où l'idée d'une revue

Une de plus, direz-vous. C'est vrai. Cependant son titre se veut un clin d'œil à l'Association internationale des travailleurs de Marx et Bakounine et un appel à la mise en place d'un outil international et internationaliste de réflexion, de partage et d'échanges.

Le projet que vous avez sous les yeux paraissait dans divers tiroirs. Il attendait un déclic. Celui-ci est venu d'outre-Atlantique avec le texte « Pour une gauche démocratique et internationaliste » rédigé par Ben Gidley, Daniel Mang et Daniel Randall, que nous avons été plusieurs à signer en répondant ainsi à leur appel et que nous publions en page 5 de ce numéro 00. C'est un texte qui met les pieds dans le plat et qui appelle au renouvellement des pratiques et des idées afin de rester fidèles à ce pour quoi nous combattons depuis des décennies : nous sommes attaché·es à une vision et à une pratique révolutionnaire où la démocratie, l'auto-organisation, l'autogouvernement – sous toutes leurs formes – sont au cœur du projet. Non la démocratie comme abstraction mais la démocratie comme objectif. Non l'internationalisme comme abstraction mais l'internationalisme comme pratique.

L'ambition est claire : faire renaître la capacité à discuter et à élaborer ensemble pour que s'ouvre – à la lumière de nos expériences multiples qui se sont souvent frottées les unes aux autres – une large discussion pour faire de la révolution une utopie concrète, pour permettre des synthèses,

pour conserver et transmettre la mémoire des luttes, des expériences, des révolutions, pour contribuer à la socialisation des opprimé·es et des exploité·es.

Alors oui, une revue mondiale qui mette en place les conditions d'un échange mondial et qui donne accès « au plus grand nombre » à l'archipel des articles et des textes participant de cette recherche d'une issue à la crise du projet émancipateur.

Une revue pour explorer l'internationalisme et la démocratie

Sa « base politique » sera articulée autour des thématiques suivantes : émancipation du travail, autogouvernement, autodétermination, autogestion, auto-organisation, féminisme et genre, révolution, renversement/dépassement du capitalisme, alternatives, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, démocratie socialiste, reconversion industrielle pour une production socialement utile et écologiquement soutenable, refus du campisme et lutte contre tous les impérialismes et sous-impérialismes...

Une revue singulière composée de « cahiers » comportant des textes et articles piochés sur les sites et revues du monde, une sorte de plateforme, de *hub* où se croiseront les réflexions, selon un dispositif à construire et sans autres lignes directrices que de permettre l'échange et la lecture.

Une revue qui ne fera volontairement aucune concurrence aux publications papier ou internet existantes, bien au contraire, qui agira pour les mettre en synergie.

Une revue qui évitera les polémiques de seconde zone ou les textes étroitement politiques.

Un projet ouvert en construction permanente.



CULTIVONS
Nos
POSSIBLES